



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction politique DP
Secrétariat politique

No 51

Politorbis

Zeitschrift zur Aussenpolitik
Revue de politique étrangère
Rivista di politica estera

www.eda.admin.ch/politorbis

Un Kosovo unitaire divisé

*Les politiques des acteurs locaux et internationaux
au Nord du Kosovo
à la lumière de la division de la région de Mitrovica*

1 / 2011

Contact:

Federal Department of Foreign Affairs FDFA
Directorate of Political Affairs DP
Political Affairs Secretariat POLS
Politorbis
Bernastrasse 28
3003 Bern

Phone: + 41 31 325 81 52

Fax: + 41 31 324 38 39

mailto: politorbis@eda.admin.ch

www.eda.admin.ch/politorbis

Die Texte werden normalerweise in der Sprache der Verfasser gedruckt.
Der Inhalt muss nicht zwingend mit der Meinung des EDA übereinstimmen.

En principe, les articles sont publiés dans la langue de travail de leurs auteurs.
Le contenu ne reflète pas nécessairement la position du DFAE.

The articles are published usually in the language in which they were written.
The contents do not necessarily reflect the views of the FDFA.

Politorbis

Table des Matières

Préface	5
1. Introduction	11
1.1. Définitions constitutionnelles du Kosovo	11
1.2. Les prérogatives de l'Etat au Kosovo dans la pratique	14
1.3. Approche	16
2. Environnement humain au Nord du Kosovo	19
2.1. Grille d'analyse, hypothèses et concepts	20
2.2. Géographie	24
2.3. Populations : descriptions et chiffres	25
2.4. La division au quotidien	28
2.5. Economie	30
2.6. Niveaux de vie	32
2.7. Perceptions	34
2.8. Conclusions	41
3. Institutions	43
3.1. Trois niveaux de blocages	43
3.2. Etat de droit : quel droit ?	43
3.3. Institutions locales	44
3.4. Efficacité des institutions ?	46
3.5. Les institutions vues par les citoyens	47
3.6. Conclusions	50
4. Organisations internationales	53
4.1. MINUK, OSCE, KFOR	53
4.2. EULEX	54
4.3. ICO / EUSR	55
4.4. Le facilitateur de l'UE pour le Nord du Kosovo	61
4.5. Conclusions	61

5. Stratégies et discours	65
5.1. Absence de dialogue – politique du fait accompli	65
5.2. Discours inachevés	65
5.3. Stratégie de Belgrade	66
5.4. Stratégie de Pristina	68
5.5. Du partage à la partition ?	68
5.6. Implications d'une partition pour le Kosovo	69
5.7. Dialogue et coopération régionale	71
6. Conclusions	73
7. Recommandations	77
Abréviations	81
Bibliographie	83

Préface¹

Olivier Haener²
Mars 2011

Trois ans après la déclaration de son indépendance, le Kosovo est un Etat indépendant et souverain selon la Constitution du Kosovo, une province autonome de la Serbie selon la Constitution de Serbie et une entité sous administration internationale provisoire selon le Cadre constitutionnel établi par la Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), basée sur la Résolution 1244 (1999) du Conseil de Sécurité de l'ONU. Ces trois fondements juridiques, à l'évidence contradictoires entre eux, définissent la forme de l'Etat sur ce petit territoire de moins de 11'000 km², peuplé de près de 2 millions de personnes. La « communauté internationale » est également divisée sur la question, puisqu'à ce jour, en mars 2011, 75 Etats sur 192 membres de l'ONU ont reconnu l'indépendance du Kosovo.

Bien que contradictoires entre elles, ces trois définitions de l'Etat au Kosovo ont cependant au moins une chose en commun : toutes affirment

l'unité du Kosovo. Pourtant, plutôt que d'être pleinement indépendant ou pleinement intégré à la Serbie, le Kosovo est, dans les faits, divisé. Au quotidien, la partie du Kosovo se trouvant au Sud de la rivière Ibër/Ibar,³ soit la plus grande, peuplée en large majorité d'Albanais, fonctionne à maints égards comme un Etat indépendant ; tandis que la partie Nord, adjacente à la Serbie, fonctionne en bien des points comme une partie cette dernière. Ainsi, aucune des définitions précitées de l'Etat ne correspond entièrement à la réalité.

Dans ce contexte, la région de Mitrovica acquiert une signification particulière, puisqu'elle est le lieu de confrontation de ces divers systèmes, le lieu où les contradictions deviennent apparentes, le lieu même de la **division**. Division entre populations, cultures, perceptions, modes et niveaux de vie et, de manière bien plus marquée depuis 2008, entre systèmes politiques et institutionnels. De fait, si l'on considère la carte des populations plutôt que celle des Etats, la rivière Ibar trace à peu près la limite entre une aire de population à majorité serbe qui s'étend au Nord jusqu'à la Hongrie et une zone de peuplement à majorité albanaise qui s'étire au Sud jusqu'à la Grèce.

1 Ma grande reconnaissance va aux amis qui à Mitrovica — au Sud comme au Nord —, m'ont accueilli, encouragé, soutenu et réjoui, de même qu'à ceux de Pristina, de Belgrade, de Tirana, de Skopje, de Sarajevo, de Fribourg, de Lausanne, de Berne, de Baden, de Berlin, de Londres, de New York, du Pied du Jura, de la Côte et du Lavaux, du Seeland, du Pays de Gex ou de Rhénanie-du-Nord-Westphalie pour leur écoute et leur conseil. Mes remerciements particuliers vont au Département fédéral des Affaires étrangères qui a rendu cette étude et sa publication possibles (et spécialement la DP IV et le POLS). Ma gratitude s'adresse tout particulièrement à Monique Schafer et Noémie Charton pour la relecture du manuscrit, comme à Marlene Stefania pour son attention à la mise en page.

2 Olivier Haener est analyste politique indépendant, spécialisé sur l'Europe du Sud-Est. Historien et slaviste de formation, il a travaillé de 2000 à 2008 comme analyste politique pour les Balkans au Centre d'analyse et de prospective du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), puis au Kosovo (de 2008 à 2009) comme *Policy Adviser* au bureau de Mitrovica de l'International Civilian Office / EU Special Representative (ICO/EUSR). Il est membre du Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix. Le présent travail est basé sur des recherches menées entre l'été 2009 à l'été 2010 et ne tient pas à rendre compte des évolutions survenues entre cette période et la date de publication ; malgré l'accélération des événements des derniers mois, il nous semble que les tendances de fond décrites ici gardent dans l'ensemble leur pertinence.

3 Les toponymes au Kosovo connaissent des formes variables en langue albanaise et en langue serbe. Ils sont parfois identiques, comme dans le cas de Prizren (à la fois en albanais et en serbe, prononcé « *Prizrène* » en français), ou proches comme dans le cas de Prishtinë (en albanais, prononcé « *Prichtine* » en français) / Prishtina (en serbe, prononcé « *Prichtina* » en français), parfois ressemblantes, comme pour Gjakovë (en albanais, prononcé « *Djakove* » en français) / Đakovica (en serbe, prononcé « *Djakovitsa* » en français), voire de racine différente comme Skënderaj (en albanais, prononcé « *Skendëraïlle* » en français) / Srbica (en serbe, prononcé « *Srbitsa* » en français). Dans ce texte, on indiquera, la première fois, les deux noms et ensuite, une forme unique, pour simplifier la lecture. Les différentes variantes sont utilisées indifféremment et sans sous-entendre d'implication politique à l'usage de telle ou telle langue. De manière générale les formes les plus répandues en français seront utilisées, telle Pristina (et non Prishtinë ou Prishtina) et Mitrovica (et non Mitrovicë ou Kosovska Mitrovica).

De ce point de vue, Mitrovica est une périphérie. C'est même deux périphéries. Ou plutôt deux demi-périphéries : Mitrovica Nord gravite autour de la capitale de la Serbie, Belgrade (à 350 km), Mitrovica Sud autour de la capitale du Kosovo, Pristina (à 35 km). Comme bien des villes-frontières, leur développement se passe loin des centres et, dans ce cas, sans possibilité de compensation par des relations de bon voisinage, en tout cas à court terme.

Divisée et doublement périphérique, Mitrovica, en tant que ville, donne l'impression d'un dépérissement et d'un non sens, de deux non sens. Nombre de ses habitants nés dans une autre Mitrovica (« à l'époque où nous ne savions pas qu'il y avait un Nord et un Sud »), souligne avec une tristesse amusée que les ponts ici ne rapprochent pas, mais divisent.

A cette situation périphérique s'ajoute une situation de **dépendance**. Au Sud comme au Nord, aucune production économique substantielle ne caractérise plus cette région, ainsi privée de moyens de subvenir à ses besoins et donc orientée vers la dépendance envers des pôles lui garantissant une subsistance. De fait, la région de Mitrovica qui, avec ses mines et son combinat métallurgique, était — à l'époque de la Yougoslavie socialiste — la plus riche du Kosovo, en est devenue la plus pauvre, celle qui connaît le plus de chômage (est. 60-70%), notamment chez les jeunes (est. 85%), et la plus forte disposition à l'émigration. Et ce dans le pays étant lui-même pratiquement le plus pauvre d'Europe.

En raison de la division politique et institutionnelle qui traverse la région, sa **dépendance est double**, chaque partie dépendant d'un autre centre: le Sud dépend de Pristina, comme le Nord dépend de Belgrade. Les paramètres de ces dépendances sont à la fois politiques, économiques, sociaux et culturels. Toutefois, ces deux dépendances sont de natures et d'étendues différentes. Ainsi, par exemple, le niveau de vie moyen au Nord (résultant notamment du soutien de Belgrade) apparaît comme bien plus élevé qu'au Sud, ce qui, en plus de l'animosité politique actuelle encourage d'autant moins les habitants du Nord à un rapprochement avec le Sud. Inversement, au Sud, ayant le sentiment d'avoir acquis une indépendance si longtemps attendue et si chèrement payée, pratiquement aucun Albanais ne serait prêt à accepter que son sort

dépende à nouveau de Belgrade, même si ceci pouvait avoir quelques avantages pratiques. De la sorte, ni les populations ni leurs élites ne sont pas prêtes à échanger leur dépendance contre celle de l'autre communauté.

Prise dans sa perspective locale, la problématique de Mitrovica réside dans le **cumul d'un conflit intercommunautaire et d'une profonde crise de désindustrialisation**. Le premier est bien plus médiatisé que la seconde, dans laquelle pourtant résident probablement des causes plus profondes du conflit. Une troisième strate s'ajoute par la dimension de point de cristallisation de l'affrontement entre Belgrade et Pristina qui caractérise la région; une quatrième par la dimension internationale prise par le conflit (en termes de reconnaissances, des organisations internationales, et des missions sur place). Aussi, est-ce dans cette agrégation de causes qui faut à notre avis voir la particularité de la situation à Mitrovica et non dans la seule dimension communautaire.

Le quotidien de cette « double périphérie dépendante » se résume souvent à la mise en place de stratégies de captation des ressources provenant de ses centres respectifs comme de la « communauté internationale » (donations, *tenders*, emplois, exemption de taxes ou de paiement de services). Ceci semble plus reproduire la dépendance que la contrer, d'autant que ces ressources ne sont manifestement investies que marginalement dans la production et que leur redistribution semble passer par des réseaux de patronage dans les deux communautés. Ceci est du reste de nature à renforcer les loyautés envers les pourvoyeurs de ressources, qui peuvent alors mobiliser les populations à leurs fins politiques, souvent présentées comme patriotiques, mais qui dans bien des cas ont la fonction de maintien de cette rente de situation.

Politiquement, Mitrovica est devenue le point de rupture entre deux systèmes affrontés. Les deux centres — également confrontés à d'autres problèmes et semblant avant tout donner priorité à la dimension internationale du conflit — ne paraissent pas actuellement mobiliser une volonté politique suffisante pour des avancées sur le plan local, au-delà de la dénonciation des politiques et institutions adverses. Or, un règlement du conflit passe aussi par le règlement des conditions des

populations dont les besoins sont considérables. Si le niveau de violence est — malgré de fortes éruptions — en grande partie retombé depuis 2008, et que la déclaration d'indépendance n'a pas généré d'exodes de masse, le nombre de réfugiés/déplacés suite à la guerre (estimé à 220'000, soit 10% de la population du Kosovo) reste immense. Les autres problèmes accumulés (faibles perspectives économiques, chômage massif, corruption, usurpations de propriétés, disparus, crime organisé, etc.) pèsent également sur les solutions potentielles au conflit comme sur la stabilité du Kosovo. En plus de la dimension intercommunautaire du conflit, une dimension sociale se renforce, qui fait redouter des troubles sociaux. Dans ces conditions, une rupture de confiance des populations vis-à-vis de leurs élites politiques et des missions internationales se dessine. Les unes comme les autres sont perçues comme de moins en moins capables de répondre aux besoins existentiels des populations, malgré des progrès indéniables, en particulier au Sud.

Les approches de Pristina et de Belgrade

Suite à la déclaration d'indépendance, l'action de **Pristina**, basée sur le Plan Ahtisaari et appuyée par les USA et la majorité des pays de l'UE, s'est caractérisée par la recherche de reconnaissances internationales, la construction de l'appareil d'Etat et l'affirmation de sa souveraineté sur le territoire du Kosovo. Dans un deuxième temps, elle s'est lancée dans une réforme administrative de décentralisation qui a notamment vu la création de communes à majorité de population serbe là où celle-ci est implantée. Cette action a été, à ce jour, sans grand effet sur le Nord du Kosovo et, à maints égards, Pristina ne semble pas se donner les moyens, ni avoir une volonté politique claire, d'intégrer le Nord du Kosovo en termes sociaux et économiques.

L'approche d'ensemble de **Belgrade**, définissant actuellement ses intérêts comme « le Kosovo et l'intégration européenne », s'est concentrée depuis 2008 sur la contestation de l'indépendance du Kosovo, en particulier dans le cadre de l'ONU et auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ). Parallèlement, elle s'est engagée dans une entreprise de blocage du nombre des reconnaissances internationales du Kosovo.

Cette approche lui a apparemment apporté certains résultats (ralentissement des reconnaissances après un mouvement initial important) qu'elle semble vouloir poursuivre, bien que l'avis entre-temps rendu par la CIJ lui soit défavorable. Cette stratégie a cependant mis à mal ses relations avec l'UE, à laquelle elle compte à terme adhérer. Sur le plan local, elle a maintenu, malgré une baisse de fonds, son soutien à ses institutions au Kosovo (dites « institutions parallèles ») et a consolidé celles-ci par la tenue d'élections selon les lois de Serbie. L'appui sur la MINUK s'est renforcé et a permis à Belgrade de pousser EULEX, la mission de l'UE pour la supervision de l'Etat de droit au Kosovo, à changer son mandat initial (lequel concevait le Kosovo comme indépendant) pour pouvoir se déployer au Nord. Ainsi, EULEX s'est finalement établie dans l'ensemble du Kosovo, mais avec neuf mois de retard au Nord et dans le cadre « neutre » de la Rés. 1244 (laquelle conçoit le statut du Kosovo comme encore indéterminé).⁴ L'action de Belgrade se limite toutefois essentiellement aux régions à majorité de population serbe, avec un certain recul dans les enclaves du Sud et un renforcement au Nord. Elle ne semble pas non plus vouloir intégrer la population albanaise, ni se donner les moyens de le faire.

Les approches au sein de la « communauté internationale »

Dans cet environnement, la « **communauté internationale** » est apparue très divisée et pour l'instant sans résultat décisif quant au Nord du Kosovo. Après la déclaration d'indépendance, le mouvement général a été marqué par une profonde reconfiguration qui, sur la base du Plan Ahtisaari, devait voir l'UE reprendre de façon coordonnée la direction de la présence internationale, jusque là assumée par l'ONU. La tâche était de taille et, après l'échec des négociations de Vienne (2006-2007), sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Ahtisaari, et le manque de consensus au CS-ONU pour son plan, elle ne s'attendait assurément pas à une résolution aisée et rapide de la situation au Nord du Kosovo. Le plan, accepté par Pristina, soutenu par les USA et par une grande majorité de l'UE, sert de base de travail au Gouvernement du Kosovo et directement ou indirectement

⁴ Sur cette résolution voir la note 17 ci-dessous.

à plusieurs missions internationales. Il est par contre toujours rejeté par la Serbie, appuyée notamment par la Russie et la Chine.

Face à l'impossibilité de sa pleine mise en œuvre, **l'approche d'ensemble du Plan Ahtisaari** proposant une répartition des tâches et une certaine hiérarchie entre missions internationales dans le cadre d'une indépendance du Kosovo acceptée par toutes les parties, a dû être délaissée pour un système hybride qui a vu le maintien de missions sur la base de la Rés. 1244 (neutre du point de vue du statut) parallèlement à la mise en place de missions sur la base du Plan Ahtisaari. Dans les faits, parmi les six missions principales de cette architecture (ICO/EUSR, EULEX, ECLO, KFOR, OSCE, MINUK),⁵ seule « une demi » (l'ICO) considère pleinement le Kosovo comme indépendant, les autres se tenant à une position de neutralité quant à son statut. La position de l'ICO, qui est également le bureau de l'EUSR, se retrouve ainsi en situation paradoxale, puisque le second est « status neutral », contrairement au premier. Ces développements ont induit d'importants dysfonctionnements et des tensions entre missions, nuisant fortement à leur action.

Actuellement, **les missions internationales au Kosovo** sont toujours à la fois divisées et démultipliées. Cette division marque d'une part les relations entre missions à mandat politique (ICO/EUSR, MINUK) et, de l'autre, entre l'ICO et les missions à mandat plus technique (KFOR, OSCE, EULEX, ECLO). De plus, l'action de ces dernières est limitée par l'environnement politique qui diminue leur efficacité ou affecte leur mandat (EULEX). L'ICO s'est concentré depuis la déclaration d'indépendance sur l'appui et la supervision des institutions centrales du Kosovo et sur le soutien à la décentralisation, sanctionné par un certain succès lors des élections locales de 2009 et d'un premier rapprochement de la communauté serbe du Sud des institutions de Pristina. Sa position au

Nord du Kosovo a reculé après la déclaration d'indépendance (fin de sa présence à Mitrovica Nord), et a peu progressé depuis. EULEX s'est déployé dans tout le territoire du Kosovo, mais avec un grand retard au Nord et une efficacité restreinte.

Depuis le début de 2010, de nouvelles approches se dessinent à Pristina et dans la communauté internationale avec l'apparition de la « Stratégie pour le Nord du Kosovo » (ICO/Gouvernement du Kosovo), la nomination d'un facilitateur de l'UE pour le Nord et le renforcement de la présence d'EULEX et d'ECLO au Nord de l'Ibar. Ces approches peuvent être réparties en deux groupes. D'un côté, celles insistant d'abord sur l'affirmation de la légalité des institutions du Kosovo au Nord également (ICO), de l'autre, celles laissant partiellement de côté cet aspect pour se concentrer sur leur acceptation au Nord et la dimension technique de leur mandat (EULEX, ECLO, facilitateur de l'UE), quitte à être « *status neutral* ». Une des questions clé pour l'avenir et le succès des missions internationales — et en particulier européennes — est la conciliation des deux approches, au risque de répéter la scission progressivement apparue au sein de la MINUK entre son quartier général de Pristina et son bureau de Mitrovica.

Dans l'ensemble, **la structure, les relations et le fonctionnement actuels des missions internationales ne semblent pas en mesure de donner des résultats probants** pour la résolution du conflit. Celui-ci apparaît comme réduit d'échelle et plus nettement circonscrit au Nord du Kosovo depuis 2008, mais il s'est aussi cimenté sur une ligne plus claire et plus profonde traversant la région de Mitrovica. Toutefois, à l'échelle locale, les causes plus larges du conflit ne semblent pas avoir été traitées de manière adéquate et suffisante. Ainsi, l'état de dépendance économique et sociale, identifié par cette étude comme un des facteurs clé de la persistance du conflit au niveau local au Nord du Kosovo, semble plutôt avoir été renforcé qu'atténué depuis 2008. Ceci affecte le type de solutions d'ensemble pouvant être définies au niveau de relations Pristina – Belgrade et sur la scène internationale. En effet, sans solutions durables en termes de création de richesses et d'emplois, sans un service public capable de répondre aux besoins tant des sociétés albanaise que serbe du Kosovo, et ce en particulier dans la région de confrontations

5 **ICO/EUSR** : *International Civilian Office / EU Special representative* ou Bureau Civil international / Représentant spécial de l'UE, **EULEX Kosovo** : *EU Rule of Law Mission* ou Mission d'Etat de droit de l'UE, **ECLO** : *European Commission Liaison Office* ou Bureau de Liaison de la Commission européenne, **KFOR** : Kosovo Force de l'OTAN, **OSCE** : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, **MINUK** : Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

qu'est celle de Mitrovica, toute solution purement politique paraît vouée à l'échec.

Vers de nouvelles discussions entre Pristina et Belgrade

Le courant qui s'est renforcé depuis le début de l'année 2010 en faveur de discussions et ayant débouché sur un dialogue direct en mars 2011 est certainement un développement positif, bien que les deux parties le conçoivent encore sur des bases diamétralement opposées, tout en convenant pour l'heure de laisser cet aspect en arrière plan (Belgrade voulant la réouverture de négociations sur le statut, Pristina n'acceptant que des discussions entre Etats voisins se reconnaissant mutuellement). Cependant, elles nécessiteront un contenu de fond quant au Nord du Kosovo que pour l'heure ni Belgrade, ni Pristina ne semblent en mesure d'articuler.

Parallèlement à ces développements, un débat sur l'opportunité d'une partition du Kosovo se fait nettement plus apparent. Cette idée — qu'aucune des parties n'évoque officiellement — compte un nombre inégal d'adeptes, principalement à Belgrade, mais aussi, dans une moindre mesure, à Pristina et sur la scène internationale. Cette approche, « pragmatique » en apparence, ne nous semble pas apte à résoudre durablement les problèmes de la région, mais risque au contraire d'accentuer les tensions existantes et de susciter l'émergence de nouveaux déséquilibres dans la région.

En tout état de cause, **l'offre que Pristina sera en mesure de proposer pour la région de Mitrovica** (Sud et Nord de l'Ibar) apparaît comme décisive pour la suite. Plus qu'en termes d'affirmation de la souveraineté ou d'un soutien financier, une telle offre devrait surtout être formulée en termes de développement économique et de services publics. Au-delà, sa capacité de **poser les bases d'un contrat social** entre le Nord et le Sud sera un facteur déterminant de l'acceptation de ses institutions et, partant, de leur légitimité populaire. En ce sens, l'un des premiers éléments à renforcer est une information de qualité et accessible (techniquement et linguistiquement) aux citoyens de toutes les communautés, leur donnant des éléments d'une meilleure connaissance mutuelle. De surcroît, l'amélioration du fonctionnement des institutions

locales apparaît comme indispensable à un tel projet.

En l'état actuel, si l'objectif de l'engagement international est d'encourager l'unité du Kosovo, il convient — parallèlement à la recherche de solutions politiques sur la scène internationale et entre Pristina et Belgrade — de **soutenir de manière conséquente le développement des facteurs d'intégration** forts pour la population serbe au nord de l'Ibar et de **cohésion sociale** entre communautés. Dans le cas contraire, cette région risque de rester dans sa stagnation actuelle ou de glisser vers une partition de plus en plus prononcée.

Le développement de ces facteurs passe par une **approche complémentaire** à celle adoptée jusqu'à présent. A notre avis, elle doit inclure une très forte composante de *développement économique et humain* à l'échelle de la région (Nord et Sud de l'Ibar) devant lui permettre de sortir graduellement de l'état prononcé de dépendance économique (et partant politique) dans laquelle elle se trouve. Cette composante doit être assortie de la **formulation par Pristina d'un projet de société** identifiable et acceptable par les populations en question, faisant sens à leurs yeux et permettant de mobiliser leurs forces. Ce projet, pour avoir des chances d'être compris et, à terme, accepté et soutenu, doit être communiqué de manière claire et consensuelle sur la scène politique, sous la forme d'une offre symbolique forte, mais également sur la scène sociale par le développement d'une information factuelle et dépassionnée visant la reconstruction de liens sociaux sur la base d'une confiance mutuelle. Un tel projet doit s'incarner dans des institutions locales fonctionnelles, accessibles (en particulier bilingues) et efficaces, dans lesquelles le citoyen peut, quelle que soit sa communauté, se reconnaître. Aussi, l'action de la « communauté internationale » au Nord du Kosovo devrait-elle inclure un soutien beaucoup plus prononcé à ces trois éléments.

Un ensemble de recommandations générales à la fin de cette étude propose des actions en ce sens.

1. Introduction

*"We, the democratically elected leaders of our people, hereby declare Kosovo to be an independent and sovereign state. This declaration reflects the will of our people and it is in full accordance with the recommendations of UN Special Envoy Martti Ahtisaari and his Comprehensive Proposal for the Kosovo Status Settlement."*⁶

*"[...] the Province of Kosovo and Metohija is an integral part of the territory of Serbia, [...] it has the status of a substantial autonomy within the sovereign state of Serbia [...] from such status of the Province of Kosovo and Metohija follow constitutional obligations of all state bodies to uphold and protect the state interests of Serbia in Kosovo and Metohija in all internal and foreign political relations, [...]"*⁷

Le 11 novembre 2009, alors que le monde entier luttait fébrilement contre le virus de la « grippe porcine », la radio *Kontakt plus*, de la partie Nord de Mitrovica, à majorité serbe, informait que l'état d'épidémie de grippe A/H1N1 venait d'être déclaré sur l'ensemble du territoire de la Serbie, y compris le Kosovo, par les autorités sanitaires serbes. Le même jour, *Radio Kosova*, de Pristina, indiquait que les autorités sanitaires du Kosovo considéraient que pour l'heure il n'y avait pas lieu de prononcer l'état d'épidémie de grippe au Kosovo.⁸ Un des rares auditeurs à écouter ces nouvelles, en langue serbe respectivement albanaise, aurait, en toute logique, pu en tirer trois conclusions. Soit que les populations du Kosovo sont à ce point séparées qu'elles ne peuvent se transmettre de virus, soit que les virus sont si politisés qu'ils arrivent à distinguer entre Albanais et Serbes, soit que les autorités respectives parlent de deux Kosovos différents. Nous penchons, pour notre part, pour la troisième.

6 Déclaration d'indépendance du Kosovo, Pristina, le 17 février 2008, cf. site de l'Assemblée de la République du Kosovo, www.assembly-kosova.org/common/docs/Dek_Pav_e.pdf (consulté le 3 mai 2010).

7 Introduction à la Constitution de la République de Serbie, b site de l'Assemblée nationale de la République de Serbie, www.parlament.gov.rs/content/eng/akta/ustav/Constitution_of_Serbia_pdf.zip (consulté le 3 mai 2010).

8 Observations personnelles à Mitrovica.

Cette anecdote est une des nombreuses illustrations de la réalité paradoxale du conflit au Nord du Kosovo. Elle pose la question centrale de savoir à quel Etat se rattache ce petit territoire d'environ 1'200 km², habité par quelques 50 à 70'000 personnes. Elle met aussi en lumière le rapport biaisé qu'entretiennent ici les trois critères communément retenus par le droit international dans la définition de l'existence des Etats (statehood): un territoire défini (en l'occurrence le Kosovo, indépendant ou dans le cadre de la Serbie), une population stable (ici les citoyens confrontés au risque d'épidémie) et un gouvernement effectif (dans ce cas représenté par les autorités sanitaires du Kosovo, respectivement de Serbie).

La manière dont les deux principaux protagonistes, Pristina et Belgrade, définissent l'Etat qu'ils revendiquent, et la façon dont cet Etat exerce son autorité, c'est-à-dire sa souveraineté, permet de poser le cadre du conflit du Nord du Kosovo et d'en tracer les grandes lignes. Il convient de s'y arrêter d'emblée plus en détail.

1.1. Définitions constitutionnelles du Kosovo

Le 17 février 2008, les autorités de Pristina⁹ déclaraient que le Kosovo formait désormais un Etat indépendant et souverain selon le Plan Ahtisaari.¹⁰

9 Jusque-là dites *Provisional Institutions of Self-Government (PISG)*, selon le Cadre Constitutionnel (2001) adopté par la Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et se basant sur la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU (CS-ONU), cf. infra, note 17.

10 Proposition globale de Règlement portant sur le statut du Kosovo (*Comprehensive proposal for Kosovo Status Settlement*), dite Plan Ahtisaari (cf. www.unosek.org/docref/Proposition_globale-fran%E7ais.pdf). Celle-ci a été établie par le médiateur de l'ONU et ancien Président finlandais Martti Ahtisaari, dans le cadre et suite aux négociations entre Belgrade et Pristina sous l'égide de l'ONU dès octobre 2005. Ni ces négociations, ni la médiation subséquente de la Troïka d'intermédiaires européen, étasunien et russe (automne 2007) n'ont débouché sur un accord entre parties. Le plan recommandant l'indépendance du Kosovo a été accepté par Pristina et rejeté par Belgrade. Il n'a pas été adopté par le CS-ONU, suite à la division de ses membres à son sujet (cf. Office of the Special Envoy of the Secretary-General of the United Nations for the future status process for Kosovo- UNOISEK, www.unosek.org). Sur le processus de négociations, voir par exemple Marc Weller, *Negotiating the final status of Kosovo*, EU Institute for Security Studies (EUISS), Chaillot Paper n°114, 12.2008, www.iss.europa.eu/uploads/media/cp114.pdf ou Stefan Lehne, *Resolving Kosovo's Status*, Österreichisches Institut für internationale Politik, Policy Paper, 06.2009, www.oiiip.ac.at/fileadmin/Unterlagen/Dateien/Arbeitspapiere/Policy_Paper_Status_of_Kosovo.pdf.

La Constitution de la République du Kosovo, adoptée le 9 avril, puis entrée en force le 15 juin 2008, définit l'Etat et sa souveraineté de la manière suivante:¹¹

Article 1 - Definition of State: 1. *The Republic of Kosovo is an independent, sovereign, democratic, unique and indivisible state.* 2. *The Republic of Kosovo is a state of its citizens. The Republic of Kosovo exercises its authority based on the respect for human rights and freedoms of its citizens and all other individuals within its borders.* 3. *The Republic of Kosovo shall have no territorial claims against, and shall seek no union with, any State or part of any State.*

Article 2 - Sovereignty: 1. *The sovereignty of the Republic of Kosovo stems from the people, belongs to the people and is exercised in compliance with the Constitution through elected representatives, referendum and other forms in compliance with the provisions of this Constitution.* 2. *The sovereignty and territorial integrity of the Republic of Kosovo is intact, inalienable, indivisible and protected by all means provided in this Constitution and the law. [...]*

Ce même Kosovo est également défini par la Constitution de la République de Serbie, adoptée le 10 novembre 2006,¹² en tant que Province autonome de « Kosovo et Metohija »¹³ et partie intégrante de la Serbie :

Article 1 - Republic of Serbia : *Republic of Serbia is a state of Serbian people and all citizens who live in it, based on the rule of law and social justice, principles of civil democracy, human and minority rights and freedoms, and commitment to European principles and values.*

11 Voir le site officiel de la Constitution du Kosovo: www.kushtetutakosoves.info (consulté le 22 avril 2010).

12 Op. cit. Elle fut par ailleurs débattue et adoptée en plein processus de négociations sur le statut du Kosovo.

13 Ce nom, usité essentiellement par les autorités et la population serbes, se rapporte à l'ensemble du territoire du Kosovo. Le terme de « Metohija » se réfère à d'anciennes propriétés de l'Eglise orthodoxe serbe et désigne la région de l'Ouest du Kosovo (entre Peć/Peja et Prizren) correspondant à peu près à la région que les Albanais appellent « Dukagjini ». Dans le langage courant « Kosovo et Metohija » (« Kosovo i Metohija » en serbe) est abrégé « Kosmet » ou « KiM ». La population albanaise et les autorités kosovares utilisent pour désigner le Kosovo le nom de « Kosova » ou, dans sa forme inarticulée, « Kosovë ».

Article 2 - Sovereignty holders : *Sovereignty is vested in citizens who exercise it through referendums, people's initiative and freely elected representatives. No state body, political organization, group or individual may usurp the sovereignty from the citizens, nor establish government against freely expressed will of the citizens.*

Article 8 - Territory and border : *The territory of the Republic of Serbia is inseparable and indivisible. The border of the Republic of Serbia is inviolable and may be altered in a procedure applied to amend the Constitution.*

Article 12 - Provincial autonomy and local self-government : *State power is restricted by the right of citizens to provincial autonomy and local self-government. The right of citizens to provincial autonomy and local self-government shall be subjected only to supervision of constitutionality and legality.*

Article 182 - Autonomous provinces shall be autonomous territorial communities established by the Constitution, in which citizens exercise the right to the provincial autonomy. In the Republic of Serbia, there are the Autonomous Province of Vojvodina and the Autonomous Province of Kosovo and Metohija. The substantial autonomy of the Autonomous province of Kosovo and Metohija shall be regulated by the special law which shall be adopted in accordance with the proceedings envisaged for amending the Constitution.¹⁴ [...].

Par ailleurs, la Constitution de Serbie mentionne dans son préambule l'obligation pour toutes les institutions d'Etat de maintenir et défendre les intérêts d'Etat de la Serbie au Kosovo. Elle fait de plus prêter au Président, devant le Parlement, un serment l'engageant explicitement à préserver le Kosovo au sein de la Serbie.¹⁵

14 A notre connaissance et selon les informations disponibles sur le site du Parlement de Serbie, cette loi spéciale n'a pas été adoptée, cf. www.parlament.gov.rs/content/lat/akta/zakoni.asp.

15 « *I do solemnly swear that I will devote all my efforts to preserve the sovereignty and integrity of the territory of the Republic of Serbia, including Kosovo and Metohija as its constituent part, as well as to provide exercise of human and minority rights and freedoms, respect and protection of the Constitution and laws, preservation of peace and welfare of all citizens of the Republic of Serbia and perform all my duties conscientiously and responsibly* », Constitution de la Rép. de Serbie, art. 114, op. cit.

En outre, en plus de ces deux définitions le Kosovo reste soumis au Cadre Constitutionnel,¹⁶ adopté en 2001 par la Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), bien que son autorité soit contestée par Pristina et (dans la pratique) par Belgrade. Il stipule que:

1.1 Kosovo is an entity under interim international administration which, with its people, has unique historical, legal, cultural and linguistic attributes.

1.2 Kosovo is an undivided territory throughout which the Provisional Institutions of Self-Government established by this Constitutional Framework for Provisional Self-Government (Constitutional Framework) shall exercise their responsibilities.

[...]

1.4 Kosovo shall be governed democratically through legislative, executive, and judicial bodies and institutions in accordance with this Constitutional Framework and UNSCR 1244 (1999).

Ces trois textes ont en commun qu'ils définissent le Kosovo comme un territoire unitaire. Le premier le conçoit comme indépendant et souverain, le second comme une province dotée d'une « autonomie substantielle » dans le cadre de la Serbie, le troisième comme une « entité » administrée internationalement et *ad interim*, en accord avec

la Rés. 1244.¹⁷ Celle-ci affirme l'intégrité de la République fédérale de Yougoslavie (à laquelle la Serbie a par la suite succédé) et sa souveraineté sur le Kosovo. Les deux premières définitions insistent sur le fait que la souveraineté procède de la population (définie en termes de « citoyens » et de « peuple »¹⁸ dans la Constitution du Kosovo, de « peuple serbe » et de « citoyens » dans celle de la Serbie). Les deux mettent un accent sur les droits de l'homme et le mode de gouvernement démocratique. Le Cadre constitutionnel de la MINUK se borne, quant à la population, à évoquer des attributs particuliers (mais sans préciser lesquels) ainsi qu'un mode de gouvernement démocratique.

¹⁷ Cette Résolution, adoptée par le CS-ONU le 10 juin 1999, a formalisé les termes de la fin des hostilités et du déploiement des missions internationales suite à la guerre du Kosovo (1998-1999). Elle énonce un statut d'autonomie substantielle du Kosovo, mais en reconnaissant les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), à laquelle ont succédé l'Union de Serbie et du Monténégro (USM, 2002), puis la seule Serbie (2006) suite à l'indépendance monténégrine, dans l'attente d'un règlement définitif du statut du Kosovo (cf. www.un.org/french/docs/sc/1999/99s1244.htm). Le Kosovo a été reconnu pour la première fois en 1945, comme entité administrative autonome par la République fédérative populaire de Yougoslavie (RFPY), renommée République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY, 1963), et comme une « province autonome » au sein de la République de Serbie, l'une des entités fédérées de la RSFY. La République de Serbie comprend une autre province autonome, la Voïvodine. Les autres Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine) ne comportaient pas de provinces autonomes. La Constitution yougoslave de 1974 accordait aux provinces autonomes, outre une représentation au niveau de la Serbie, une représentation au niveau de la Fédération yougoslave. Par contre, contrairement aux Républiques yougoslaves, elles ne jouissaient pas du droit de sécession. En 1989, les autonomies du Kosovo et de la Voïvodine ont été abrogées par la Serbie, à la tête de laquelle S. Milošević est élu la même année. Celui-ci dénonçait notamment la « double représentation » dont elles jouissaient au niveau fédéral (directe et indirecte par le biais de la Serbie). Il fit un large usage du thème du Kosovo dès ce moment. Les autorités de Serbie n'ont pas rétabli ces autonomies lors de la chute du régime Milošević (2000), mais seulement en 2006 avec la nouvelle Constitution de Serbie.

¹⁸ Nous utilisons cette traduction française, toutefois imparfaite puisque le terme anglais de « people » peut désigner un groupe d'individus, une population, le peuple, un groupe ethnique ou une nation. Le terme albanais de « popull » (utilisé par la Constitution du Kosovo) se traduit par « peuple ». Le terme serbe de « stanovništvo » (utilisé par la Constitution du Kosovo) se réfère plutôt à la notion d'« habitants », tandis que celui de « narod » (utilisé par la Constitution de Serbie) peut signifier « les gens », « le peuple », ou « la nation ».

¹⁶ Cf. Constitutional Framework for Provisional Self-Government, UNMIK/REG/2001/9, 15.05.2001, cf. www.unmikonline.org/constframework.htm.

Les définitions données par les Constitutions du Kosovo et de la Serbie apparaissent comme directement contradictoires entre elles lorsqu'elles établissent les prérogatives de l'Etat sur le territoire du Kosovo. Les trois critères définissant l'existence de l'Etat communément retenus en droit international, et mentionnés dans les trois textes, ne sont certes pas définis de façon définitive par le droit international, mais la pratique actuelle retient souvent les notions de territoire défini, de population stable, et de gouvernement effectif.¹⁹ Or, dans le cas du Kosovo, chacun de ces domaines particuliers est sujet à contentieux entre Belgrade et Pristina, voire entre la MINUK et Pristina, ou entre la MINUK et Belgrade, pour le troisième critère.

En outre, en plus d'être disputés, ces trois éléments ne correspondent, dans la réalité, ni à la définition qu'en donne Pristina, ni à celle avancée par Belgrade, ni à celle retenue par la MINUK.

Ainsi, contrairement à l'unité du territoire du Kosovo postulée par chacun des trois textes constitutionnels mentionnés, la situation au Nord du Kosovo se caractérise par un manque de contrôle effectif des diverses autorités sur une partie du territoire sur lequel elles affirment leur juridiction. Ainsi le contrôle de Pristina est dans les faits pratiquement inexistant au Nord de l'Ibar. Celui de Belgrade au Sud est, dans l'ensemble, extrêmement restreint ; sa présence au Nord est forte mais pas entière, tout comme, à un degré moindre, dans les enclaves serbes du Sud. Enfin, la présence des missions internationales se montre moins affirmée au Nord de l'Ibar qu'au Sud, tandis que certaines d'entre-elles voient leur marge de manoeuvre limitée au Sud (ICO/EUSR), d'autres presque exclusivement au Nord (MINUK).

19 Nous nous basons ici sur les travaux de l'*Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia* (IIFMCG), qui a résumé le débat théorique actuel à propos des relations entre la Géorgie, la Russie et les territoires sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, en évoquant également le cas du Kosovo. Cf. Report, 09.2009, Volume II, Chap. 3, pp. 127-141, www.ceig.ch/pdf/IIFMCG_Volume_II.pdf. Il indique notamment: «*Therefore, the international legal status of a territorial entity has to be assessed with a view to the presence or absence of certain factual elements. There is no authoritative definition of the relevant criteria. Yet there is a basic consensus that minimal preconditions for statehood are (1) a defined territory, (2) a permanent population, and (3) an effective government* » (p. 127).

1.2. Les prérogatives de l'Etat au Kosovo dans la pratique

Cette image contrastée apparaît à l'examen de chacun des critères définissant l'existence des Etats, rapportés à la situation sur le terrain au Nord du Kosovo.

Ainsi, premièrement, si le territoire du Kosovo a pu être défini de façon relativement cohérente à certaines époques²⁰ — et reconnu constitutionnellement depuis 1945²¹ —, la relation Etat/territoire y apparaît, historiquement, comme particulièrement évolutive répondant aux impératifs politiques, démographiques ou militaires des administrations s'y étant succédées au cours des siècles. Le géographe Michel Roux, tout en relevant que le territoire du Kosovo est doté d'une certaine cohérence (en termes de géographie physique, mais aussi humaine), souligne également qu'il est le résultat d'un «*bricolage territorial* » de l'après Seconde Guerre mondiale.²² Actuellement, puisque territoire du Kosovo est revendiqué par deux Etats, dont chacun n'en contrôle qu'une portion, il ne saurait être considéré comme défini dans sa relation à l'Etat.

Il est à relever que la délimitation physique du territoire du Kosovo (au-delà de la question de son statut) n'est pour l'instant pas officiellement sujet à contentieux : Pristina et Belgrade parlent à peu de choses près de la même entité géographique. Ceci n'exclut toutefois pas le développement d'un discours officieux remettant en question cette unité, comme nous le verrons plus loin, à Belgrade, à Pristina ou sur la scène internationale,

20 Cf. Michel Roux. «*Controverses sur les frontières du Kosovo* ». *Balkanologie*, vol. VII, n° 2 (12.2003), pp. 183-197, en particulier 4. <http://balkanologie.revues.org/index504.html>.

21 Depuis 1945, et avec de légères variations de frontières administratives, il a été reconnu dans les différentes Constitutions de Yougoslavie sous les noms de : *Territoire autonome de Kosovo-Metohija*, AKMO (1946), *Province autonome de Kosovo-Metohija*, APKM (1963), *Province socialiste autonome du Kosovo*, SAPK (1974), puis *Kosovo-Metohija* (1989). Ibid. note 3.

22 Ibid 1. M. Roux distingue deux niveaux de définition du territoire : ses limites administratives externes (qui ont varié entre autres par l'adjonction au territoire du Kosovo de celui de la commune de Leposavić/q en 1959) et ses limites administratives internes ou «*maillage communal* » (qui ont aussi varié : passage de 22 à 31 communes en 1991). Cette évolution se caractérise, selon lui, par l'augmentation du poids des critères politiques dans l'aménagement du territoire dès la fin des années 1980, au détriment des critères fonctionnels ayant prévalu auparavant (cf. *ibid.* §2).

notamment sur l'opportunité d'un partage territorial du Kosovo ou d'une redéfinition de ses frontières.

Deuxièmement, en ce qui concerne la population, elle est définie par les termes de « citoyens » et celui relativement flou de « *people* » qui peut couvrir à la fois les notions de groupe d'individus, de groupe ethnique ou de nation. Cependant, on ne peut actuellement parler dans cet espace d'une *population* (ou « *people* ») mais au moins de deux.²³ Et les populations albanaise et serbe sont à ce point divisées et polarisées, et n'accordent (à quelques importantes exceptions près) de légitimité qu'exclusivement à l'Etat dont elles sont la majorité (le Kosovo pour la population albanaise, la Serbie pour la population serbe), que l'on ne saurait prendre à ce stade cet élément comme une donnée stable. Par ailleurs, la Constitution de Serbie ne définit pas de « *people of Kosovo* ». Bien qu'elle mentionne dans son préambule « [...] *the state tradition of the Serbian people and equality of all citizens and ethnic communities in Serbia* [...] », on ne peut exclure l'interprétation qu'une certaine primauté y est implicitement accordée au peuple serbe, y compris au Kosovo, et notamment en matière de formation de l'Etat. En outre, ces trois textes font mention de minorités, de leurs droits et de la nécessité de leur protection. Mais l'Etat n'y est pas défini comme procédant également et directement des minorités.

Enfin, le gouvernement²⁴ ne peut — ni dans les cas de Pristina, ni dans celui de Belgrade — se prévaloir d'une pleine souveraineté sur le territoire qu'il revendique (notamment pas du monopole

légitime de la violence)²⁵ et donc se dire entièrement effectif. D'une part, comme évoqué, puisqu'il ne le contrôle pas en entier, d'autre part parce que ses prérogatives sont limitées par la présence de missions internationales aux fonctions régaliennes réservées,²⁶ et agissant pour la plupart dans le cadre de la Résolution 1244 (avec des accommodements avec la Constitution du Kosovo ou, dans une moindre mesure, celle de la Serbie). Il s'agit essentiellement de la KFOR²⁷ (dans le domaine militaire), d'EULEX²⁸ (dans le domaine de la police, de la justice et des douanes), de la MINUK (dans le domaine de l'administration civile) et de l'ICO (mission de supervision de l'indépendance du Kosovo).²⁹ Dans l'ensemble, ces missions ont aussi présenté une effectivité en partie limitée, soit par manque de capacités, soit par manque d'accès à certaines parties du territoire, et ce dans les cas de la MINUK (présente que très théoriquement au Sud et butant sur les institutions de Serbie au Nord) comme de l'ICO (qui ne peut s'acquitter de sa tâche qu'au Sud). Enfin, si le gouvernement de Belgrade exerce une autorité certaine sur le Nord du Kosovo, celle-ci n'est pas

23 D'autres communautés nationales sont également présentes au Nord du Kosovo, notamment des Roms, Ashkalis, Egyptiens (RAE), Bosniaques, Turcs, Goranes ou Tcherkesses, mais celles-ci n'avancent pas, à notre connaissance, de prétentions territoriales ou étatiques sur le Kosovo.

24 « *The element of effective government is mostly viewed as one complex criterion. Some authors subdivide it into "effective government" and "independence". Despite this terminological difference, it is consented that the criterion of "effective government" has an "inward" and an "outward" aspect. These two aspects refer to the exercise of authority with respect to persons and property within the territory of the state, and to the exercise of authority with respect to other states. In both relations independence is decisive: according to Ian Brownlie [Principles of International Law, 7th ed., Oxford, OUP, 2008], it must be ascertained that there is no "foreign control overbearing the decision-making of the entity concerned on a wide range of matters of high policy and doing so systematically and on a permanent basis".* », IIFMCG, op. cit., pp. 127-8.

25 Sur cette notion voir, par exemple, Lukas Gschwend, « Monopole de la violence physique légitime », in : *Dictionnaire historique de la Suisse*, 21.01.2010, <http://hls-dhs-dss.ch/textes/f/F28733.php>.

26 Soit les prérogatives traditionnellement détenues par les Etats pour assurer leur sécurité extérieure (diplomatie et défense) et intérieure (police), rendre justice et assurer leur souveraineté économique et financière.

27 Kosovo Force, mission militaire de maintien de la paix sous commandement de l'OTAN.

28 Mission de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD), chargée au Kosovo de la supervision de la mise en œuvre de l'Etat de droit. Voir infra, note 141.

29 Le Bureau Civil International (*International Civilian Office*, ICO, cf. www.ico-kos.org) est une mission définie par le Plan Ahtisaari (art. 12 et Annexe IX), soumise à l'autorité d'un Groupe de pilotage international (*International Steering Group*, ISG). Elle est composée en majorité de pays de l'UE, mais intègre d'autres Etats, notamment les USA, la Turquie et la Suisse. C'est à ce jour la seule mission internationale au Kosovo à en reconnaître l'indépendance. Elle est dirigée par le Représentant Civil International (*International Civilian Representative*, ICR) qui est également Représentant Spécial de l'Union Européenne (EUSR, cf. www.eusrinkosovo.eu). L'EUSR représente l'ensemble des pays de l'UE ; ceux-ci étant divisés sur le statut du Kosovo, l'EUSR ne reconnaît pas officiellement, en cette qualité, l'indépendance du Kosovo.

absolue.³⁰ Aussi le Nord du Kosovo échappe-t-il également au plein contrôle du gouvernement de Belgrade et se retrouve de cette manière à bien des égards hors de toute loi.³¹

Un quatrième critère est parfois également utilisé par le droit international dans la définition de l'existence de l'Etat, à savoir sa reconnaissance par d'autres Etats ou institutions internationales. Or là non plus, la question n'est pas tranchée, puisqu'à ce jour 75 Etats sur les 192 membres de l'ONU ont reconnu l'indépendance du Kosovo.³² Son accès aux organisations internationales a été par suite bloqué à l'insistance de la Serbie (hormis à la Banque mondiale et au FMI).

En conséquence, et contrairement aux définitions qu'en donnent la Constitution du Kosovo, celle de la Serbie et le Cadre Constitutionnel de la MINUK, le Kosovo est pratiquement fractionné en deux zones d'influence, territoriales, institutionnelles et de populations. Au Sud de la rivière Ibar, on est en présence d'un territoire sur lequel les institutions de Pristina exercent leur pouvoir, reconnues comme légitimes par l'ensemble de la population

albanaise, rejetées par la majorité de la population serbe, mais avec des accommodements notables dans la pratique et une rapide évolution. Au Nord, un territoire contigu à la Serbie, où de nombreuses institutions de celle-ci sont en vigueur avec un large soutien de la population locale. Entre les deux, plusieurs zones intermédiaires de peuplement mixte (dans des quartiers de Mitrovica Nord et des villages environnants)³³ où les juridictions se toisent ou s'affrontent, parfois violemment, dans ce qui apparaît comme une lutte pour le contrôle du territoire.

Le Kosovo au Nord de l'Ibar apparaît donc comme un territoire théoriquement sous trois juridictions, mais dans la pratique aucune de ces juridictions ne s'applique pleinement.

1.3. Approche

Etendue de l'étude

Pour cerner la problématique décrite ci-dessus, cette étude se concentre sur la région de Mitrovica et, plus largement, le Nord du Kosovo, tout en dégagant les liens avec son contexte régional et international.

A priori, le choix de cette région restreinte peut paraître discutable — en soi, mais également au vu des autres problèmes que connaît le Kosovo. Il nous semble toutefois justifié par les éléments suivants : dans la configuration politique actuelle, la rivière Ibar y trace une césure multiple ; elle définit non seulement une délimitation géographique plus ou moins nette entre les aires de peuplement à majorité albanaise et serbe à l'échelle des Balkans, mais aussi entre deux ensembles linguistiques, culturels, voire entre deux systèmes de représentations du fait social, politique et étatique. Elle détermine aussi une coupure au sein même de groupes nationaux : dans la communauté serbe du Kosovo (ce qui se traduit dans des postures politiques diverses entre Serbes du Nord et de ceux des enclaves du Sud), mais aussi dans la communauté albanaise également présente dans plusieurs enclaves et zones mixtes au Nord, et dans les communautés rom, bosniaque, turque ou gorane, toutes présentes sur les deux rives du fleuve. Sur le plan politique, elle délimite trois systèmes

30 Ceci notamment en raison de la présence des missions internationales sur le terrain ou les pressions internationales sur Belgrade quant à sa politique au Kosovo, mais aussi 1) par manque de ressources (humaines ou financières, en particulier depuis le début de la crise financière mondiale et la chute du dinar de 2008), 2) en raison de la corruption interne du système limitant son efficacité, 3) par manque d'autorité (notamment depuis l'avènement en mai 2008 du gouvernement dirigé par le Parti démocrate (DS) du président B. Tadić, confronté au Nord du Kosovo aux élus du Parti démocrate de Serbie (DSS) de l'ancien PM V. Koštunica), 4) en raison de luttes internes entre partis à Belgrade, 5) par désintérêt partiel (le Kosovo étant sur l'agenda de Belgrade de façon très fluctuante), ou 6) par choix (de manière à laisser un champ de manœuvre aux acteurs locaux pour s'enrichir indépendamment, tout en restant soumis à son système de patronage et de dépendance). Cf. notamment International Crisis Group (ICG), *Serb Integration in Kosovo : Taking the Plunge*, Europe Report No 200, pp. 7-21. Cf. www.crisisgroup.org/en/regions/europe/balkans/kosovo/200-serb-integration-in-kosovo-taking-the-plunge.aspx.

31 En particulier dans le domaine des douanes (depuis la destruction des terminaux douaniers vers la Serbie en février 2008) et des finances (les impôts ne sont pratiquement pas collectés au Nord depuis 1999, les notes d'électricité sont restées impayées de 1999 à mars 2010, elles sont depuis collectées par l'entreprise électrique EPS de Serbie, mais avec un taux de collection estimé à 25% (entretien avec un représentant du Gouvernement de Serbie, juillet 2010), de très nombreuses voitures ne portent pas de plaques d'immatriculation).

32 Le site *Kosovo thanks you* propose une mise à jour régulière de la liste de ces pays à l'adresse www.kosovothanksyou.com

33 Voir en détail au chapitre 3.

institutionnels (ceux du Kosovo, de la Serbie et de la MINUK), coupure qui se reflète dans la géographie des présences de terrain des missions internationales (ICO/EUSR, MINUK) ou en affecte le mandat (EULEX, voire OSCE). Ceci induit notamment une démultiplication des missions internationales et réduit l'efficacité de leur engagement. Comme évoqué, cette césure contredit en outre les définitions constitutionnelles de l'ensemble des protagonistes et leurs objectifs déclarés : qu'ils soient albanais du Kosovo, serbes (du Nord comme du Sud du Kosovo ou encore de Serbie) ou représentants de toutes les missions internationales, qui tous affirment l'indivisibilité du Kosovo. Ce paradoxe se reporte sur les populations qui, tout spécialement dans cette région, doivent s'accommoder de deux systèmes administratifs hostiles avec des conséquences directes sur leur quotidien. Enfin, cette région est dans l'ensemble la plus pauvre du Kosovo (lui-même affichant les taux de pauvreté les plus hauts des Balkans et, partant, d'Europe), mais connaît aussi de très fortes disparités économiques entre ses parties nord et sud.

Une autre raison importante de prendre cette région pour objet d'étude est que, depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo, la question du statut reste surtout lancinante au Nord ; elle apparaît donc comme géographiquement réduite d'échelle. Cependant, suite à l'impossibilité de résoudre la question politique au niveau international (CS-ONU, UE), et au niveau régional (Pristina – Belgrade), le nœud de la question s'est reporté au niveau local (missions internationales sur le terrain, municipalités, villages ou quartiers de Mitrovica et populations).

Pour cette recherche, ceci implique de savoir si les approches adoptées par les acteurs (locaux et internationaux) sont adéquates à la transformation du conflit, et en particulier si les outils utilisés — largement politiques — sont adaptés à une question qui est « descendue » au niveau social. Notre postulat est que des éléments sociaux, économiques et symboliques — complémentaires aux politiques — sont à intégrer aux approches se proposant de résoudre le conflit dans son état actuel. Le manque, à ce jour, de solutions efficaces, consensuelles et durables amène également à questionner la relation entre le discours des divers

protagonistes, leur volonté politique réelle et leur capacité d'action sur le terrain.

Cette étude distingue trois niveaux d'acteurs et de relations: un niveau international, un niveau régional (essentiellement la relation Pristina – Belgrade) et un niveau local, celui des populations. Les institutions locales occupent une place particulière dans cette distinction, dans la mesure où ce sont elles qui sont les plus proches des citoyens, et en qui ceux-ci se reconnaissent (ou non). Or, force est de constater que ces trois niveaux connaissent des relations pour l'instant dans l'ensemble dysfonctionnelles, marquées par un manque de communication et de coopération. Par suite, de nombreux problèmes irrésolus aux niveaux supérieurs se reportent au niveau des institutions communales et des populations.

Objectifs

Cette étude n'entend pas se prononcer sur les questions liées à la légalité de la déclaration d'indépendance du Kosovo. Ce débat est largement mené ailleurs,³⁴ tant sur les plans scientifique que juridique, sans avoir encore trouvé d'aboutissement agréé par tous les protagonistes. Il comporte deux principales composantes, toutes deux encore dynamiques. L'une concerne le droit international qui, pour l'heure et malgré l'avis que la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU sur requête de la Serbie, quant à la légalité de la déclaration d'indépendance du Kosovo,³⁵ ne

34 Voir, par exemple, Ugo CARUSO, « Kosovo declaration of Independence and the International Community - an assessment by the Kosovo Monitoring Task Force », *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe* (2008) 2, Christopher BORGÉN, « Assessing the Legality of Kosovo's Declaration of Independence », *e-International relations*, 18.03.2008, www.e-ir.info/?p=415.

35 Le 8 octobre 2008, l'Assemblée générale de l'ONU a prié la CIJ de donner un avis consultatif sur la question « La déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo est-elle conforme au droit international ? ». Le 22 juillet 2010, la Cour a rendu son avis estimant avec une forte majorité que la déclaration d'indépendance du Kosovo n'était ni contraire au droit international ni à la Rés. 1244. Cette nouvelle a été accueillie comme une preuve de la légalité de l'indépendance du Kosovo par Pristina, ce que Belgrade conteste pourtant, affirmant que la Cour ne se serait pas prononcée sur le fond du problème, à savoir le droit à la sécession. Le dossier peut être consulté sur le site de la CIJ : www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=1&code=&case=141&k=21.

semble pas dégager de consensus sur la question. La seconde touche aux relations internationales, spécialement par le biais de question de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les autres Etats. Là également, avec 75 Etats sur les 192 membres de l'ONU (dont 22 sur 27 au sein de l'UE) ayant reconnu l'indépendance du Kosovo, mais avec une forte décélération suite à la vague initiale de reconnaissances, le processus semble ralenti, mais pas achevé. Ce débat, outre la nécessité de son aboutissement pour le dépassement du conflit et une normalisation des relations, comporte deux écueils pour qui souhaite analyser la question du Nord du Kosovo dans son état actuel. D'une part, les processus juridique et politique n'ayant pas encore abouti, il est difficile de les prendre comme points de repères absolus. En conséquence, et c'est le second écueil, la discussion ne peut pratiquement se mener que des points de vue, diamétralement opposés, de Pristina, respectivement de Belgrade. Les conditions au Nord du Kosovo apparaissent certes comme fortement anormales, mais leur analyse ne bénéficie pas particulièrement des accusations d'illégalité que se profèrent mutuellement les deux parties.

Notre étude se propose, au contraire, de tenter de cerner la dynamique du conflit en l'abordant « par le bas », en privilégiant l'analyse des facteurs socio-économiques plutôt que les seules dimensions politique et « ethnique », le plus souvent retenues. Dans une première étape, nous tenterons de décrire la réalité du terrain au Nord du Kosovo, en esquissant le quotidien des individus, des communautés, des sociétés, en brossant les grandes lignes de l'évolution de l'économie de cette région, et en rendant compte des perceptions des diverses communautés — perceptions de soi, des autres, des missions internationales, de l'Etat, des services publics, des enjeux du conflit.

Dans un deuxième temps, nous aborderons les actions des acteurs locaux et internationaux, en les décrivant, puis en discutant leur bien fondé ; non pas en fonction de leur légalité aux termes de leurs Constitutions respectives ou du droit international, mais en fonction du contexte humain dans lequel elles interviennent et de leur degré de pertinence dans ce contexte. Nous mettrons ainsi en regard la situation sur le terrain (décrite dans le second chapitre) et les institutions mises en place par les

acteurs locaux (troisième chapitre) ou internationaux (quatrième chapitre) ; le questionnement sous-jacent à cette approche étant de tenter de comprendre si les structures institutionnelles locales et internationales répondent aux besoins des populations. Cette question est cruciale à nos yeux dans la mesure où une réponse satisfaisante aux besoins socio-économiques des populations de cette région charnière constitue, à notre sens, un élément facilitant la résolution du conflit sur le plan politique.

Nous avons choisi cette approche pour plusieurs raisons. Premièrement, du fait que les motifs des acteurs, à la fois locaux et internationaux, mettent le citoyen au centre des justifications de leurs actions (que ce soit dans une perspective démocratique, des droits de l'homme, de la multiethnicité, mais aussi dans une perspective nationaliste voyant en l'individu le fondement de la communauté nationale). Deuxièmement, parce que les blocages des mécanismes institutionnels aux niveaux international, régional et local reportent le conflit au niveau des populations. Du coup, cette strate sociale acquiert sa propre dynamique de conflit, qu'il est nécessaire d'intégrer à l'analyse, comme aux stratégies visant à dépasser le conflit. Troisièmement, puisque le champ socio-économique apparaît comme insuffisamment investi par une action internationale qui s'est essentiellement focalisée sur les deux autres niveaux, en dépit de domaines d'actions dans ce champ qui pourraient apaiser en partie le conflit. Enfin, et en particulier dans une perspective de sécurité humaine,³⁶ il apparaît que cette approche a été, dans le cas du Kosovo, traitée de façon relativement secondaire ou vidée d'une partie de son sens par une attitude avant tout « managériale »³⁷ des acteurs gouvernementaux, internationaux ou de certaines ONG plus centrées sur la captation de donations que sur la proximité avec les citoyens.

36 La politique étrangère de la Suisse accorde une place particulière à l'approche dite de la sécurité humaine, à ce propos voir notamment les pages Internet de la Division politique IV du DFAE: www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/peasec/sec/hum-sec.html.

37 Cf. Denisa KOSTOVICOVA, "Legitimacy and International Administration: The Ahtisaari Settlement for Kosovo from a Human Security Perspective", op. cit. Voir également, dans une optique plus générale, Laurent GOETSCHEL et Tobias HAGMANN « Civilian peacebuilding: peace by bureaucratic means? », *Conflict, Security & Development*, 9:1, 2009, pp. 55-73.

2. Environnement humain au Nord du Kosovo

Ce chapitre donne une image de l'environnement physique et humain du Nord du Kosovo. Ce contexte est, par nature, un élément déterminant de l'analyse des développements politiques au niveau local, puisque les actions des divers acteurs politiques y trouvent leur effectivité ou au contraire y manquent leur but. En effet, la pertinence de leurs actions peut certes être discutée en soi, en fonction de critères politiques, juridiques, administratifs, voire économiques ou moraux, mais leur ancrage et leur impact ainsi que les différents blocages apparaissent de façon plus intelligible s'ils sont rapportés au tissu social particulier dans lequel ces actions interviennent. Ainsi la division politique au Nord du Kosovo est-elle corroborée par des divisions sociales, des environnements physiques contrastés, des perceptions de soi et des autres souvent divergentes, et surtout de fortes différences dans les structures économiques ou les niveaux de vie.

Les populations occupent une place particulière dans la dynamique du conflit. Elles ont en effet été très tôt envoyées sur la ligne de front du combat politique et social. Ainsi, sur le plan idéologique, le nationalisme — en tant que discours politique et social dominant dans l'espace ex-yougoslave, depuis la fin des années 1980 — a servi à justifier les prétentions territoriales des élites nationales au nom des populations qu'elles prétendaient défendre ; souvent d'ailleurs aux dépens de celles-ci en termes de souffrances, de dépendance, de vulnérabilité et d'appauvrissement. L'idéal, dominant dans les Balkans, d'Etats nationalement homogènes, dans un espace où les frontières des Etats ne coïncident pas avec les aires de peuplement des communautés nationales, a plongé de nombreux citoyens, résidant hors des frontières de la « mère patrie », dans la peur de devenir une minorité (condition dont beaucoup gardent un souvenir sinistre du temps de la guerre et dont chacun peut, du reste, observer les discriminations dans son propre Etat). Cette crainte a, à son tour, passablement

alimenté les conflits armés.³⁸ Ceci s'est fortement répercuté sur la vie quotidienne de citoyens souvent sur-politisés et fixés sur une lecture « ethnique » du conflit, réduisant ainsi leur marge de manœuvre hors du paradigme nationaliste, et les possibilités de réconciliation.

A la dimension objective de la situation de minorité s'ajoute au Nord du Kosovo une question de perception. En raison de l'incertitude sur les frontières réelles entre Etats, tant les Serbes du Nord que les Albanais se perçoivent comme majoritaires au Kosovo, les premiers en tant que majorité en Serbie, les seconds comme majorité au Kosovo. Ceci alimente le sentiment de la justesse de sa propre cause dans chacune des communautés et affecte aussi la compréhension mutuelle et le potentiel de réconciliation. L'insécurité dans laquelle vivent les habitants du Nord quant à l'issue du conflit et à leur sort renforce la crainte de devenir une minorité, de même que pratiquement aucun Albanais du Kosovo ne pourrait s'imaginer redevenir un citoyen minoritaire en Serbie. Ces sentiments entretiennent une relation de dépendance et la peur des Serbes du Kosovo d'être « abandonnés » par Belgrade, des Albanais du Nord de l'Ibar d'être « oubliés » par Pristina ainsi qu'une crainte dans la communauté albanaise d'une trahison des Etats soutenant l'indépendance sous forme de concessions à Belgrade, ou dans la communauté serbe de défection des Etats opposés à l'indépendance (symboliquement, on peut rapporter à ce contexte les portraits du Premier ministre russe Vladimir Poutine ostensiblement affichés au Nord, comme ceux de l'ancien Président américain Bill Clinton au Sud).

Par ailleurs, au Kosovo — et différemment du reste de l'ex-Yougoslavie — la forte dimension sociale du conflit remonte à une époque bien antérieure à la guerre ; elle a acquis une dynamique de masse au plus tard lors des manifestations estudiantines et des grèves de 1981, puis s'est perpétuée dans un climat de répression croissant, loin des caméras, alors fixées sur les guerres de Croatie et de Bosnie. Les licenciements massifs des années 1990, touchant essentiellement la population albanaise — dans une région qui était par ailleurs la plus pauvre de la

³⁸ Cf. Dejan Jović, « Fear of becoming minority as a motivator of conflict in the former Yugoslavia », *Balkanologie*, Vol. V, n° 1-2, 12.2001, <http://balkanologie.revues.org/index674.html>.

fédération — a renforcé la superposition entre conflit social et antagonisme national. De plus, la tradition de fort contrôle social, propre à cette région rurale et économiquement sous-développée, a offert un terrain fertile au discours nationaliste et à sa reproduction au niveau de la rue, ancrant ainsi le conflit dans les couches profondes de la société et dans la longue durée.

La situation des autres communautés nationales (entre autres bosniaques, rom, ashkali, égyptiennes, turques, goranes), qui se sentent souvent prises dans le feu croisé d'un affrontement perçu comme n'étant pas le leur, est celle d'une minorisation à la fois dans la communauté albanaise et dans la communauté serbe.

En dépit de quelques liens limités à quelques secteurs (en particulier dans la sphère du commerce), qui n'impliquent pas automatiquement une perspective de réconciliation, les relations entre communautés nationales au Nord du Kosovo restent marquées par une absence de contacts, de dialogue et par une profonde méfiance. On s'aperçoit souvent, dans les discussions quotidiennes, que peu de gens sont à même de se représenter la situation, les perspectives et la réalité quotidienne des personnes d'autres communautés. La phrase « *Regardez, les autres sont bienvenus chez nous, mais nous ne pouvons pas nous rendre chez eux* » est courante des deux côtés du pont de Mitrovica, qui les sépare, reflétant la peur de se rendre chez l'autre, tout en peinant à s'imaginer la peur, symétrique, de l'autre.

Cette appréhension est entretenue par le sentiment d'injustice lié aux personnes disparues, aux réfugiés ne pouvant regagner leur lieu d'origine, aux crimes impunis, aux nombreux cas de propriétés usurpées (certains peuvent même voir leur maison occupée de l'autre côté de l'Ibar par la fenêtre de l'appartement qu'ils doivent maintenant louer). Or ce sont justement ces citoyens-là qui sont présentés par les acteurs de la question kosovare comme étant les bénéficiaires et la raison de leurs actions.³⁹ La lassitude des populations face à ces discours se fait de plus en plus perceptible. Elle est accentuée par le sentiment que les élites locales et internationa-

les fonctionnent en fait en circuit fermé, ayant besoin les uns des autres, et motivées avant tout par leurs hauts salaires et leurs avantages.

L'idée d'un contrat social, souvent à la base des sociétés et systèmes politiques occidentaux actuels, paraît ici très éloignée. D'une part en raison de la méfiance entre communautés nationales, mais également en raison de la défiance du citoyen vis-à-vis des fonctionnaires, à la fois locaux et internationaux. Loin de la notion de service au citoyen, les élites locales et internationales semblent bien plus perçues comme entretenant un système de dépendances, distribuant les rares places de travail selon les amitiés personnelles ou le principe des services rendus.

2.1. Grille d'analyse, hypothèses et concepts

Par la description de l'environnement géographique, humain, économique, institutionnel et perceptif de cette région et au travers d'une grille d'analyse multipolaire (acteurs albanais, serbes et internationaux), ce chapitre tente de déconstruire la complexité de la situation actuelle en montrant les principaux facteurs sociaux et économiques agissant sur le conflit et sa perception.

Plus que des éléments ethnographiques abstraits d'une région d'Europe (finalement petite et en soi probablement ni plus ni moins importante que d'autres), il s'agit surtout de montrer quels sont les éléments de contexte influençant un conflit local, dans lequel interviennent aussi des acteurs régionaux et internationaux, en un affrontement dépassant amplement ce territoire restreint. Du fait que les relations politiques afférentes au Kosovo connaissent aux niveaux régional et international d'importants blocages, le niveau local prend une importance particulière. Il est vrai que ce niveau connaît lui aussi des blocages majeurs, mais dans la mesure où des solutions trouvées à ce niveau peuvent aussi se répercuter positivement sur les autres et qu'elles ont, à nos yeux, été passablement négligées jusqu'à ce jour, il importe de les explorer pour tenter de dégager des éléments de réponse au conflit. Inversement, un manque de solutions ou des solutions inadaptées à ce niveau peut perpétuer ou alimenter le conflit.

³⁹ que ce soit par Pristina ou Belgrade, dans le cadre de leurs discours nationaux respectifs insistant sur le citoyen en tant qu'élément fondateur de la communauté nationale, ou par la « communauté internationale » dans son discours sur la démocratie, les droits de l'homme ou la multiethnicité.

Une des hypothèses de recherche suivies est que les démarches des acteurs politiques (locaux et internationaux) ne correspondent qu'imparfaitement à la réalité socio-économique du Nord du Kosovo. Ceci provient à notre avis du fait que les divers acteurs poursuivent des buts qui ne se limitent pas à cette région, mais aussi parce que leurs outils ne sont pas particulièrement développés pour elle. En outre, les divergences et manque de communication entre acteurs locaux (albanais et serbes), entre acteurs locaux et internationaux, mais aussi au sein même de chacun de ces groupes, rendent la recherche d'une solution durable et acceptée encore plus difficile.

Enfin, la description du niveau local devrait aussi permettre de mieux dégager des facteurs de conflits plus profonds que ceux qui, habituellement et de façon assez superficielle, présentent cette situation comme un « conflit ethnique ». Les trop courantes et approximatives catégories « les Albanais » et « les Serbes » de la « poudrière de Mitrovica » grevée par « l'économie grise » et « le crime organisé », sont autant de commodités de langage qui induisent de nombreuses perceptions fragmentaires et parfois de politiques approximatives. Aussi, ce chapitre s'attarde-t-il sur des éléments démographiques, sociaux et perceptifs, afin de monter une nature multiple, complexe et plus fine du conflit ; éléments réintégrés plus tard dans sa dimension politique.

La définition des identités collectives, et en particulier nationales, bien qu'elle intègre des données partiellement objectives (langue, culture, lieu d'origine ou de résidence, etc.), est aussi basée pour une bonne part sur des éléments subjectifs, dans la mesure où elle correspond également à la manière dont les individus déclarent leur nationalité, ou sont invités à la déclarer.⁴⁰ Par ailleurs, la focalisation exclusive sur les identités dites ethniques écarte dangereusement les autres strates de l'identité (sexe, générations, réseaux sociaux, liens professionnels, familiaux, amicaux, etc.) et masque les stratifications sociales et les pluralités d'intérêts au sein de chaque communauté. Ceci vaut en particulier pour

la relation entre population et élites politiques, relation souvent voilée par le rideau de fumée nationaliste affirmant l'unité nationale, alors même que cette relation — l'un des fondements de la représentativité démocratique — est souvent pauvre, conflictuelle ou marquée par la méfiance mutuelle et les manipulations.

Par ailleurs, plusieurs concepts paraissent être utilisés dans des sens différents par les représentants des organisations internationales et par ceux des communautés du Kosovo. Ils sont présents dans de nombreuses discussions courantes et touchent à l'essence de l'action de la « communauté internationale ». Aussi importe-t-il de questionner en particulier l'emploi dans leur acception usuelle des termes « multiethnicité », « majorités et minorités », voire « démocratie », qui peut dans certains cas se révéler contre-productif.

La « multiethnicité », fondement conceptuel de l'action de la « communauté internationale » dans les Balkans et lieu commun des discours des acteurs internationaux et locaux, est souvent bien éloignée de la réalité sociale du Kosovo. L'idée, en soi louable parce qu'elle affirme un idéal alternatif aux « monoethnismes » nationalistes, suggère cependant que la nature du conflit réside dans un désaccord entre « ethnies » (notion souvent utilisée comme euphémisme de « races »), suggérant que des relations harmonieuses entre « ethnies » seraient garantes de la stabilité de la région. Ce faisant, elle ne remet pas en question la notion d'ethnie en tant que telle, ce qui indirectement contribue à maintenir la prépondérance de celle-ci sur d'autres modes d'identification collective et individuelle. Cette perception superficielle contribue, à notre avis, à masquer des enjeux sociaux plus profonds. Dans le cas du Nord du Kosovo en particulier, ceci a conduit à des erreurs d'appréciation par la « communauté internationale », basées sur la perception des communautés nationales comme étant des ensembles entièrement homogènes. Par exemple, la communauté serbe du Kosovo a souvent été vue comme monolithique puisque perçue comme opposée à la communauté albanaise. Or elle connaît aussi de profondes divisions qui se sont par exemple révélées dans des positions divergentes en son sein quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des institutions de Pristina : alors qu'une tendance des Serbes des enclaves du Sud à participer à ces

40 Nous préférons ainsi parler de « communautés nationales » (c'est-à-dire des groupes d'individus se sentent liés par l'appartenance à une même nation) plutôt que d'« ethnies », terme qui souvent suggère que la nationalité est une catégorie immanente et préexistante à l'individu. De cette manière nous adoptons la conception que l'identité se choisit plus qu'elle ne se subit.

institutions s'est dessinée dès 2008, les Serbes du Nord y sont restés très largement réfractaires. Or, cette divergence dans cette communauté se laisse assez aisément expliquer — si l'on laisse de côté des conceptions ethniques trop rigides — par des contextes socioéconomiques, un type de contact avec la communauté albanaise et une perception des enjeux et des perspectives différents pour les Serbes du Nord et du Sud du Kosovo.

Un malentendu semblable touche également le discours sur les relations majorité/minorités. L'idéal sous-jacent à ce discours de la « communauté internationale » est celui d'un territoire défini dans lequel des relations harmonieuses régneraient entre majorité et minorités, reposant sur un partage du pouvoir et un contrat social au niveau national entre tous les citoyens et entre les citoyens et l'Etat, garant de leurs intérêts. Or, dans le contexte actuel au Nord du Kosovo, chacune des deux communautés se perçoit comme la majorité, les Albanais dans le cadre du Kosovo indépendant, les Serbes dans le cadre de la Serbie incluant le Kosovo. Dans la logique de la question « pourquoi devrais-je être ta minorité, alors que tu pourrais être la mienne ? », les deux communautés entretiennent, sur la base des expériences récentes, une forte méfiance face à la perspective de devenir une minorité, laquelle sous-entend que l'on fasse confiance à la majorité et aux institutions qu'elle produit. Par ailleurs, les relations majorité/minorités sont essentiellement comprises en termes « ethniques » ce qui se reflète par exemple dans la composition des partis politiques presque exclusivement limités à une seule communauté.

Un autre concept dont l'usage présente certains aspects équivoques est celui de démocratie. Sa conception courante diverge parfois dans les Balkans de celle que l'on en a en Europe occidentale. La notion de démocratie, dans son sens étymologique « souveraineté du peuple », ouvre la porte dans sa conception contemporaine à une ambiguïté entre la compréhension occidentale de la notion de peuple, plus proche de l'idée de citoyenneté, et celle plus fortement implantée dans les Balkans, plus proche de l'idée de nation au sens ethnique du terme. Cette

équivoque entre *demos* et *ethnos*,⁴¹ fait que bien des démocrates convaincus ne conçoivent implicitement la démocratie que, ou avant tout, au sein de leur propre communauté. En d'autres termes, le pouvoir est dans cette optique, à organiser certes démocratiquement, mais il ne revient avant tout à la majorité.

En ce qui concerne la « communauté internationale », nous utilisons cette expression avec des guillemets dans ce texte, pour en souligner l'ambiguïté. En effet, vu les divisions patentes à propos du Kosovo sur la scène internationale, on ne saurait parler de « communauté » pour désigner l'ensemble des acteurs internationaux impliqués au Kosovo (que l'on parle d'Etats ou d'organisations multiétatiques). Cette appellation, en plus de son ambiguïté, nous paraît être un tic de langage compliquant la lecture du conflit, voire un artifice rhétorique utilisé pour suggérer l'universalité des principes défendus par le locuteur qui l'emploie. Ainsi, lorsque les parties au conflit invoquent la « communauté internationale », Pristina pense essentiellement aux pays reconnaissant l'indépendance du Kosovo, et Belgrade à ceux qui ne la reconnaissent pas.

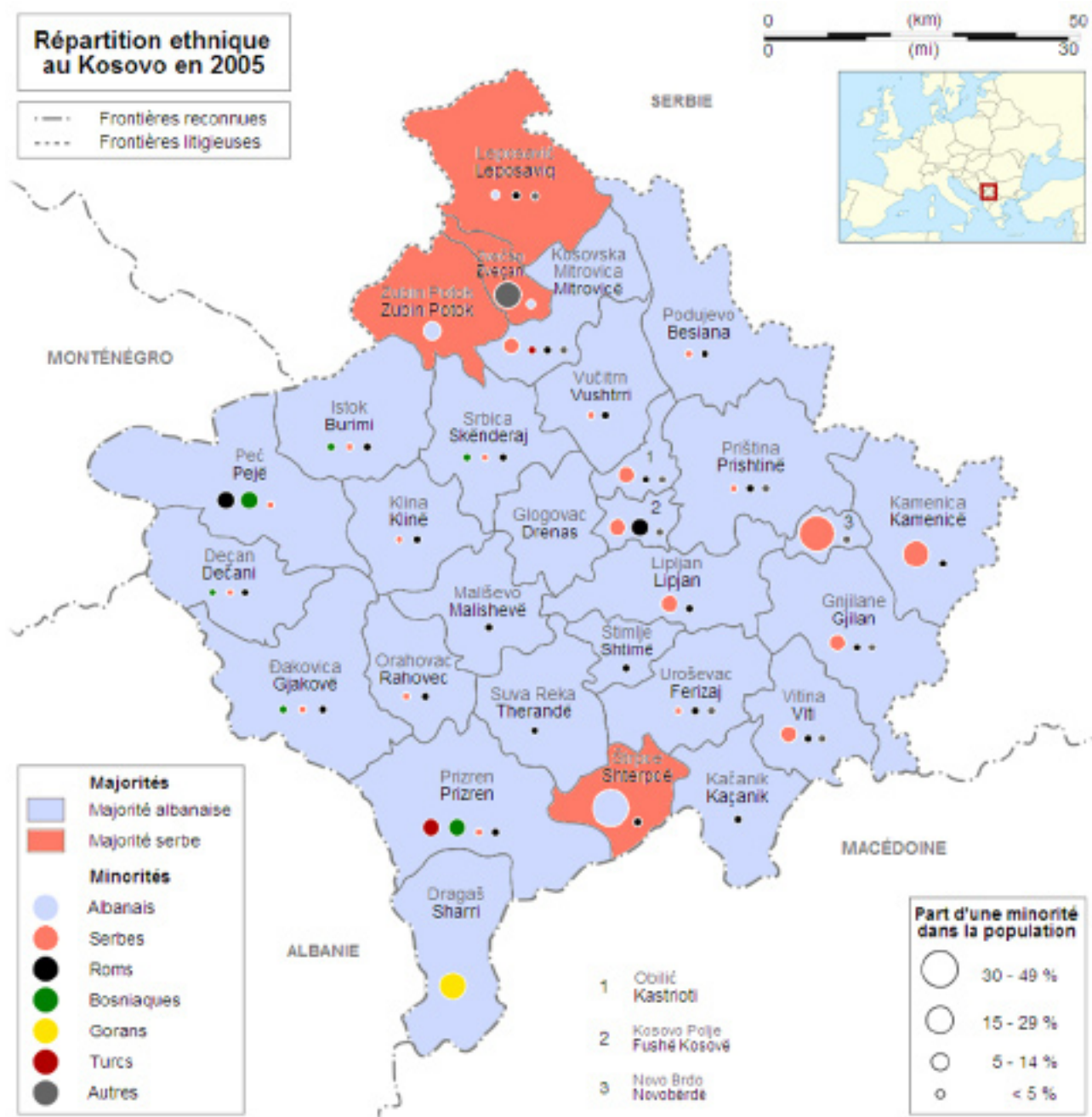
Enfin, le Nord du Kosovo constitue-t-il une enclave ? Il est en tout cas souvent décrit comme telle. C'est bel et bien une partie du territoire du Kosovo habitée en majorité par des Serbes — de façon semblable aux enclaves serbes du Kosovo central. Mais l'analogie s'arrête là. Deux éléments importants distinguent le Nord de l'Ibar des enclaves du Sud : le fait qu'il soit adjacent à Serbie même et qu'il constitue la plus grande des zones de peuplement serbe au Kosovo. En géographie humaine, le terme d'« enclave » se réfère à un territoire d'un Etat souverain entièrement circonscrit par le territoire d'un autre Etat souverain.⁴² Selon cette définition, le Nord du Kosovo, puisque en continuité territoriale avec la Serbie ne peut être une enclave (ni de la Serbie au Kosovo, ni du Kosovo en Serbie) : il ne peut que faire partie soit du Kosovo soit de la Serbie (et ce même lorsque la question du statut sera définitivement résolue et mutuellement acceptée). Par ailleurs, l'usage courant applique également — de façon ambiguë — ce terme à une

41 Voir, par exemple, Patrick SERIOT : « Ethnos et Demos : la construction discursive de l'identité collective », *Langages et Société* (Paris : MSH), 1997, n° 79, pp. 39-52, <http://www2.unil.ch/slav/ling/recherche/biblio/97EthnosDemos.html>.

42 Voir l'entrée proposée par l'encyclopédie en ligne Wikipedia : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Enclave>.

aire géographique peuplée en majorité d'une communauté nationale (donc, indépendamment de la question de la souveraineté). Selon cette définition, non plus, le Nord du Kosovo ne peut être une enclave puisqu'il y a continuité de l'aire de population serbe au-delà de la délimitation administrative du Kosovo. Une troisième incertitude sur le terme est liée à la perception actuelle de la population serbe du Nord qui (à tort ou à raison)

se perçoit en Serbie et non au Kosovo. Aussi ne, considérons-nous pas ici le Nord du Kosovo comme une enclave à proprement parler ; sa particularité (sans qu'elle permette de trancher la question de la souveraineté) permet toutefois de souligner les quelques aspects évoqués ici, aspects dont il est important, à nos yeux, de tenir compte dans la recherche de solutions durables pour cette région.



Kosovo : Communes et schéma des majorités de populations à l'échelle communale (Etat : 2005, Source : Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Kosovo_ethnic_map_2005-fr.svg)

2.2. Géographie

L'aire géographique du Nord du Kosovo, telle que considérée dans cette étude, correspond au territoire des six communes (du Nord au Sud) de Leposavić/Leposaviq, Zvečan/Zveqan, Zubin Potok, Mitrovicë/Mitrovica (Nord et Sud), Skenderaj/Srbica, Vushtrri/Vučitrn. Ce choix repose sur le fait que cette région forme une certaine unité, en tant que bassin de population dont Mitrovica est — par sa taille et son développement économique passé — le principal centre de gravité.



Kosovo : régions administratives (Etat : 2008, Source Wikipedia : http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Regions_of_Kosovo_2008.png)

Cet ensemble a aussi une tradition administrative en tant que région, pour les institutions du Kosovo, celles de Serbie, comme pour les organisations internationales. Enfin, cette région — dont les trois premières communes sont à majorité de population serbe, les trois secondes albanaise — est partagée par la ligne de fracture qui est l'objet de cette étude.

Le relief joue, dans la région de Mitrovica, un rôle non négligeable, dans la mesure où des éléments de géographie humaine corroborent certains aspects de la géographie physique de la région. Ainsi, le fleuve Ibar (coulant d'ouest en est depuis le nord du Monténégro) traverse la ville de Mitrovica en son centre, pour tourner à angle droit vers le Nord dans

la ville même et remonter à travers les communes de Zvečan et Leposavić vers Kraljevo en Serbie. L'Ibar marque également la limite entre, au Nord, les contreforts montagneux du massif du Kopaonik (Serbie) et, au Sud, la plaine de la Sitnica (menant au sud vers Pristina) et les collines de la Drenica (vers Skenderaj, au sud-ouest), ces deux derniers ensembles étant séparés par la petite chaîne de la Qyqavica/Čičavica. Cette rupture géographique est bien visible au centre même de Mitrovica, le Sud étant plat ou en légères collines, le nord étant caractérisé par un relief abrupt, marqué par une petite chaîne de volcans, puis par des massifs montagneux au travers desquels l'Ibar se fraie un passage au Nord. Ainsi le fleuve marque-t-il aujourd'hui non seulement une limite entre zones à majorité de population albanaise et serbe, mais aussi entre le type de relief dans lequel celles-ci sont établies.

Cette configuration donne à la ville de Mitrovica une dimension de carrefour, un axe nord-sud (reliant, par la vallée de l'Ibar, Belgrade à Pristina puis à Skopje en Macédoine) et un axe est-ouest, partant de Mitrovica en direction du nœud commercial Novi-Pazar (dans le Sandžak, en Serbie), puis de la Bosnie. Une ligne de chemin de fer, construite dès la fin du XIXe siècle a donné une forte impulsion au développement de la ville et de son économie.

La région est également connue depuis le Moyen Âge pour ses mines de plomb et a vu, dès les années 1920, le développement d'une extraction de minerais et d'une production métallurgique modernes. Initié par une compagnie britannique, développé par l'occupant allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, érigé en moteur économique de la région par le régime communiste, le géant industriel de Trepča/Trepça employait en 1988 près de 23'000 ouvriers.⁴³ Attirant dans l'après-guerre de 1939-45 une main-d'œuvre nombreuse, cette industrie a profondément marqué le développement de la ville moderne, comme sa structure économique et sociale. La chute de la production, les grèves, les licenciements massifs des années 1980 — dénotant à la fois un conflit du travail et une crise entre nationalités — puis la fermeture de

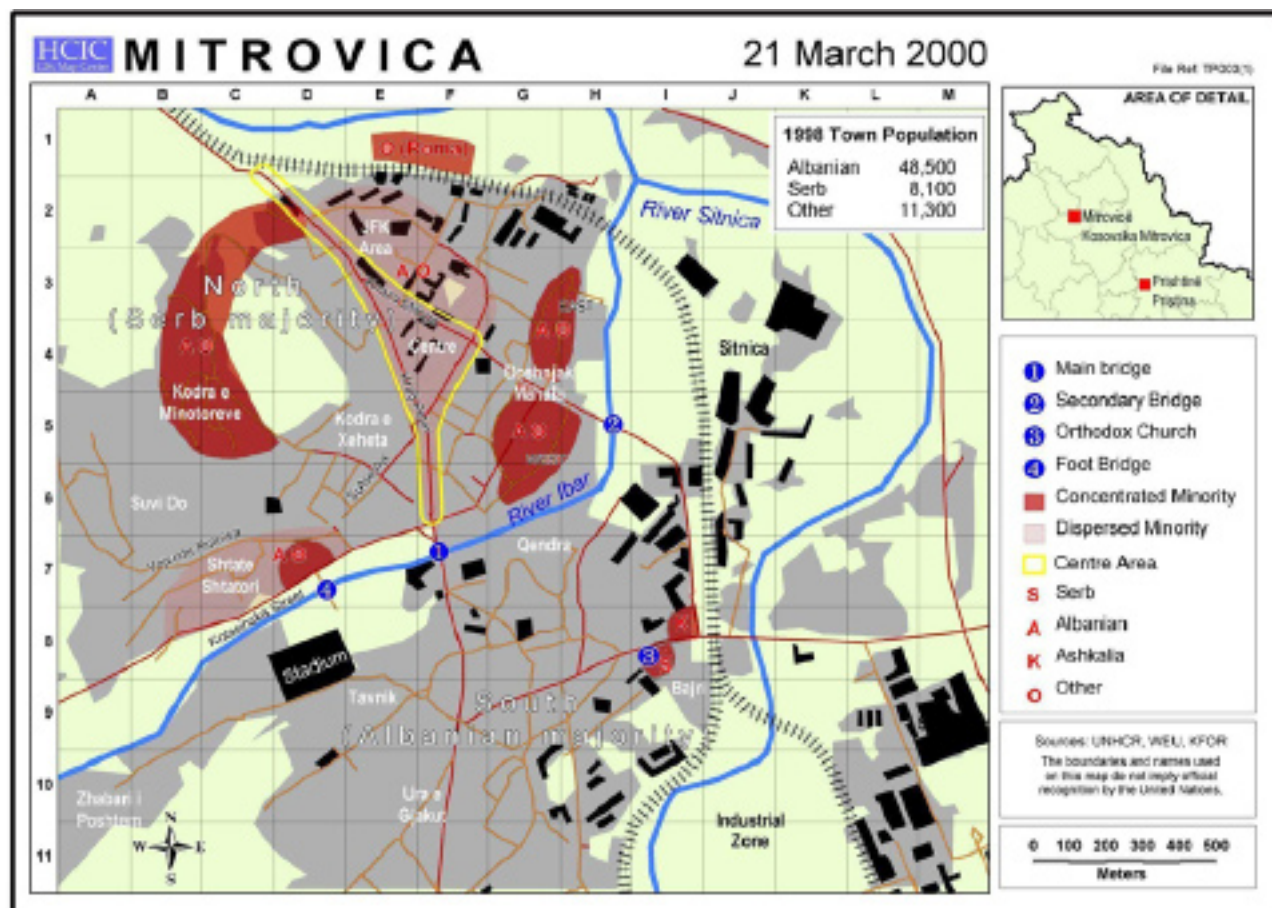
43 Cf. Michael PALAIRET, *Kosovo's industrial giant, Trepča, 1965-2000*, Berlin : European Stability Initiative, 06.2003, www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=49.

l'usine, précipitèrent la région de Mitrovica dans la spirale de la désindustrialisation.

Un développement urbain fort contrasté marque la différence entre le nord et le sud de la ville.⁴⁴ Si ce développement est partiellement conséquent au relief de la ville et à son histoire, la guerre et la période l'ayant suivie l'ont accentué et ont introduit de nouveaux éléments — dictés notamment par les migrations internes, la division de la ville et le dédoublement subséquent des services communaux

(hôpitaux, cimetières, etc.). Le sud de la ville, plus plat, est aussi plus peuplé (est. 66 - 90'000 habitants) que le nord plus escarpé (est. 16 - 20'000). Le centre-ville de l'ancienne Mitrovica se trouvait au sud, proche du pont principal sur l'Ibar, rayonnant autour de la mairie. C'est aujourd'hui le centre-ville de la partie Sud. La partie Nord, plus récente, aux hautes constructions paraît ne pas avoir de centre-ville proprement dit, mais gravite autour de la Place de Šumadija.⁴⁵ Les destructions de la guerre ont nettement plus touché le Sud de la ville.

2.3. Populations : descriptions et chiffres



Mitrovica : Plan de ville et représentation très schématique des zones de majorité de populations (Etat : 2000, source : HCIC, www.reliefweb.int/mapc/eur_bal/reg/mitrovica_mar00.html)

Le Nord du Kosovo, et en particulier la ville de Mitrovica, se singularisent par le fait d'être un point de contact — et de confrontation — entre population albanaise et serbe au Kosovo. Cette

situation est unique au Kosovo : l'aire de population albanaise est pratiquement homogène au Sud du Kosovo et l'Ibar en marque une limite presque nette au-delà de laquelle les rares peuplements albanais

⁴⁴ Pour description détaillée de la géographie de la ville, voir notamment, Yann BRAEM, « Mitrovica/Mitrovicë : Géopolitique urbaine et présence internationale », *Balkanologie*, Vol. VIII, n° 1, 06.2004, <http://balkanologie.revues.org/index515.html>.

⁴⁵ « Trg Šumadije » en serbe, du nom d'une région de Serbie centrale.

restants au Nord forment soit des enclaves rurales soit des zones urbaines mixtes, généralement contestées. L'aire de population serbe au Nord — contrairement aux enclaves serbes du Sud — contient a) la plus grande concentration de Serbes au Kosovo, b) une aire de peuplement en continuité avec la Serbie même et c) le plus grand centre urbain majoritairement serbe au Kosovo (Mitrovica Nord). Les zones de peuplement serbe au Sud de Mitrovica ont pratiquement disparu depuis les événements de 1999 et de 2004.

Si les populations albanaise et serbe n'étaient traditionnellement que peu mélangées, ces caractéristiques se sont fortement accentuées au cours de la guerre et par la suite. On est ainsi en présence, après les exodes forcés ou volontaires de populations, d'une ségrégation spatiale et d'une répartition presque homogène des populations albanaise et serbe sur des territoires assez précisément délimités. L'Ibar y trace une limite imparfaite avec au Nord des zones de peuplement mixtes sujettes à contacts et confrontations. Les autres populations présentes dans cette région (Roms, Bosniaques, Turcs, Goranes) sont moins affectées par cette césure spatiale sans être pour autant libres de contraintes.

Dans les conditions actuelles, une description précise des populations est pratiquement impossible. Les offices statistiques (à la fois du Kosovo⁴⁶ et de Serbie)⁴⁷ ne fournissent que des approximations, de même que les agences internationales⁴⁸ ou ONG ayant traité la question.⁴⁹ De fait, aucun recensement n'a été mené depuis 1991, rendant incertaines toute évaluation conséquente et les planifications qui en découlent.⁵⁰ Le recensement de 1991, le dernier de la République socialiste fédérale

de Yougoslavie (RSFY), a par ailleurs été boycotté par une grande partie de la population albanaise et repose, pour le Kosovo, en partie sur des projections. Ainsi le dernier recensement plus ou moins accepté consensuellement remonte à 1981 et ne saurait servir de base précise après de profondes mutations démographiques, naturelles et celles engendrées par les guerres du Kosovo et plus largement d'ex-Yougoslavie. Le prochain recensement, projeté par le Gouvernement du Kosovo, d'abord prévu en 2009, a été repoussé à 2011 ; il pourrait cette fois-ci connaître un boycott d'une partie de la communauté serbe, en particulier au Nord.

Les données démographiques disponibles pour la région du Nord du Kosovo⁵¹ à défaut de donner une image exacte suggèrent toutefois des ordres de grandeur (très approximatifs). Selon l'OSCE, les six communes du Nord du Kosovo compteraient environ 336'000 personnes, dont 71'000 au Nord de l'Ibar et 265'000 au Sud. Les principaux groupes nationaux représentés étant albanais, serbe, bosniaque, rom, ashkali, égyptien (RAE), turc, gorane et une toute petite communauté circassienne ou tcherkesse.⁵² La population albanaise est majoritaire au Sud (env. 97%), la population serbe au Nord (env. 92%). Ces estimations sont toutefois remises en question, quant à la population globale de la région, par des études qui avancent des chiffres bien plus bas et y indiquent une baisse des populations à la fois albanaise et serbe depuis les années 1990.⁵³ Un des nombreux facteurs d'imprécision réside dans la différence entre personnes inscrites dans ces communes et celles y résidant effectivement. Un cas particulier est celui des bénéficiaires des subsides

46 www.ks-gov.net/ESK/eng/.

47 <http://webrzs.stat.gov.rs/axd/en/index.php>.

48 Voir en particulier : OSCE mission in Kosovo, *Municipal profiles*, Pristina, 2009, www.osce.org/kosovo/43753.

49 Notamment: European Stability initiative (ESI) www.esiweb.org, European Centre for Minority Issues (ECMI), www.ecmi-map.com.

50 Un rapport de la Banque mondiale notait en 2007 déjà : "A census is urgently needed to create a basis for unbiased sampling. It is unfortunate that four years of data are not reliable enough to provide policy guidance because of a lack of census". World Bank / Statistical Office of Kosovo, *Kosovo Poverty Assessment, Volume II: Estimating Trends from Non-comparable Data*, 03.10.2007, p. 25, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/KOSOVOEXTN0,,contentMDK:21761784~menuPK:297788~pagePK:64027988~piPK:64027986~theSitePK:297770~isCURL:Y,00.html>.

51 Par exemple, par compilation des données des *Municipal profiles* de l'OSCE (2009) pour les six communes en question, dont les chiffres reprennent ceux de l'UNHCR. Cf. www.osce.org/kosovo/13982.html.

52 Population turcophone musulmane originaire du Caucase, les Tchekesses (également appelés Adyguées) se sont établis au Kosovo, alors ottoman, suite aux guerres du milieu du XIXe siècle entre les empires russe et ottoman. Un grand nombre d'entre eux est retourné dans le Caucase au cours de la guerre du Kosovo (1998-1999), mais quelques familles se trouvent toujours dans le village de Stanovc/Stanovac dans la commune de Vushtrri/Vučitrn. Voir, par exemple, Jean-Arnault DÉRENS, « Le retour au Caucase des Tchekesses du Kosovo », *Radio France Internationale*, 09.07.2010, www.rfi.fr/europe/20100614-le-retour-caucase-tchekesses-kosovo.

53 Voir en particulier : European Stability Initiative (ESI), *A post-industrial future? Economy and society in Mitrovica and Zvečan*, Berlin/Pristina, 30.01.2004, p. 2, www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_61.pdf.

du Gouvernement de Serbie pour le Kosovo, et qui doivent pour en bénéficier être inscrits au Kosovo, mais qui dans la pratique résident constamment ou la plupart du temps en Serbie même, et gonflant du coup les statistiques des Serbes résidant effectivement au Kosovo.

La commune de Mitrovica (qui comprend la ville et une cinquantaine de villages environnants) aurait quant à elle une population estimée par l'OSCE à 130'000 habitants (env. 110'000 au Sud et 20'000 au Nord). La population albanaise y est majoritaire au Sud (env. à 98%), la population serbe au Nord (env. à 90%). Les estimations avancées par le *think tank* allemand European Stability Initiative (ESI) sont cependant bien plus modestes : env. 66'000 habitants pour Mitrovica Sud et 16'000 pour Mitrovica Nord.⁵⁴

La table suivante indique les chiffres calculés par ESI, mais seulement pour les communes de Mitrovica et Zvecan :

Resident population in 2003 according to ESI estimates			
	Zvecan	Mitrovica South	Mitrovica North
Albanian	470	65,012	2,100
Serb& Montenegrin	7,016	300	13,402
Bosniacs, Roma, Others	380	600	850
Total	7,866	65,912	16,352

Bien qu'imprécis, ces chiffres indiquent une distribution des populations albanaise et serbe ségréguées et relativement homogènes au Nord et au Sud de l'Ibar, avec toutefois des exceptions importantes. Ainsi, s'il n'y a que très peu de quartiers mixtes, des enclaves de population minoritaires sont présentes au Nord (tels les trois villages à majorité albanaise de Košutovo/Koshtova, Bistrica/ë et

La table ci-dessous donne les estimations grossières basées sur les chiffres de l'OSCE :

Commune	Population estimée							Km ²	Villages	
	Total	Albanais	Serbes	RAE	Bosniaques	Turcs	Gorani			Enclaves
Leposavic	18'600	200	18'000	<400	<400	<400	<400	750	72	Kosutovo, Bistrica, Ceraja
Zvecan	17'000	350	16'000	<650	<650	<650	<650	104	35	Lipa, Boletin, Zaza
Zubin Potok	14'900	800	14'000	?	?	?	?	335	64	Cabra
Mitrovica Nord	20'000	1'000	17'000	?	2-3'000 (N+S)	?	?	350 (N+S)	49 (N+S)	Suvi Do
Total Nord	70'500	2'350	65'000	<1'050		<1'050	<1'050	?		
Mitrovica Sud	110'000	107'000	<20	?	2-3'000 (N+S)	?	?	350 (N+S)	49 (N+S)	
Skenderaj	72'600	72'215	310	50	25	?	?	378	52	Suvo Grlo, Banja
Vushtri	102'800	97'000	4'000-5'800	<1'600	<1'600	<1'600	<1'600	344	68	Gojbulje, Priluzje, Gracs, Banjska
Total Sud	265'200	256'215	4'300 à 5'900	<1'650		<1'600	<1'600			
Total		258'565	70'900	<2'700	<5'700	<2'650	<2'650	2'261	338	

54 Idem, p. 2.

Ceraja/ë dans la commune de Leposavić/q, ceux de Lipa (aussi appelé Kelmend en albanais), Boletin, Žaža/Zhazhë dans celle de Zvečan/Zveçan). Inversement, des villages à majorité serbe sont présents au Sud (Suvo Grlo/Syrganë et Banja/Bajë, dans la commune de Skenderaj/Srbica ou ceux de Gojbulje/Gojbulë, Prelluzhë/Priluzje et Grace/Gracë ou encore le village mixte de Banjska/Bajskë dans la commune de Vuçitrn/Vushtrri).

En ville de Mitrovica, l'Ibar ne marque pas une délimitation stricte entre populations albanaise et serbe. Si pratiquement plus aucun Serbe n'habite plus à Mitrovica Sud, des zones mixtes sont présentes au Nord : les « Trois tours », dans le centre-ville sur la berge de l'Ibar, le quartier de Mikronaselje/Kodra Minatorëve, celui de Brđani/Kroj i Vitakut, le village de Suvi Do/Suhodoll (ouest) ou encore la Bošnjačka Mahala/Lagja e Boshnjakëve (ou quartier bosniaque) qui présentent un mélange de population albanaise, serbe et bosniaque (cf. carte p.25).

2.4. La division au quotidien

Au jour le jour, la vie suit son cours... Elle présente même beaucoup des apparences d'une certaine normalité : les rues de Mitrovica Nord ou Sud sont animées, les cafés sont souvent remplis, les gens vont au marché ou au travail (lorsqu'ils en ont un), les enfants se rendent à l'école. Les missions internationales se déploient, se reconfigurent, s'agrandissent, se réduisent. La violence armée — et c'est une évolution capitale — a, en ce début 2010, pratiquement disparu. Elle est certes encore présente, au niveau individuel ou lors d'éruptions sporadiques, mais elle n'est aucunement comparable à la situation de guerre qu'a connue la région ou des violences de 2000-2001 et de mars 2004. Dans la vie quotidienne de la plupart des gens, elle n'est souvent pas plus visible en apparence que dans une grande ville européenne. Pourtant beaucoup rappellent que les violences précédentes ont été le fait de flambées très soudaines, dans lesquelles les populations ont été mobilisées en quelques heures.

La déclaration d'indépendance a causé un puissant choc émotionnel. Beaucoup d'Albanais, après tant d'attentes et de reports, avaient de la peine à y croire dans les premiers temps. De même, beaucoup de Serbes du Kosovo n'arrivaient d'abord pas vraiment à mesurer la portée

de l'événement puis ont vu s'ouvrir devant eux une période d'incertitudes. Après ce choc, et après une forte montée des tensions au Nord du Kosovo — manifestations de masse quotidiennes contre la déclaration d'indépendance — et les actions de force contre les postes de douane ou le Tribunal, la situation est graduellement revenue à un certain calme, en dépit des violences sporadiques dans les zones mixtes du Nord. Au printemps 2009, les blindés de la KFOR avaient pratiquement disparu des rues de Mitrovica. Malgré ces événements, un exode de masse des Serbes des enclaves du Sud de l'Ibar, qui a été l'objet de beaucoup de spéculations, n'a pas eu lieu.

Le fossé entre communautés — déjà prononcé avant-guerre et renforcé par les « nettoyages ethniques »⁵⁵ croisés du temps de la guerre et de l'après-guerre, puis cimenté du temps de l'administration de la MINUK — s'est encore approfondi suite aux événements des trois dernières années. Parallèlement l'homogénéisation au sein de chaque communauté semble se renforcer. Comme nous le verrons, une forte disparité des niveaux de vie moyens marque aussi une différence avec au Nord des dépenses par ménage en moyenne plus de deux fois supérieures à celles au Sud. Cette dynamique connaît aussi des exceptions ; ainsi les Serbes des enclaves du Sud, sont non seulement restés en nombre au Kosovo, après la déclaration d'indépendance, mais leur participation partielle aux institutions de Pristina se renforce après des hésitations initiales.

Les zones mixtes, décrites plus haut, forment des points de contact entre communautés mais aussi des lieux où se sont produits la plupart des incidents impliquant des Albanais et des Serbes. Depuis la fin de la guerre, ces zones sont aussi l'objet d'une politique de peuplement passant par l'achat de propriétés de représentants de l'autre communauté, des projets de reconstruction par des Albanais de leur propriété détruite dans des zones considérées par certains Serbes comme la leur et des tentatives d'empêchement physique d'accès par leurs propriétaires à celles-ci. Cette dynamique conduit à une homo-

55 Michel Roux, « Le Kosovo en voie d'homogénéisation : quelle est la part du « nettoyage ethnique » ? », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 45, n° 1 (2005), <http://rge.revues.org/index572.html>.

généisation supplémentaire des communautés, des pressions et intimidations des communautés (minoritaires dans tel quartier), et des affrontements violents (à Brđani/Kroj i Vitakut et Suvi Do/Suhodoll pendant plusieurs semaines en 2008 et 2009 et de façon sporadique à Mikronaselje/Kodra Minatorëve et dans la Bošnjačka Mahala/Lagja e Boshnjakëve). Ces tensions n'empêchent pas d'autres quartiers, plus éloignés, de ne connaître que peu d'incidents intercommunautaires depuis 2008.

Le marquage symbolique des zones considérées comme « siennes » est très présent et des drapeaux albanais, respectivement serbes, ornent ostensiblement les rues, surtout dans les quartiers disputés. Des codes sociaux marquent aussi l'appartenance communautaire et permettent souvent une identification des individus à leur communauté en fonction d'éléments de leur comportement.⁵⁶ L'usage de la langue, albanaise ou serbe, est également un marqueur fort, alimentant la peur d'être trahi par l'emploi de sa langue dans les environnements où l'on est minoritaire ou du moins générant un sentiment d'inconfort en public. Si l'usage du serbe dans les lieux publics au Sud de Mitrovica est de plus en plus fréquent et dépassionné depuis 2008, l'emploi en public de l'albanais au Nord reste fortement tabou. Des rencontres ont bien lieu entre Albanais et Serbes en public, mais la peur d'être vu par les siens avec un représentant de l'autre communauté reste souvent très présente.

Ces éléments pèsent encore fortement sur les individus, rappelés incessamment à la loyauté envers leur communauté, indépendamment de leurs affinités personnelles. Cette contrainte (consciente ou non) semble même être un point sensible entre le domaine politique et la sphère privée, où le premier exerce une emprise démesurée sur la seconde et contribue ainsi à la reproduction sociale du conflit, toute en limitant les possibilités de son dépassement, même au niveau individuel. A ceci s'ajoute le fait que Mitrovica est somme toute une petite bourgade, où chacun se connaît (au sein de chaque communauté et en partie au-delà) et où le degré de contrôle social s'apparente plus à celui d'un village que d'une ville, influençant ainsi les comportements individuels

56 Les Serbes ont par exemple coutume de s'embrasser trois fois, les Albanais deux, les premiers comptent jusqu'à trois avec le pouce, l'index et le majeur, les seconds avec l'index, le majeur et l'annulaire, etc.

et exposant celles et ceux considérés comme déviant de la norme. La perception de la liberté de mouvement est fortement connotée par ce climat, dissuadant de nombreux habitants curieux de se rendre « de l'autre côté » de la faire.

Certaines populations, présentes des deux côtés de l'Ibar (Bosniaques, Roms ou Goranes), se déplacent plus librement et échappent en partie à cette dichotomie, mais elles restent souvent habitées par le sentiment de n'être que tolérées d'un côté comme de l'autre. La population Rom, Ashkali et Égyptienne (RAE) est présente au Nord comme au Sud. Anciennement concentrée au Sud dans ce que l'on nomme actuellement la *Roma Mahala*,⁵⁷ elle aurait compté avant 1998 environ 8000 personnes,⁵⁸ dans un quartier proche du centre-ville jouxtant l'Ibar. Après la guerre, cette population s'est enfuie ou a été chassée du Sud. D'abord établie dans des camps, dans les communes de Zvečan (camp de Žitkovac), de Leposavić (au centre-ville) et de Mitrovica (camps de Kablare et Česmin Lug), elle a ensuite été essentiellement répartie à Leposavić et Mitrovica Nord (camp de Česmin Lug et celui de l'ancienne base de la KFOR de Osterode) sous l'égide de la MINUK. Il s'est avéré que les camps situés à Mitrovica sont fortement exposés aux déchets de plomb de l'usine métallurgique de Trepça/Trepča, entreposés à proximité, et que la santé de cette population en a été très fortement affectée.⁵⁹ Un retour progressif de certains Roms au Sud a débuté en 2007 avec un certain succès.

Enfin toutes les communautés sont affectées par les questions des personnes disparues (encore un nombre de 1'862 pour la période entre 1998 et 2000 au Kosovo selon la CICR),⁶⁰ des réfugiés ne pouvant regagner leur lieu d'origine (206'019 réfugiés/déplacés internes en Serbie et 20'659 au

57 Le terme de *Cigan Mahalla* (quartier tzigane) est moins employé officiellement, en partie à cause de sa connotation péjorative, mais reste encore communément usité. Le nom de *Fabrička* (pour [rue] de la Fabrique) est parfois aussi utilisé.

58 Ce chiffre est souvent utilisé comme point de repère (par ex par l'OSCE), mais il est mis en doute par la commune de Mitrovica Sud qui suggère une population de 4'000 personnes au maximum (entretien avec un haut représentant de la commune en charge du dossier, 2008).

59 Cf. Human Rights Watch, *Poisoned by Lead, a Health and Human Rights Crisis in Mitrovica's Roma Camps* 23.06.2009, www.hrw.org/en/reports/2009/06/23/kosovo-poisoned-lead-0.

60 Cf. www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/kosovo-news-090410!OpenDocument.

Kosovo en 2008, selon l'UNHCR),⁶¹ des crimes impunis et de nombreux cas de propriétés usurpées (le Conseil de l'Europe indique 29'000 cas traités à ce jour et 40'000 cas pendants).⁶²

2.5. Economie

“One of the main threats to security and stability is the lack of employment”

Roy Reeve, former Deputy Head of EULEX⁶³

La lecture essentiellement politique du conflit au Nord du Kosovo masque une grande partie des enjeux de ce dernier, et probablement les plus importants d'entre eux. De fait, en plus de l'affrontement entre communautés, la région de Mitrovica, tirant jadis ses richesses et ses emplois du géant industriel Trepča/Trepça, est confrontée à une profonde crise de désindustrialisation. Un fort parallélisme caractérise ces deux évolutions dès le début des années 1990. Les guerres en ex-Yougoslavie, le système de répression et d'exclusion sociale, les sanctions économiques, la guerre au Kosovo et son issue incertaine ont concouru à transformer la région la plus avantagée du Kosovo en la plus précaire : elle affiche aujourd'hui le plus haut taux de chômage (est. 60-70% contre 47.5% pour tout le Kosovo), le plus haut taux de chômage chez les jeunes (est. 85% contre 71% pour tout le Kosovo), les plus hauts pourcentages de pauvreté de tout le Kosovo (estimés à 70% contre 45% pour tout le Kosovo), et la plus haute disposition à la migration ; à elle seule, la région de Mitrovica contient plus d'un tiers des jeunes économiquement à risque de l'ensemble du Kosovo.⁶⁴ Tous ces éléments plaident pour un nouveau regard sur le conflit, regard qui intègre

une forte composante économique et sociale à la fois dans l'analyse et la formulation de solutions. En effet, tant que cette région montre des indicateurs socio-économiques aussi bas, une solution politique au conflit apparaît illusoire.

Ce chapitre décrit la situation économique dans la région de Mitrovica, les niveaux de vie au Sud et au Nord de l'Ibar, mais aussi les perceptions des populations, de soi-même, des autres communautés, du conflit ou encore de l'Etat.

Depuis le Moyen Âge, mais particulièrement au XXe siècle, la ville et la région de Mitrovica se sont dans une grande mesure structurées autour des mines de Trepča/Trepça.⁶⁵ Considérée par les Yougoslaves comme l'un des fleurons de leur industrie, la compagnie d'Etat qui exploitait les mines constituait à l'époque communiste un combinat incluant l'extraction et l'exportation de minerais et de métaux, des fonderies, des fabriques (batteries de voitures, engrais, etc.), des bureaux, hôtels, agences de voyage, etc. En 1988, le combinat générait près de 23'000 emplois soit 9% des emplois du secteur social au Kosovo. Il drainait sa main d'œuvre des campagnes environnantes mais également bien au-delà du Kosovo. La production était toutefois en chute libre depuis les années 1950 et loin de correspondre à la croissance des emplois, marquée par l'interventionnisme politique. Son endettement croissait parallèlement, rendant l'entreprise (et les salaires qu'elle versait) dépendante des subsides fédéraux. Entre 1989 et 1991, sur fond de conflits de travail (salaires impayés, baisses de salaires, grèves) et de politisation de ce dernier dans le contexte de l'affrontement entre dirigeants de la Serbie (du nouvellement élu Slobodan Milošević) et du Kosovo, un grand nombre d'ouvriers albanais ont alors perdu leur emploi. La mauvaise gestion structurelle, les conflits sociaux et politiques puis la guerre ont précipité la chute du combinat en termes d'emploi et de production, laquelle se limite actuellement à une maigre extraction de minerais exporté sans transformation locale. Invoquant des motifs environnementaux et sanitaires, la MINUK a fait fermer la fonderie en 2001 et assume depuis l'administration du complexe. En 2003 Trepca versait

61 L'UNHCR estimait, en 2008, à 206'019 les réfugiés/déplacés internes en Serbie et à 20'659 au Kosovo, cf. *Estimate of Refugees and Displaced Persons still seeking solutions in South-Eastern Europe*, UNHCR, 31.03.08, www.unhcr.org/45c743ca4.html, voir également, Walter Kalin, *Refugees and Internally Displaced Persons in Serbia*, Discours au Parlement de Serbie, 30.06.2009, www.brookings.edu/testimony/2009/0630_serbia_kalin.aspx.

62 Cf. Council of Europe, Parliamentary Assembly, *Solving property issues of refugees and displaced persons*, 08.01.2010, 92, <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc10/EDOC12106.htm>.

63 “Reeve: Four steps to security and stability”, Press conference, Media Centre in Caglavica, 16.07.2010, www.eulex-kosovo.eu/en/news/000245.php.

64 Pour ces valeurs, voir en détail ci-dessous.

65 Pour une étude détaillée, voir Michael PALAIRET, *KOSOVO'S industrial giant, Trepca, 1965-2000*, European Stability Initiative, 06.2003, www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=49.

encore 1'300 salaires (dont 280 au Nord),⁶⁶ essentiellement à des fins d'entretien et d'administration. Il est à relever que la dépendance est un facteur marquant non seulement l'environnement économique actuel de la région de Mitrovica, mais qui caractérise également son « glorieux passé industriel » : « [...] *Trepca depended on the principle of non-accountability, in which investment and current deficits were funded externally. So long as the funding kept rolling in, the incapacity of Trepca to support itself was nobody's problem. Easy funding came to an end in the 1980s, and with it Trepca's golden age.* »⁶⁷ Par ailleurs, la pollution générée par les déchets des fonderies proches du centre-ville affecte toujours la santé de ses habitants (tout spécialement des camps de réfugiés Roms établis à proximité).⁶⁸

Le secteur économique d'Etat, autour duquel se sont construites la ville et la société de Mitrovica, est actuellement dévasté. Il a été remplacé par un maigre secteur privé essentiellement limité au commerce et formé principalement de petites entreprises familiales à la limite de la survie (env. 44%). Le secteur de la production est largement sous-développé.⁶⁹ L'infrastructure limitée⁷⁰ restreint plus encore le développement économique de la région, de même que des possibilités de crédit trop élevées pour être rentables. Par ailleurs, le marché de l'emploi est marqué par

une main-d'œuvre peu formée, ou vieillissante, et souvent grevée par le patronage aux dépens de la compétence. Un idéal économique lié aux grandes industries de l'époque communiste, aux vertus souvent idéalisées, semble être la vision d'avenir que privilégient la plupart des habitants.⁷¹

Une autre spécificité de la région de Mitrovica est qu'elle compte la plus grande proportion de population rurale au Kosovo (74%).⁷² Toutefois, les acteurs politiques locaux et internationaux semblent avoir passablement désinvesti le secteur agricole, bien que les terrains arables ou forestiers (encore sous-exploités) représentent un potentiel important en termes de production et d'emplois. Dans cette agriculture encore passablement caractérisée par la subsistance, de nombreux champs sont clairsemés et il n'est pas rare d'y voir des familles entières les cultiver à la main. Dans l'ensemble, la population agricole se plaint du manque de rentabilité de ce secteur au Kosovo face à la concurrence des agricultures voisines (Macédoine, Serbie), beaucoup moins touchées par la guerre, mieux subventionnées, plus efficaces et bénéficiant de conditions climatiques plus favorables. Une étude récente de la Commission européenne souligne les principaux handicaps de l'agriculture au Kosovo: « *Scope of available funds is not sufficient for reaching the development needs in all areas of potential public interventions, from productions, market channels, food hygiene and safety, environment to human resources and poverty elimination. Agriculture has been a key sector in the economy of Kosovo and is a sector which is considered to have a comparative advantage. Despite its potential, Kosovo's agriculture remains under-exploited and key challenges such as poor infrastructure, unresolved property rights, small farm size, lack of farm competitiveness, and poor access to commercial credit, inefficient quality control mechanisms, failure to prepare*

66 Cf. European Stability Initiative, *A post-industrial future? Economy and society in Mitrovica and Zvečan*, Berlin/Pristina, 30.01.2004, p. 7, www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_61.pdf.

67 Michael PALAIRET, *Kosovo's industrial giant, Trepca*, op. cit., p. 9.

68 Cf. OSCE, *Lead contamination in Mitrovicë/Mitrovica affecting the Roma community*, Background report, Pristina, 02.2009, www.osce.org/documents/mik/2009/02/36378_en.pdf.

69 Quelques entreprises de production agricole, alimentaire, de meubles, de matériel de construction ou métallurgique sont présentes. Cf. ECLC, Regional Development Agency North (RDA-North), *Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo*, [s.d. 2010?], p. 4, document entretemps supprimé du site <http://rdanorth.org>.

70 Le réseau routier urbain et rural a connu un important développement ces deux dernières années, alors que le réseau ferré peu développé reste bloqué par le contentieux politique entre Belgrade et Pristina, l'approvisionnement en eau et en électricité, malgré des récents progrès reste faible et connaît de nombreuses coupures, l'épuration des eaux usées est inexistante, elles se déversent entièrement dans les rivières, la région dispose d'espaces pour la construction industrielle mais la plupart de ceux-ci sont propriété de Trepca et limités par le processus de privatisation inachevé de celle-ci, cf. ECLC, RDA-North, *Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo*, op. cit., pp. 20-24,

71 Cf. Kosovar Stability Initiative (IKS), *The Economy in Mitrovica, Policy Brief*, 17.12.2009, p. 10, www.iksweb.org/repository/docs/policy_brief_economy.pdf, et ECLC, RDA-North, *Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo*, op. cit.

72 Cf. World Bank / Statistical Office of Kosovo, *Kosovo Poverty Assessment, Volume I: Accelerating Inclusive Growth to Reduce Widespread Poverty*, 03.10.2007, p. 20 et le tableau B. 54, p. 63, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/KOSOVOEXTN0,,contentMDK:21761784~menuPK:297788~pagePK:64027988~piPK:64027986~theSitePK:297770~iSCURL:Y,00.html>.

and enforce environmental and local development plans and low levels of education still pertain. »⁷³

Pourtant, comme le souligne une autre étude de la Commission européenne, des potentiels prometteurs sont également présents: « *In the North Economic Region there are 338 rural settlements with around 184,000 inhabitants which present a high potential for agricultural development. [...] Most of the common agricultural products in the Region are: wheat, corn, vegetables and potatoes. Also, in large areas are presented orchards for wine. Large areas in both private and public sector are under forests which is one of the special resources of the regio. The potentials for development of agricultural production of all types in this region are high. Benefits are reflected in many factors such as soil type, climate, relief, water resources, available personnel, which should be used in the future. In addition, there are several nonprofit associations that provide professional support to local farmers in agricultural production.* »⁷⁴

Si dans tous les secteurs les salaires sont rares et bas (estimés en moyenne à 272 €/mois),⁷⁵ une tranche importante de la population est dépendante des aides sociales ou retraites. Celles-ci sont estimées à 80 €/mois au Sud contre 150 €/mois au Nord. Au Sud plus qu'au Nord l'aide financière de la diaspora (*remittances*) apporte un complément (estimé à 13% du PIB au Kosovo). Mitrovica (Sud), avec la plus grande part de migrants du Kosovo (21%), est la région touchant aussi le plus de *remittances* (20%).⁷⁶

Cette région ne connaît pratiquement plus de production. Du coup, sa dépendance envers les fonds publics et donations est démesurée. Toutefois, en raison de la césure politique, sociale et institutionnelle traversant la région de Mitrovica cette dépendance est double, sa partie sud étant dépendante de Pristina et de l'aide internationale,

sa partie nord de Belgrade, de l'aide internationale et (de façon moins avouable) de Pristina. Cet état renforce le conflit, limite les capacités des acteurs de cette région à sortir du cercle vicieux de la dépendance et rend les deux communautés très vulnérables aux développements politiques pouvant influencer le niveau d'une ou plusieurs sources de subsides.

Par ailleurs, une grande disparité entre niveaux de vie moyens entre le Nord et le Sud (cf. ci-dessous), limite fortement la motivation de la communauté serbe du Nord à rejoindre un système du Sud plus pauvre et disposant à leurs yeux de moins de potentiel et de perspectives, en plus du sentiment de devoir intégrer, pour des raisons politiques, un système inconnu et perçu comme dysfonctionnel et hostile.

2.6. Niveaux de vie

Il convient maintenant d'examiner la manière dont cette situation économique se répercute sur la vie des populations. Comme nous le verrons, les niveaux de vie moyens semblent varier fortement d'une rive à l'autre de l'Ibar. Nous essayons ci-dessous d'en donner quelques jalons, malgré un manque de données précises.

Divers indicateurs illustrent les disparités économiques entre le Kosovo et la Serbie, généralement en faveur de la seconde. Bien que l'on ne puisse les appliquer directement dans le cas du Nord du Kosovo, ils donnent une idée grossière des deux systèmes économiques et aident à mieux comprendre la perception, au sein des populations, des perspectives individuelles quant à la motivation à participer à l'un ou l'autre système. En particulier, ils peuvent donner des clés de lecture au refus actuel — au-delà des questions politiques — de la majorité de la communauté serbe du Nord de s'intégrer à la société du Kosovo.

Avec un produit intérieur brut (PIB) *per capita* de 2'500 USD, le Kosovo apparaît comme le deuxième pays le plus pauvre en Europe (après la Moldova). Le PIB de la Serbie est quatre fois plus élevé (comparable à ceux de la Macédoine et du Monténégro), ceux de l'Albanie et de la Bosnie et Herzégovine plus de deux fois plus grand. La Croatie a un PIB plus de sept fois plus élevé, la Slovaquie plus de douze fois, la

73 European Commission Liaison Office to Kosovo, *EU-Rural grant scheme, Call for proposals*, 11.05.10, p.4, http://delprn.ec.europa.eu/repository/docs/Rural_grants_call_for_proposals_29_April_2010_final.pdf.

74 ECLC, RDA-North, *Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo*, op. cit. p.4.

75 Cf. European Commission, Economic and Financial Affairs, EU Candidate and Pre-Accession Countries *Economies Quarterly*, 2nd quarter 2010, Brussels, 8.07.2010, http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/cpaceq/index_en.htm,

76 World Bank / Statistical Office of Kosovo, *Kosovo Poverty Assessment, Volume I*, op. cit, p. 32, tableau 4.4.

Suisse près de 17 fois, alors que la moyenne de l'UE est environ 14 fois supérieure.⁷⁷

Le chômage est en croissance au Kosovo comme en Serbie. Cependant, au Kosovo il est estimé à 47.5%, contre 19.5% en Serbie, soit 2.5 fois moins.⁷⁸ Dans la région de Mitrovica, le chômage est estimé à 60-70%.⁷⁹ Une recherche indique : « *In [Mitrovica] south, according to municipal figures, 37 vacancies have emerged since the beginning of 2009, while 23,756 people have registered as job seekers. At current trends, it will take 2,000 years to cut unemployment in half* ».⁸⁰

Le chômage des jeunes (15-24 ans) atteint des valeurs abyssales : une étude de la Banque mondiale relève un taux de 85% de jeunes sans emplois dans la région de Mitrovica, soit le plus haut de tout le Kosovo. Elle note en outre : « *Youth in Mitrovica display a higher risk of being extreme poor and unemployed simultaneously than in any other region. Almost half of all youth in jeopardy (54 percent) live in Mitrovica and Prishtina. [...] Mitrovica alone is home to 34.3 percent of all youth in jeopardy in Kosovo (11,497 vulnerable youth). At 33.4 percent, the incidence (or risk) of being poor and unemployed simultaneously is also higher in Mitrovica than nationally (at 20 percent)* ».⁸¹ Nous ne disposons malheureusement pas de valeurs différenciées entre le sud et le nord de Mitrovica sur ce point.

77 GDP 2007 (est. in 2009 US dollars): *Albania*: 5,800, *Bosnia and Herzegovina*: 6,300, *Croatia*: 18,200, *Kosovo*: 2,500, *Macedonia*: 8,800, *Montenegro*: 9,500, *Serbia*: 10,300, *Moldova*: 2,300, *Slovenia*: 29,000, *Greece*: 31,600, *Switzerland*: 41,800, *EU*: 33,900, *USA*: 48,300, *World*: 10,500. Cf. CIA, *The World Factbook, Country Comparison, GDP Per Capita*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2004rank.html>.

78 Valeur 2010, cf. European Commission, Economic and Financial Affairs, *EU Candidate and Pre-Accession Countries Economies Quarterly*, 2nd quarter 2010, Brussels, 8.07.2010, http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/cpaceq/index_en.htm, comparer également à: World Bank, *Data : Unemployment, total (% of total labor force)*, <http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS>.

79 ECLC, RDA-North, *Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo*, op. cit., p. 18 et Kosovar Stability Initiative (IKS), *The Economy in Mitrovica, Policy Brief*, op. cit, p. 6.

80 Kosovar Stability Initiative (IKS), *The Economy in Mitrovica, Policy Brief*, op. cit, p. 6.

81 World Bank, *Kosovo - Youth in jeopardy: being young, unemployed, and poor in Kosovo - a report on youth employment in Kosovo*, 02.09.2008, p.31, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/10/08/000334955_20081008081520/Rendered/PDF/435960ESW0P10710Box334072B01PUBLIC1.pdf.

D'autres indicateurs comme le taux de croissance du PIB, la balance commerciale, les investissements étrangers directs sont également plus élevés en Serbie. Par contre l'endettement et l'inflation sont plus faibles au Kosovo.⁸² La crise financière mondiale semble toucher la Serbie bien plus durement que le Kosovo. Ainsi, par exemple, le dinar serbe (utilisé au Nord du Kosovo) a perdu depuis le début 2008 plus de 25% de sa valeur par rapport à l'euro (monnaie officielle du Kosovo, également utilisée au Nord) et, suite à la chute de l'euro dans la même période, plus de 32% par rapport au dollar américain. Cette dévaluation du dinar a eu un impact important sur la situation au Nord du Kosovo, dans la mesure où elle a entraîné une baisse relative du pouvoir d'achat dans la zone dinar (Nord) par rapport à la zone euro (Sud). Dans l'ensemble, les perspectives économiques apparaissent malgré tout bien plus favorables en Serbie qu'au Kosovo.

Disparités des niveaux de vie moyens entre le Nord et le Sud

Une forte disparité des niveaux de vie moyens semble distinguer le Nord du Sud de la région de Mitrovica. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de moyennes, ce qui n'exclut pas des situations de dénuement extrême au Nord comme au Sud. Si l'on prend comme indicateur les dépenses approximatives des ménages, on peut estimer que les communes du Nord ont un niveau de vie moyen par habitant deux fois plus élevé que celles du Sud. En comparaison de commune à commune, cet écart est parfois encore plus marqué (avec par exemple env. 200 €/ménage/mois à Skenderaj contre env. 1'000 €/ménage/mois à Zvecan). La moyenne à l'échelle du Kosovo se situe à env. 350 €.⁸³ Les chiffres disponibles pour la commune Mitrovica se rapportent cependant à l'ensemble de la commune, ce qui ne permet pas de distinguer les différences entre ses parties nord et

82 Cf. Levent Koro, *Economic Performance of the Western Balkan Economies for 2007*, UNDP – Europe & CIS, <http://europeandcis.undp.org/home/show/41D6901C-F203-1EE9-BF623728E26C6241>.

83 Cf. USAID / UNDP, *Kosovo Mosaic, Public Services and Local Authorities in Focus*, Pristina, 10.2009, p. 18, www.ks.undp.org/repository/docs/english%20green.pdf.

sud.⁸⁴ Cependant, dans l'ensemble, la richesse relative du Nord par rapport au Sud tend à diminuer, ce qui est également observé au niveau communal.⁸⁵

2.7. Perceptions

Hormis les éléments empiriques pouvant décrire la vie des sociétés du Nord du Kosovo, des éléments plus subjectifs jouent un rôle important dans la dynamique du conflit, en particulier les perceptions que chacune de ces sociétés a de soi et des autres.

Comme d'autres sociétés, celles du Kosovo présentent une richesse d'avis et d'opinions, des plus ouvertes aux plus fermées, des plus cosmopolites à l'esprit de chapelle le plus prononcé, des plus indépendantes à celles qui reproduisent le plus fidèlement des schémas de pensées préétablis, véhiculés notamment par les discours politiques.

Il n'est pas question ici de les décrire par le détail ni de façon exhaustive, mais de présenter une esquisse de certaines vues courantes qui peuvent donner des clés de compréhension quant à la façon dont les populations se perçoivent elles-mêmes, perçoivent les autres, voient les enjeux du conflit ou envisagent des solutions à ce dernier.

Une telle description est à notre avis importante pour les raisons suivantes. Premièrement, du fait que les perceptions forment un cadre dans lequel s'insère le discours des acteurs politiques et déterminent son degré de légitimité aux yeux des populations et, au-delà, l'emprise qu'aura ce discours sur les comportements sociaux. Ceci vaut tant pour les discours formulés par les représentants d'une communauté sur leur propre communauté, que ceux qu'ils formulent sur les autres communautés. Deuxièmement, si l'on se tient à l'idée que les populations sont placées « en première ligne du conflit », alors leurs perceptions jouent un rôle prépondérant dans ce dernier, respectivement dans les possibilités de son dépassement. Troisièmement, l'extrême division des sociétés de cette région

restreint largement et pour le moment l'émergence de perceptions communes capables de soutenir un projet de société commun, voire l'émergence d'un contrat social. Enfin, les perceptions jouent un rôle important dans l'interaction des acteurs internationaux et des sociétés du Kosovo, dans les attentes respectives, les synergies ou de possibles malentendus.

De manière générale, chez beaucoup de personnes de toutes les communautés du Kosovo (comme du reste des Balkans) les perceptions, lorsqu'elles touchent aux rapports intercommunautaires, sont marquées par une forte collectivisation plutôt que par une individualisation. Des noms collectifs sont le plus fréquemment utilisés pour décrire les acteurs et ces noms collectifs sont essentiellement à base nationale (telle nationalité, telle autre). Dans les cas des Albanais et des Serbes du Kosovo, la connotation négative domine souvent lorsque l'autre communauté est évoquée. La nomination passe presque exclusivement par les collectifs nationaux « les Serbes », « les Albanais », « les Roms », etc. et, très souvent, par les noms péjoratifs traditionnels correspondants (« les Shkia », « les Shiptars », « les Tziganes » ou « les Madjoupes », parfois utilisés de manière clairement raciste). Ces appellations dénotent souvent la désapprobation, voire l'hostilité, et suggèrent que la communauté ainsi décrite est homogène dans ses idées et ses actions. Ceci n'est évidemment pas nouveau ni spécifique à cette région, mais s'exprime ici de manière spécialement forte et l'usage de ces termes y est devenu banal au quotidien.

Toutefois des nuances, voire des perceptions opposées, sont aussi clairement présentes chez des individus des deux communautés, soit chez des « libres penseurs », soit en fonction des régions, des générations, des couches sociales, des affiliations politiques, des expériences passées (expériences traumatiques de la guerre, positions occupées avant la guerre), du fait d'avoir grandi dans une région nationalement mixte ou pas (et d'avoir eu des amis d'enfance et/ou appris la langue de l'autre communauté) ou encore du choix relatif perçu de ses perspectives d'avenir dans l'environnement où l'on se trouve (une différence importante semble, par exemple, caractériser de ce point de vue les Serbes des enclaves de ceux du Nord).

84 Mitrovica Sud étant approximativement quatre fois plus peuplée, on peut supposer que ces chiffres tendent plus à représenter cette partie de la commune. Par ailleurs, ce manque de différenciation biaise aussi le calcul des moyennes au Nord, respectivement au Sud de l'Ibar.

85 Par exemple dans le cas de Zvečan/Zveçan, cf. USAID / UNDP, *Kosovo Mosaic*, op. cit., p. 19.

Ainsi, très schématiquement, on peut souvent observer des discours plus conciliants dans la génération ayant connu le régime de Tito, surtout parmi la « bourgeoisie » urbaine, ayant bénéficié du système d'antan. Des discours plus durs peuvent être entendus à la campagne, mais qui n'excluent pas forcément de bonnes relations, basées sur une meilleure connaissance mutuelle et des conditions de vie similaires. La jeune génération (qui n'a pas directement connu l'époque yougoslave, et qui a vécu la guerre dans l'enfance) montre une bien plus grande méconnaissance de l'autre communauté, mais parfois aussi un plus grand désintérêt pour ce sujet lorsqu'il est abordé sous l'angle national, voire une curiosité comme on peut l'avoir pour n'importe quelle autre nationalité dans le monde. Certains groupes socio-professionnels semblent avoir une meilleure connaissance factuelle des développements dans l'autre communauté, c'est notamment le cas dans le domaine du commerce, parmi les employés des organisations internationales, les fonctionnaires âgés de 40 ans et plus, les familles mixtes ou des intellectuels (journalistes en particulier). Enfin les perceptions semblent aussi se combiner et varier en fonction du temps, un même locuteur pouvant décrire l'autre communauté de façon plus compréhensive en temps de calme politique ou plus dure en temps de crise.

Du point de vue méthodologique, nous présentons certains traits perceptifs saillants au sein des communautés albanaise et serbe du Kosovo, comme parmi les représentants des missions internationales présentes au Kosovo, selon un schéma triangulaire. Ce schéma a ses limites, du fait qu'il préétablit des groupes de populations en partie arbitrairement (voir introduction à ce chapitre), bien que chaque groupe soit lui-même fortement diversifié et que certaines perceptions se retrouvent d'un groupe à l'autre. Toutefois la forte division entre sociétés donne une certaine légitimité à cette distinction, ce qui n'exclut pas des perceptions communes, comme nous le verrons également. Ce sous-chapitre est en grande partie basé sur des observations et des expériences personnelles au cours des trois dernières années au Nord du Kosovo. Comme dans toute observation, une subjectivité liée aux perceptions du chercheur intervient également dans le regard qu'il porte sur les perceptions décrites ici. Aussi, tenterons-nous de rendre compte de celles-ci le plus impartialement possible, notamment

sans poser de jugement sur elles, mais en tentant de comprendre leurs raisons et leur fonctionnement.

Perceptions présentes dans la communauté albanaise au Nord du Kosovo

Perception de soi

Une conviction forte dans la population albanaise est celle de représenter la majorité nationale. Ceci apparaît comme une évidence, mais repose sur l'unanimité en son sein que le Kosovo forme un Etat indépendant et ce de façon définitive. Nous le soulignons d'emblée car, comme nous le verrons plus tard, une perception opposée domine dans la population serbe du Nord du Kosovo, qui elle prend comme cadre de référence la Serbie incluant le Kosovo, s'y percevant du coup comme la majorité. Cette conviction de la communauté albanaise apparaît comme relativement nouvelle, remontant à la fin de la guerre et plus clairement à la déclaration d'indépendance du Kosovo. Elle remplace la perception d'être une minorité au sein de la Serbie (la minorité, du reste, la plus nombreuse) ou, avant, au sein de la Yougoslavie (où le statut de peuple constitutif de la fédération ne lui était pas accordé). Cette perception est déterminante par le lien qu'elle établit avec l'Etat indépendant du Kosovo et auquel elle confère une forte légitimité populaire. De ce point de vue, elle est liée à une grande déception face aux Etats et missions internationales qui ne reconnaissent pas explicitement l'indépendance du Kosovo, ainsi qu'à une frustration envers les missions internationales, voire le Gouvernement du Kosovo, parfois perçus comme incapables de donner corps au discours sur l'indépendance et l'intégrité du Kosovo. Ce sentiment est particulièrement fort chez les victimes d'injustices commises au Nord (perte ou disparition de proches, usurpation de propriété, notamment).

Au sein de la communauté albanaise de Mitrovica, un certain ressentiment est également perceptible envers des habitants de Pristina, qui leur apparaissent parfois moins intéressés par leur sort que par le développement de la capitale. Ce sentiment est renforcé chez certains Albanais de Mitrovica Nord, qui se sentent abandonnés par Pristina. La question des propriétés d'Albanais, usurpées ou détruites au Nord, marque particulièrement les ressentis (sentiments d'injustice, de dépossession,

d'abandon) en plus des conséquences financières (nécessité de louer une nouvelle habitation).

Perceptions de la communauté serbe par la communauté albanaise

La population serbe est perçue comme une minorité, le plus souvent privilégiée (« Aucune minorité n'a ce qu'Ahtisaari donne aux Serbes ! »). Elle est fréquemment perçue par le prisme de la guerre, comme complice non repentie du régime Milošević. Au-delà, elle est vécue comme celle qui a produit les dominants et les privilégiés d'antan, ce qui lui vaut parfois une certaine et paradoxale admiration. La question des Serbes ayant commis des crimes au cours de la guerre et « se promenant librement au Nord » ou perçus comme tels alimente de fortes rancœurs, notamment chez des victimes ou leurs proches. Beaucoup d'Albanais ne comprennent pas que les Serbes du Nord refusent d'intégrer le Kosovo, décrit comme ouvert aux minorités (d'autant que s'esquisse une intégration des Serbes du Sud du Kosovo), et que de nombreux Etats ont reconnu l'indépendance du Kosovo. La question des hauts salaires — et des suppléments — versés par Belgrade à une partie des Serbes du Kosovo est également un thème récurrent, vécu comme une injustice. La population serbe est fréquemment associée à la politique de Belgrade, dans laquelle on ne voit souvent pas de grande différence entre les années Milošević et les temps plus récents. La question des excuses pour les crimes de guerres et autres injustices (toujours pas formés officiellement par Belgrade à ce jour) est très présente, et ressentie comme un déni des souffrances passées, mais aussi comme un signe de possible récurrence. Des voix plus rares, bien que condamnant l'attitude des Serbes du Nord, disent comprendre en partie leur comportement, soulignant que dans les circonstances actuelles ils auraient plus à perdre qu'à gagner en intégrant le Kosovo. Toutefois, ces mêmes voix posent souvent la question de savoir pourquoi une normalisation de la vie quotidienne ne se fait pas.

Perception des représentants des missions internationales

Dans la population albanaise, l'accueil des représentants des missions internationales est

souvent très chaleureux, ou du moins courtois. On souligne souvent le rôle libérateur des « internationaux ». Ce qui n'empêche pas également des critiques parfois acérées quant aux résultats perçus de ces missions (« en dix ans, ils n'ont rien fait ! »). Elles semblent faire écho aux espoirs investis dans ces missions, dont on attend parfois qu'elles règlent la plupart des problèmes. Les missions sont aussi diversement perçues, l'UNMIK ayant bien plus mauvaise presse que d'autres, par sa non reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, mais aussi par l'origine de certains de ses membres (« Ils viennent d'Afrique nous parler de démocratie ! » disent certains). Son remplacement par EULEX au Sud a créé de très grandes attentes, qui sont aujourd'hui aussi l'objet de grandes désillusions. Les missions internationales sont également perçues au travers de leur rôle d'employeurs potentiels, provoquant espoirs et déceptions, alors que de nombreuses rumeurs circulent sur la corruption de membres de ces missions, accusés d'employer leur amis ou leurs maîtresses, sur leur partialité politique en faveur des Serbes et des minorités (notamment des Roms), ou encore sur leur faible motivation doublée de salaires astronomiques. Par ailleurs une assez grande confusion est observable dans la population, à propos des représentants des diverses missions de l'UE, ceux de l'ICO étant généralement assimilés à EULEX.

Perceptions présentes dans la communauté serbe au Nord du Kosovo

Perception de soi

Tout comme la population albanaise dans le cadre du Kosovo, de nombreux Serbes se perçoivent comme formant la majorité (dans la Serbie dont le Kosovo est vu comme une partie), les Albanais étant vus comme une minorité. Les noms décrivant l'environnement dénotent cette perception, ainsi Mitrovica est nommée traditionnellement Kosovska Mitrovica (Mitrovica du Kosovo), la distinguant d'une autre Mitrovica en Serbie, celle du Srem en Voïvodine, « Sremska Mitrovica ».

Si nombre de Serbes du Nord du Kosovo critiquent la politique du régime Milošević, certains parmi eux lui reprochent d'avoir « perdu » le Kosovo, d'autres d'avoir mené à la guerre, d'autres, plus

rares, d'avoir propagé le conflit entre populations. Malgré les discours politiques héroïques sur le Kosovo, peu de Serbes se présentent au jour le jour comme descendant des guerriers médiévaux de la mythologie nationale, mais plus souvent comme victimes d'un « complot international » où les USA joueraient le rôle de leader. De manière générale, un sentiment d'insécurité est souvent perceptible au Nord. Celui-ci apparaît comme étant plus profond que ne l'articulent les discours politiques qui insistent (à tort ou à raison) sur le manque de liberté de mouvement, les discriminations ou les menaces dont la communauté serbe serait l'objet. Ce sentiment semble être ancré dans la volonté de rester dans l'ensemble étatique serbe, non pas seulement par conviction politique, mais aussi pour demeurer à l'intérieur d'un système social et culturel connu, ressenti comme sien et dans lequel la mobilité sociale semble plus aisée. Or, dans le contexte politique actuel, ce but apparaît comme incertain à bien des Serbes du Nord, qui nourrissent du coup une insécurité pratiquement existentielle quant à leur avenir individuel ou à celui de leurs enfants ; incertitude à laquelle les discours politiques — de Bruxelles, Pristina ou Belgrade — n'offrent à l'évidence pas de réponse claire et satisfaisante. Pour bien des habitants du Nord (Serbes mais également Albanais et d'autres nationalités), la question de l'Etat n'est — en dépit des assertions politiques des parties affrontées — pas réglée ; ils sont les premiers à voir dans le quotidien que leur ville/région est divisée contrairement aux affirmations des discours des protagonistes politiques. Dans ce contexte, un certain nombre se dit plus intéressé au retour à une vie normale qu'à l'appartenance à tel ou tel Etat, pour autant que leurs droits et des emplois soient garantis.

Perception des Albanais du Kosovo

Le Kosovo, en tant qu'Etat indépendant, est très largement perçu au sein de la population Serbe du Nord comme illégal et injustement « donné » aux Albanais. Cette perception est alors appuyée par l'argument qu'une majorité d'Etats ne l'a pas reconnu comme tel. La criminalisation des Albanais du Kosovo est relativement courante, du moins celle de leur élite, tout comme l'assertion que « les Albanais ne sont pas capables d'avoir un Etat ». Un prétendu comportement clanique dénué de sens de décision propre leur est parfois reproché,

ainsi que des attitudes violentes, ou une « surnatalité planifiée utilisée à des fins politiques ». La question de la liberté de mouvement est également un thème récurrent, beaucoup de Serbes n'osant s'aventurer au Sud de l'Ibar. Toutefois des ponts de communication et de respect existent encore entre certains Serbes et Albanais, notamment parmi l'ancienne génération et parmi ceux se reconnaissant dans la catégorie des « citoyens » (toutes nationalités confondues), cherchant volontiers à se distinguer des « villageois » (là aussi toutes nationalités confondues).

Perception des représentants des missions internationales

Dans la population serbe, les perceptions des représentants des missions internationales semblent passablement refléter l'ambivalence de la situation politique. L'accueil est souvent hospitalier et franc, en dépit des divergences politiques couramment formulées sous forme de plaisanteries (volontiers caustiques). Les discussions peuvent aussi devenir vives sur les sujets liés aux missions internationales au Kosovo, marquées par l'incompréhension de leurs politiques et le sentiment de leur partialité en faveur des Albanais, mais aussi de leur incompétence. Alors que l'UNMIK est maintenant plutôt passé dans le rôle du « protecteur », remplacé par l'ICO dans celui de l'« occupant à la solde des Américains », la perception d'EULEX varie entre rejet, suspicion mais aussi attente de résultats (tant au Sud qu'au Nord) et parfois une certaine déception par le manque de progrès perçus. Comme dans la communauté albanaise, les missions internationales sont aussi perçues au en tant qu'employeurs ou locataires potentiels.

Perceptions dans la communauté Rom au Nord du Kosovo

A l'image d'autres communautés autres que albanaise et serbe, de nombreux Roms, Ashkalis et Egyptiens (RAE) se sentent souvent pris dans le feu croisé d'un affrontement perçu comme n'étant pas le leur, se retrouvant minorisés à la fois dans la communauté albanaise et dans la communauté serbe. « *Nous n'avons pas d'Etat à nous, si bien que nous reconnaissons l'Etat qui nous accueille* » est une phrase souvent entendue dans cette communauté souvent confinée dans une

dépendance extrême. Accusés (dans certains cas non sans raison) d'avoir exécuté pendant la guerre les basses œuvres des forces serbes contre des Albanais, leur quartier du Sud de Mitrovica fut vidé de ses habitants. Parqués par la suite au Nord de la ville dans des camps de fortune, la majorité d'entre eux y habitent encore, bien qu'il ait été entre-temps établi qu'ils y sont hautement exposés à la pollution au plomb.⁸⁶ Vivant souvent dans une pauvreté absolue, en marge de la société, peu organisés politiquement et en dépit du soutien important d'ONG et d'organisations internationales, ils peinent à faire valoir leurs droits auprès des administrations tant au Nord qu'au Sud, voire auprès des missions internationales. La dépendance des aides sociales (plus élevées dans le système social de la Serbie que dans celui du Kosovo), le fait d'avoir dû quitter le Sud dans des conditions dramatiques et de s'être refait une existence dans le système de la Serbie, rend le retour au Sud difficile malgré la reprise de la reconstruction du quartier Rom dès 2007 et plus intensivement depuis 2009. « Nous sommes reconnaissants pour les maisons que l'on nous a reconstruites, mais nous n'avons pas de travail et malheureusement les maisons ça ne se mange pas » est un résumé courant de la perception de leurs perspectives au Sud, souvent doublée de la peur qu'en s'y établissant, l'aide sociale de Serbie leur sera retirée. Malgré cela, le retour lent et prudent de la communauté Rom au Sud de Mitrovica constitue, comparativement à d'autres communautés dans la région, un fait singulier.

Perceptions communes aux diverses communautés

Malgré les quelques traits esquissés ci-dessus, des perceptions similaires, voire communes, sont également observables dans les populations albanaise et serbe du Kosovo. La liberté de mouvement est une question importante dans cette ville où les citoyens des deux communautés circulaient librement avant guerre. Le sentiment de ne pas pouvoir « passer le pont » de peur d'être agressé est très vif dans les deux communautés. Certaines périodes du passé, qui ont été

marquées par la détente des relations intercommunautaires, sont parfois évoquées plus positivement, par exemple le temps entre la fin du régime Ranković⁸⁷ (1966) et le décès de Tito (1980). Comparées aux années de guerre (ou aux années de répression pour les Albanais du Kosovo), ces périodes sont souvent évoquées comme le temps du plein emploi, des services publics plus performants, de la sécurité dans les rues ou des vacances à la mer.

Enfin, on peut aussi relever des connivences qui échappent aux stéréotypes perceptifs, comme l'usage de certaines expressions ou phrases de la langue de l'autre communauté, non pas de manière péjorative, mais avec une certaine nostalgie du temps où on les utilisait avec insouciance.

Perceptions de l'Etat par les différentes communautés

Malgré des perceptions antagonistes entre la plupart des Albanais et des Serbes quant à la forme que devrait avoir l'Etat au Kosovo (Etat indépendant ou province de la Serbie), les conceptions apparaissent bien plus semblables quant aux fonctions que l'Etat devrait remplir. Ainsi, dans l'ensemble l'Etat en tant que notion paraît souvent être ressenti comme devant pourvoir du travail aux citoyens et leur fournir une palette de services couvrant l'ensemble ou presque du quotidien (logement, santé, éducation, sécurité, etc.). En ce sens, la notion d'« Etat providence » semble être un héritage encore fortement ancré de la période communiste, avec toutefois des nuances importantes. Ainsi, le secteur d'Etat semble plus prisé parmi les Serbes, alors que le secteur

86 Cf. Human Rights Watch, *Poisoned by Lead, a Health and Human Rights Crisis in Mitrovica's Roma Camps* 23.06.2009, www.hrw.org/en/reports/2009/06/23/kosovo-poisoned-lead-0.

87 Aleksandar Ranković (1909-1983), Ministre de l'intérieur et proche collaborateur Tito, serbe d'origine, est connu notamment pour la mise en place des services de renseignement yougoslaves. Pour les Albanais du Kosovo, son nom est associé à une des plus sombres périodes de répression. Une affaire d'espionnage de Tito met fin à sa carrière et à une période de forte centralisation en 1966.

privésemble plus estimé dans la communauté albanaise.⁸⁸

A des degrés divers, les représentants des deux communautés doutent cependant souvent du fonctionnement de l'Etat dans les conditions actuelles, décrivant en de maintes occasions leurs propres politiciens comme corrompus, inefficaces, plus préoccupés par la captation des ressources de l'Etat ou des donations, au bénéfice de leurs familles et réseaux d'allégeances, que par le bien commun. En ce sens, certains vont même jusqu'à décrire l'Etat comme une entreprise privée. Un habitant de Mitrovica Sud faisait ainsi remarquer : « lorsque l'on rentre dans « Big Brother », le bâtiment de la commune de Mitrovica, on n'entend pas « Bonjour Monsieur » ou « Bonjour Madame », mais « Salut cousin » ou « Salut mon oncle »... ». Des observations similaires se rencontrent à Mitrovica Nord. Cependant, dans les conditions prévalant actuellement au Nord du Kosovo, ces questions, bien qu'articulées clairement, paraissent être ressenties comme secondaires par une majorité au sein de chacune des communautés, par rapport à l'attente du règlement de la forme de l'Etat, à savoir la définition claire de ses frontières et de ses prérogatives sur les territoires contestés.

Pour de nombreux Serbes du Kosovo, la notion de « *Država Srbija* » (« l'Etat de Serbie ») est en matière d'Etat ce que Mercedes-Benz est à l'automobile : une évidence, une valeur sûre et inaliénable, dont la non existence est simplement inimaginable. Le lien du citoyen à l'Etat est ressenti comme profond en dépit des dysfonctionnements. Or, dans les conditions actuelles au Kosovo, ce lien est remis en question, ce qui implique pour beaucoup de Serbes un sentiment que leur Etat est menacé et qu'il s'agit de le défendre pour ne pas être privé de son soutien — une crispation générant une forte insécurité face aux incertitudes de l'avenir

(en particulier, depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo).

⁸⁸ Pour Ilir Deda, alors directeur de l'institut de recherche KIPRED à Pristina, ceci a également des raisons historiques : maints Albanais du Kosovo, ayant été poussés hors des entreprises d'Etat au début des années 1990, ont vu dans l'entreprise privée un des seuls moyens de salut. Ceci n'empêche pas à son avis qu'un emploi d'Etat constitue encore à ce jour la norme pour beaucoup d'Albanais (entretien, juillet 2010).

Pour beaucoup d'Albanais du Kosovo, la perception de l'Etat semble comparativement moins claire. Si l'indépendance a visiblement été un but en soi, ressentie notamment comme un moyen d'échapper à la répression serbe, il semble que ceci fut moins clairement le cas de l'Etat. Ainsi, par exemple, le drapeau rouge à l'aigle bicéphale noire, utilisé par les Albanais du Kosovo est plus un « ethno-drapeau » qu'un drapeau d'Etat : c'est le drapeau des Albanais.⁸⁹ Par ailleurs, le modèle d'Etat connu dans la dernière décennie du XXe s. était l'Etat serbe, vécu comme injuste et oppressif, ayant contraint nombre d'entre eux à la clandestinité ou à l'exil, bien que le modèle d'Etat yougoslave soit encore bien présent dans de nombreuses mémoires dans la communauté albanaise du Kosovo et ce de façon généralement bien plus positive.

Un facteur commun au Nord et au Sud est le sentiment que la situation actuelle est intenable, que les inégalités et dysfonctionnements au sein de chaque système ne sont plus supportables à terme et que « quelque chose d'autre » doit être trouvé. Cet avis mène aussi parfois à une certaine compréhension de l'autre communauté (« eux, tout comme nous, sont pauvres et sans perspectives »), donnant l'impression que des éléments de compréhension commune sont encore existants, qui peuvent contribuer à une vision d'avenir commune.

Moralisation des enjeux politiques

Un aspect frappant pour l'observateur extérieur est la forte connotation morale des enjeux politiques et sociaux relatifs aux autres communautés. Alors qu'au sein de chaque communauté, il est courant d'entendre des discours nuancés ou critiques sur sa propre communauté (par exemple, sur le gouvernement, l'opposition, la corruption,

⁸⁹ Le nouveau drapeau kosovar, au territoire national jaune sur fond bleu couronné des six étoiles représentant les communautés du Kosovo et rappelant les couleurs de l'UE, est apparu littéralement un jour avant la déclaration d'indépendance. Son acceptation est contrastée, certains l'arbovent fièrement, d'autres le combinent avec le drapeau albanais, d'autres encore l'appellent le « drapeau sardine » (son motif leur rappelant le graphisme d'une boîte de sardines) et remarquent que les Etats dont le territoire est représenté sur leur drapeau ne sont généralement pas des modèles de fonctionnalité, comme Chypre ou la Bosnie et Herzégovine.

le népotisme, les différences régionales, etc.), le discours sur les autres communautés est souvent bien plus monolithique. Ceci paraît découler en partie du manque de connaissance de détail des autres communautés, comme de la reproduction du discours politique dominant dans chaque communauté. Entre Albanais et Serbes du Kosovo, la dimension morale joue sur la dichotomie « eux »/« nous », « eux » ayant tort, « nous » ayant raison. Pour banale que soit cette observation, elle n'en marque pas moins de nombreuses perceptions quotidiennes et semble avant tout tirer sa force de la répétition plus que de la justesse de la thèse défendue. L'héritage historique récent est souvent convoqué comme argumentation irréfutable fondant la légitimité des revendications présentes. Un exemple en est le choc ressenti par de nombreux Albanais du Kosovo lorsque la Commission européenne a levé l'exigence de visas pour citoyens de Serbie se rendant dans « l'espace Schengen » avec de nouveaux passeports biométriques serbes (décembre 2009).⁹⁰ Des réactions telles que « comment se fait-il que les Serbes soient récompensés par la suppression de visas alors que ce sont eux les bourreaux et nous les victimes ? » soulignaient que ces questions — vues comme essentiellement techniques de Bruxelles — étaient perçues comme un déni des souffrances passées et un parti pris.

Du côté serbe, la dimension morale se base souvent sur la perception que le Kosovo serait par essence serbe ; la métaphore du vol est alors souvent utilisée : « Que diriez-vous si quelqu'un venait dans votre maison, s'installait dans une des pièces, puis déclarait qu'elle lui appartient ? ». Cette argumentation suggère que la population albanaise est essentiellement exogène et qu'elle ne peut être, au mieux, que tolérée au Kosovo. Cette approche morale s'appuie par ailleurs souvent sur une dimension transcendante, de nature nationale (le Kosovo est présenté comme le « berceau » de la nation serbe, ou son « cœur », etc.) ou religieuse (lorsque le Kosovo est dépeint comme la « Jérusalem serbe », etc.).

Dans cette argumentation d'ordre moral, le discours de victimisation de sa propre communauté est très présent. Il n'est pas question ici de nier ou de relativiser les violences et les crimes commis contre les représentants des diverses communautés au Kosovo, mais d'indiquer comment un discours sur ces actes s'articule en termes collectifs et politiques, souvent pour légitimer son propre point de vue, tout en perpétuant et ancrant les stéréotypes dans le quotidien. Une étude du langage vernaculaire parmi les communautés serbe et albanaise du Kosovo parvient aux conclusions suivantes : « *First, [this study] has argued that looking at history as objective in contrast to collective memory as distorted and mythical, leads to selective sanctioning of b narratives and rigid definitions of victims and villains, which leads to ineffective conflict intervention and resolution, helping to perpetuate violence. Second, looking at vernacular discourses of Kosovo Serbs and Albanians this ideological study illustrated how historical victimage is created and reproduced in everyday melodramatic "commemoration rituals". The analysis demonstrated how official historiographies amalgamate with personal and collective memories, both regional and national, to produce coherent and rational victimage narratives for the speakers. Third, it has been pointed out that the historical victim status is desirable because it affords emotional, symbolic and political resources, while being the villain implies guilt and punishment. Narratives of historical victimage invoke the past to make sense of the present, serve to create harsh dichotomies of oppressor/oppressed, through which the Other is delegitimized and becomes the target of violence, justified as revenge.* »⁹¹

Placé devant des enjeux ainsi définis, l'individu se trouve en conflit de loyauté entre d'un côté, ses observations, son sens critique, et de l'autre, les interdits nationaux ou religieux qu'il ne saurait transgresser, au risque de passer pour traître à sa propre communauté.

La presse comme véhicule des perceptions

Les perceptions évoquées jusqu'ici sont particulièrement visibles dans la presse écrite et électronique. Sous forme de dénigrement délibéré, mais surtout

⁹⁰ Pour un aperçu de cette problématique, voir par exemple: European Stability Initiative, *Isolation Confirmed. How the EU is undermining its interests in Kosovo*, 22.11.2010, www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_119.pdf.

⁹¹ Helena ZDRAVKOVIĆ, "The vernacular discourses of historical victimage of Kosovo Serbs and Albanians", *Balkanica*, Belgrade, no. 36, 2005, p. 111.

sous forme d'absence (ou presque) d'information positive sur l'autre communauté. Ceci est particulièrement nuisible à un rapprochement des communautés, puisque, dans le contexte de division politique et sociale de la région, la presse joue un rôle particulier de transmission de l'information au-delà de la ligne de partage. Or, de part et d'autre, cette information est souvent partielle, partielle, concentrée en général sur les incidents violents et n'est que peu accessible à la majorité de la population ne parlant que sa propre langue. Par ailleurs, les informations sur la région de Mitrovica ne sont que rarement produites par des médias de cette région. La presse internationale se limite souvent à la dimension politique problématique de la région, appuyée par des photos prises sur le pont de Mitrovica au travers de barbelés (qui n'y sont pourtant plus depuis 2008), de même que la presse locale, élaborée à Pristina ou Belgrade et plus sujette aux influences politiques. Du coup, il est très difficile de se faire une idée précise sur la vie « de l'autre côté ». Des stations de télévision et de radio existent cependant à Mitrovica Nord et Sud et dispensent une information locale parfois intéressante de ce point de vue, mais avec peu de moyens et peu d'informations dépassant les limites de leur propre communauté. Il n'y a par ailleurs que très peu de médias bilingues. Des programmes de qualité existent pourtant, telle l'émission hebdomadaire « Jeta në Kosovë »⁹² diffusée par la Radio Télévision du Kosovo (RTK) à Pristina et proposant des débats critiques sur des questions de société, mais ceux-ci ne sont pas traduits en serbe, alors qu'ils pourraient justement offrir aux spectateurs du Nord une vue détaillée sur la vie actuelle au Kosovo. A notre connaissance, seule la petite revue « M-Magazine » de l'ONG locale CBM,⁹³ rédigée par des collaborateurs albanais et serbes, propose un contenu bilingue et des réflexions sur les questions de société à Mitrovica, mais avec un tirage limité et un manque de fonds chronique.

92 « La vie au Kosovo », émission dirigée par la journaliste Jeta Xharra du *Balkan Investigative Reporting Network* (BIRN) <http://birn.eu.com>. Pour une description des programmes voir : www.jetanekosove.com/advCms/?id=1&lng=Eng#id=1283,13385033.

93 Cf. www.cbmitrovica.org.

2.8. Conclusions

En contraste avec l'ampleur locale, régionale et internationale du contentieux à son propos, le Nord du Kosovo est une petite région, comptant au maximum 260'000 personnes pour 1'900 km² ou — si l'on ne considère que le territoire au Nord de l'Ibar — au plus 71'000 personnes pour 1'300 km². Une région fortement divisée entre ses populations, albanaise au Sud de la rivière et serbe au Nord.

Les populations sont ainsi divisées par la rivière Ibar en deux ensembles nationalement homogènes : Albanais au Sud, Serbes au Nord. Cette délimitation n'est pas exacte et des quartiers mixtes au Nord sont encore dans une dynamique d'affrontement et de « conquête du terrain », émaillés d'incidents sporadiques. La division humaine se double d'une division économique et perceptive. Quelques points de contact sont aussi présents entre populations, avec des échanges, notamment économiques, qui ne supposent pas forcément un début de réconciliation, mais qui certainement ouvrent la voie à une normalisation des relations et, par endroits, à une meilleure compréhension mutuelle.

L'économie de cette région — qui s'était structurée au cours du XXe siècle autour du géant minier et industriel « Trepca » — est depuis la guerre marquée par une sévère crise de désindustrialisation, que le très faible secteur privé n'arrive pas à compenser. Ce dernier se limite essentiellement au commerce et aux services sans forte valeur ajoutée, tandis que la production est pratiquement au point mort. Malgré son passé industriel, cette région est la plus rurale du Kosovo. Elle est aussi la plus désavantagée du pays, lui-même le moins développé des Balkans et, partant, d'Europe.

Les taux de chômage de Mitrovica (estimés par l'UE entre 60 et 70%) sont les plus hauts du Kosovo (dont la moyenne est estimée à 50%). La situation des jeunes est particulièrement précaire, avec un niveau de chômage abyssal estimé à 85%. La région est également celle qui au Kosovo connaît, tout à la fois, la plus grande pauvreté, la plus forte disposition à l'émigration, de même que la dépendance la plus marquée aux *remittences*.

Toutefois, la situation entre le Nord et les Sud de l'Ibar est fortement contrastée : le Nord dispose d'un niveau de vie moyen bien plus élevé que le

Sud ; il est à la fois lié au système économique de Serbie (dans l'ensemble plus performant que celui du Kosovo) et bénéficie de subsides de Belgrade, de Pristina et internationaux, sans compter une taxation proche de zéro. Le Sud jouit de subsides de Pristina et internationaux, ainsi que de *rémittences* plus importantes que le Nord, mais reste dans l'ensemble clairement moins avantage.

Cette situation caractérisée par l'absence de création de richesses engendre une forte dépendance économique de la région de Mitrovica — dépendance que la césure Nord/Sud rend double. Incapable de subvenir par elle-même à ses besoins, elle dépend des transferts de Pristina, de Belgrade et la « communauté internationale ». Chaque moitié de Mitrovica ayant sa propre architecture de dépendances, la rendant vulnérable aux changements d'équilibre entre ces trois pôles.

Les perceptions au sein des communautés albanaise et serbe dénotent de grandes rancoeurs mutuelles, ainsi qu'un profond fossé dans l'information sur la réalité « des autres », fossé accentué par la persistance d'un formatage perceptif sur un chablon national. Rendant les populations plus perméables aux discours politiques radicaux, ce phénomène limite une compréhension commune du présent et du passé. Il handicape également la construction d'une société basée sur des valeurs communes et l'émergence d'un contrat social. Des perceptions similaires existent cependant aussi dans les deux communautés, qui se traduisent en particulier par une méfiance et une insatisfaction de plus en plus perceptibles au sein de chaque groupe envers sa propre classe politique et par la prépondérance des inquiétudes liées aux perspectives économiques.

Alors que la question de l'intégration du Nord du Kosovo — ou plutôt celle de son refus d'intégration — est le plus souvent décrite en termes politiques, idéologiques ou « ethniques », il convient d'en saisir également la nature complexe, et en particulier sa composante matérielle. En effet, la combinaison des dimensions de division des communautés et perceptions, de double dépendance économique et de disparité des niveaux de vie entre Nord et Sud fait de l'intégration des communes du Nord de l'Ibar dans le Kosovo un défi considérable. Du point de vue de la population serbe du Nord, peu de raisons plaident pour un

renoncement aux bénéfices matériels découlant du système économique et financier de Serbie, en échange de l'intégration à un système kosovar plus pauvre, au chômage plus élevé, et qui plus est dans sa région la plus désavantagée. Malgré la baisse, depuis 2008, des prestations belgradoises et la chute du dinar serbe face à l'euro (utilisé au Sud), le Nord reste encore plus attractif. A ceci s'ajoutent l'abyme de perceptions entre communautés et le peu de signes d'ouverture de part et d'autre.

Des potentiels existent pourtant, mais constituent des entreprises de longue haleine. Nous les voyons essentiellement et dans un premier temps dans un développement économique soutenu de la région (en particulier dans le domaine agricole), dans la mise en place d'une information pragmatique et dépolitisée sur la région et dans l'élaboration d'un projet de société (par les acteurs politiques et basé sur les besoins socioéconomiques des populations) communiqué de façon claire, ouverte et compréhensible par toutes les communautés.

Aujourd'hui, la frustration sociale et l'insatisfaction quant au travail des institutions locales et internationales sont de plus en plus perceptibles, accentuées, dans la communauté albanaise du Kosovo, par une désillusion croissante suite au pic émotionnel de l'indépendance. Cette combinaison de facteurs fait aussi craindre des troubles de nature purement sociale.⁹⁴ Le chapitre suivant aborde la question des institutions dans cette perspective.

94 Cf. compte rendu du SRS L. Zannier au CS-ONU du 17.05.2010, " Lack of communal reconciliation in Kosovo risks social unrest, UN envoy warns, UN News Centre, 17.05.2010, www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34730&Cr=Kosovo&Cr1=.

3. Institutions

«*Someone needs to do something*»⁹⁵

Cet appel à la raison d'un habitant de Mitrovica, relativement courant, illustre la confusion, la lassitude, voire le désespoir que de nombreux citoyens ressentent face à leurs institutions. Or, les *someone* paraissent aussi insaisissables que nombreux alors que le *something* reste très flou. Dans ce système particulier formé de trois ensembles d'institutions concurrentes, le grand absent est souvent le citoyen qu'elles affirment pourtant servir.

Après avoir esquissé les dynamiques et besoins socioéconomiques de la région de Mitrovica dans le chapitre précédent, nous analyserons dans celui-ci la structure et le fonctionnement des principales institutions, leur efficacité en termes de services publics et leur appréciation par les citoyens, de part et d'autre de l'Ibar. Comme nous le verrons, les niveaux de satisfaction des habitants de la région de Mitrovica (au Nord comme au Sud) envers leurs institutions (qu'elles soient du Kosovo ou de Serbie) sont fort bas.

Nous nous penchons en particulier sur le niveau municipal, pour tenter de mettre à plat son architecture particulière, redondante et conflictuelle. Nous questionnerons la relation que les institutions entretiennent avec les citoyens, notamment pour voir dans quelle mesure elles répondent, ou non, aux besoins précédemment décrits.

3.1. Trois niveaux de blocages

Actuellement, les institutions locales apparaissent plus souvent comme l'outil (et l'otage) des politiques de Belgrade et de Pristina, dans leur affrontement sur le statut du Kosovo, que des instances au service des citoyens. Historiquement, la question du statut, qui concerne en premier lieu les autorités de Belgrade et celles de Pristina, est devenue une question internationale depuis la guerre du Ko-

95 Citation extraite d'un interview avec un habitant de Mitrovica à propos de la division de la ville, cf. Kosovar Stability Initiative (IKS), *Disorderly Conduct: Government in Mitrovica, Policy Brief*, 17.12.2009, p. 8, www.iksweb.org/repository/docs/policy_brief_mitrovica_governance.pdf.

sovo (1998-1999),⁹⁶ impliquant à des degrés divers la plupart des pays, que ce soit directement par leur politique étrangère envers Pristina et Belgrade ou indirectement par le biais des organisations internationales dont ils sont membres et qui s'impliquent dans la question. Suite aux blocages survenus entre Belgrade et Pristina — dans leur relations bilatérales et sur la scène internationale — les protagonistes utilisent leurs institutions locales — en plus de leur rôle de pourvoyeurs de services — également pour marquer des points sur le terrain. La région de Mitrovica ressemble de ce point de vue à la ligne médiane d'un jeu d'échecs. Mais cette question concerne évidemment aussi les populations locales : les femmes, les hommes, les enfants vivant au Kosovo et en Serbie, leur vie, leurs moyens d'existence, leurs perspectives.

3.2. Etat de droit : quel droit ?

La question de la souveraineté, abordée dans l'introduction de cette étude, conduit à celle de son exercice par l'Etat,⁹⁷ en particulier dans les domaines de la sécurité (extérieure et intérieure), de la justice et des finances. Dans les faits, en raison de la division territoriale et institutionnelle, mais également en raison des prérogatives maintenues par certaines institutions internationales (principalement la KFOR et la MINUK, puis l'ICO et EULEX), une situation de « pluri-souveraineté » s'est mise en place sur le territoire du Kosovo depuis la fin de la guerre en 1999, se renforçant suite à la déclaration d'indépendance et son rejet par la Serbie. Dans la pratique, trois législations sont appliquées au Kosovo: les lois du Kosovo, celles de la Serbie et les directives (regulations) de la MINUK. Dans le domaine de la justice, des cours serbes maintiennent leur juridiction sur le Kosovo et des juges censés appliquer les lois de Serbie ont été nommés

96 Notamment par l'avènement, dès 1998, du débat soutenu dans les enceintes internationales, (en particulier le CS-ONU), par l'intervention militaire de l'OTAN (1999) et par l'établissement subséquent de missions internationales militaire (KFOR) et d'administration civile (UNMIK) sur le territoire du Kosovo.

97 Les fonctions régaliennes de l'Etat, celles où il exerce sa souveraineté, sont le plus souvent réparties en quatre catégories : sécurité extérieure (diplomatie, forces armées), sécurité intérieure, justice et finances (monnaie, impôts).

au Kosovo,⁹⁸ au Nord. Au Sud, les tribunaux appliquent les lois du Kosovo, avec une juridiction s'étendant théoriquement aussi au Nord, par des cours ayant été transférées du nord au sud de l'Ibar. Cependant, une forte dysfonctionnalité caractérise ce système. Selon un rapport de l'OSCE, « *Since February 2008, the justice system in the Mitrovicë/Mitrovica region has been functioning only in a limited capacity. [...] there has been no major progress in the operation of the rule of law institutions in the region. This report [...] reiterates concern over continuing human rights violations as well as the difficult working conditions in some judicial offices.* »⁹⁹

L'Etat de droit a été reconnu comme élément central de la construction de l'Etat au Kosovo et les lacunes dans ce domaine ont conduit l'UE à y déployer sa plus grande mission de Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) à ce jour, baptisée justement EULEX Kosovo – EU Rule of Law Mission.¹⁰⁰ Initialement prévue comme devant opérer dans le cadre du Plan Ahtisaari¹⁰¹ et de la Constitution du Kosovo, son mandat a par la suite été modifié pour permettre son déploiement dans le Nord réfractaire. Elle a cependant dû pour cela adopter une ligne neutre quant au statut du Kosovo et souscrire à un accord avec Belgrade et la MINUK en novembre 2008¹⁰² pour finalement se déployer sous le « parapluie » de la Rés. 1244.¹⁰³ Du coup, et ayant pour mission de soutenir l'Etat de droit au Kosovo, elle se retrouve dans l'ambiguïté quant au droit qu'elle devrait appliquer : celui du Kosovo, de Serbie ou de la MINUK. Dans les faits, les lois du Kosovo sont utilisées au Sud et les directives de la MINUK au Nord, mais les fonctionnaires des missions internationales préfèrent parler,

puddiquement, de *l'applicable law*, sans préciser à laquelle ils se réfèrent.¹⁰⁴

Difficile dans ces conditions de ne pas voir de partition légale du Kosovo, bien que le terme soit hautement tabou (tout à la fois pour les politiciens albanais, serbes et internationaux, en ceci très unis). Par ailleurs, dans d'autres domaines administratifs, la rupture est également bien visible au quotidien: au Nord on paie son café en dinars, au Sud en euros, au Nord on roule avec des plaques minéralogiques de Serbie (ou, plus simplement, sans plaques), au Sud avec celles du Kosovo.¹⁰⁵

Dans ce contexte, il est souvent fait mention d'institutions illégales (c'est-à-dire établies selon l'un des systèmes juridiques et en violation d'un autre) et le terme plus flou d'« institutions parallèles » est souvent employé, en particulier par les missions internationales¹⁰⁶. Pristina dénonce ainsi les institutions établies au Nord selon la Constitution de Serbie, comme enfreignant celle du Kosovo. Inversement, Belgrade considère les institutions du Kosovo comme illégales et parallèles parce que ne respectant pas selon elle la Rés. 1244, mais aussi sa propre Constitution. Elle passe par contre largement sous silence la contradiction venant de la mise en place de ses propres institutions au Nord du Kosovo, qui sont du coup non seulement illégales selon la Constitution du Kosovo, mais également selon la Rés. 1244. De même, dans une tentative de preuve par l'évidence, chacun accuse l'autre de ne pas reconnaître « la nouvelle réalité ».

3.3 Institutions locales

Mitrovica Sud

Actuellement, la partie sud de la ville de Mitrovica est régie selon les lois du Kosovo, par la municipa-

98 En janvier 2010, cf. Petrit COLLAKU, "Kosovo President Against Parallel Structures", *BalkanInsight*, 06.01.2010, www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-president-against-parallel-structures

99 Cf. OSCE, *The Mitrovicë/Mitrovica Justice System: status update and continuing human rights concerns*, Issue 1, Pristina, 02.2010, www.osce.org/kosovo/41578

100 Cf. www.eulex-kosovo.eu.

101 Plan Ahtisaari, art 13.

102 Suite au plan dit des « six points » proposé par le SG-ONU, le 8 octobre 2008.

103 Les autorités de la commune de Leposavić/q, au Nord, se sont d'ailleurs amusées à dresser, sur le toit de la station de police devant accueillir les représentants de la mission, un parapluie géant de couleur bleue ciel orné de l'inscription « 1244 », en guise de bienvenue.

104 Voir, par exemple, la définition que la composante de Justice d'EULEX donne de ses fonctions sur son site Internet: *Judicial functions*, www.eulex-kosovo.eu/en/justice/judicial-functions.php (accédé, le 10 mai 2010).

105 Malgré une récente amélioration au Sud, se retrouver du faux côté avec les fausses plaques peut se solder par un pare-brise et des dents cassés.

106 Voir par exemple les rapports de l'OSCE sur le sujet : *Parallel Structures in Kosovo, 2006-2007*, Pristina, 04.04.2007, www.osce.org/kosovo/24618, et *Parallel Structures in Kosovo, October 2003*, Pristina, 07.10.2003, www.osce.org/kosovo/42584

lité de Mitrovica. Celle-ci, théoriquement et selon cette juridiction, devrait également régir la partie nord de la ville. N'ayant d'accès physique qu'aux quartiers mixtes de cette partie, elle ne le fait que partiellement, offrant des services aux citoyens se déplaçant au Sud, principalement des Albanais, mais aussi des Serbes utilisant parfois des intermédiaires albanais. En juillet 2010, un bureau d'enregistrement civil a été ouvert par le Gouvernement du Kosovo dans le quartier mixte de Mitrovica Nord dit Bošnjačka Mahala Lagja e Boshnjakëve.¹⁰⁷ L'administration de la commune de Mitrovica est subdivisée en dix directorats : 1. Administration et personnel, 2. Santé et services sociaux, 3. Education, 4. Finances, économie, développement, 5. Planification, urbanisme, cadastre et propriétés, 6. Services publics et infrastructure, 7. Agriculture et protection de l'environnement, 8. Inspections, 9. Préparation et sauvetage, 10. Culture, jeunesse, sports.¹⁰⁸

Mitrovica Nord

La partie nord de Mitrovica est gouvernée, depuis 2002, par l'*UNMIK Administration in Mitrovica* (UAM) laquelle est conseillée par un « *advisory board* » composé de représentants serbes locaux. L'UAM sert notamment d'intermédiaire vis-à-vis du Gouvernement du Kosovo. De plus, une municipalité selon les lois de Serbie couvre théoriquement l'ensemble du territoire de la commune, mais n'a dans les faits pas accès au sud de l'Ibar.

En mai 2008, les élections communales de Serbie ont été également tenues au Kosovo (les premières depuis la déclaration de l'indépendance) ; mais dans les faits, seulement dans les zones à majorité serbe, dont Mitrovica Nord. Vainqueurs

107 Suivi d'une manifestation organisée par des politiciens serbes durs et au cours de laquelle l'explosion d'une grenade tua une et blessa plusieurs autres personnes parmi les manifestants, cf. Bojana BARLOVAC, "One Dead, 11 Injured in Blast in North Mitrovica", *BalkanInsight*, 05.07.2010, <http://old.balkaninsight.com/en/main/news/29202/>

108 Cf. OSCE, *Municipal Profile, Mitrovica*, 09.2009, op. cit.

de ce scrutin, le DSS¹⁰⁹ et le SRS¹¹⁰ (tous deux nationalistes durs et actuellement dans l'opposition au Parlement de Serbie) ont formé le gouvernement municipal, qui est tombé en 2009, suite à un désaccord interne (en Serbie, le SRS s'était entre-temps scindé en deux partis : le SRS¹¹¹ et le SNS).¹¹² Aux élections complémentaires du 30 mai 2010, le SNS et le DSS sont les partis à avoir recueilli le plus de voix, mais une coalition réunie autour du DS¹¹³ forma cependant une majorité au parlement municipal (l'alignant ainsi sa composition avec celui de Belgrade).¹¹⁴ Depuis octobre 2010, la municipalité est à nouveau dirigée par les partis nationalistes conservateurs (DSS et SNS), suite au ralliement d'un partenaire du DS au camp conservateur.¹¹⁵

Les structures dites parallèles¹¹⁶ concernaient initialement les domaines de la justice, du droit à la propriété, de la sécurité de l'éducation et de la santé. Ces services sont essentiellement destinés à la communauté serbe, bien qu'ils soient également délivrés à quelques Albanais du sud de Mitrovica se rendant au nord (pensions, soins à l'hôpital situé au Nord). Quoique illégales aux termes de la Rés. 1244 et de la Constitution du Kosovo, elles ne sont pas toutes de même nature, certaines étant institutionnelles (p. ex. les forces de police du Ministère de l'Intérieur de Serbie) ou informelles, bien que structurées et salariées (p. ex. l'organisation de sécurité des « Gardiens du Pont »).¹¹⁷

109 Parti démocratique de Serbie, de l'ancien Premier ministre serbe V. Koštunica (cf. www.dss.rs).

110 Parti radical serbe, formellement dirigé par V. Šešelj (toujours en procès au Tribunal de La Haye), était alors conduit dans la pratique par son délégué T. Nikolić (cf. www.srpskaradikalnastranka.org.rs).

111 D. Todorović remplace T. Nikolić à la tête du parti, en septembre 2008.

112 Parti progressiste serbe (cf. <http://sns.org.rs/>).

113 Parti démocratique, dirigé par le président serbe B. Tadić (cf. www.ds.org.rs).

114 Cf. Florian BIEBER, « Moderation in Mitrovica », *Florian Bieber* (Blog de l'auteur), 23.06.2010, <http://fbieber.wordpress.com/2010/06/23/moderation-in-mitrovica/>

115 Cf. « DSS i SNS preuzele vlast u Kosovskoj Mitrovici », [« Le DSS et le SNS ont repris le pouvoir à Kosovska Mitrovica »], *SEEBIZ*, 21.10.2010, www.seebiz.eu/sr/politika/dss-i-sns-preuzele-vlast-u-kosovskoj-mitrovici,95886.html.

116 Pour une description détaillée, cf. OSCE, *Parallel Structures in Kosovo, 2006-2007*, Pristina, 04.04.2007, www.osce.org/kosovo/24618, et OSCE, *Parallel Structures in Kosovo, October 2003, Pristina*, 07.10.2003, www.osce.org/kosovo/42584

117 OSCE, *Parallel Structures in Kosovo, 2006-2007*, op. cit, p. 25.

Au-delà de ces domaines, elles offrent des services du domaine civil, notamment de santé et d'éducation. Par ailleurs, « *In many cases parallel structures operate as a de facto social welfare system. Particularly in healthcare and education where they are overstaffed* ». ¹¹⁸

Après la déclaration d'indépendance du Kosovo, les structures parallèles ont reçu une dimension politique bien plus affirmée, suite à l'élection d'institutions communales selon les lois de Serbie. Ceci a passablement augmenté leur visibilité, mais aussi la conflictualité de la question, en les ancrant formellement dans le système serbe, en contravention de la Constitution du Kosovo et de la Rés. 1244.

En vue de la résolution à terme du conflit, il convient cependant de considérer ces structures non seulement du point de vue de leur illégalité, mais également en termes de fonctionnalité et en particulier d'offre et de demande de services publics. Une telle démarche doit permettre d'identifier les besoins pratiques auxquels ces structures répondent et conduire à une réflexion sur les possibilités de couvrir ces besoins de façon alternative et satisfaisante pour la population serbe du Nord, comme pour les autres communautés. Une telle approche était déjà préconisée en 2003 par l'OSCE qui, en 2007 encore, notait: « *The complexity of the issue indicates that political will needs to be mobilized on all sides for the development of a comprehensive strategy which is required for the integration of parallel structures. This strategy should systematically address the parallel demand and supply sides of service provision, and develop tools of policy enforcement. Simply closing down parallel structures dealing with health care and education is not an acceptable solution. The final aim should be the comprehensive inclusion of the existing parallel public services into a unified system.* ». ¹¹⁹

Pour sa part, le Plan Ahtisaari prévoit la création d'une commune distincte de Mitrovica Nord, de même qu'un conseil mixte des deux municipalités de Mitrovica Nord et Sud, devant encadrer leur coopération fonctionnelle. ¹²⁰ Une période de transition de l'UNMIK à l'ICO (120 jours dès

février 2008) aurait dû voir la mise en place d'une structure municipale provisoire au Nord, sous l'autorité de l'ICO jusqu'à la tenue d'élections locales (selon les lois du Kosovo). En raison du rapport de forces sur le terrain, ceci n'a pas eu lieu.

3.4. Efficacité des institutions ?

De manière générale, les performances de l'administration publique au Kosovo restent très basses, ce qui est souligné par la Commission européenne : « *Overall, public administration reform in Kosovo remains a major challenge. Establishing a professional, accountable, accessible, representative public administration and ensuring delivery of public services to all in Kosovo needs to be addressed as a matter of high political urgency. This is a key European Partnership priority. The capacity of Kosovo's public administration remains weak.* » ¹²¹

Ceci concerne aussi, dans l'ensemble, les communes. Une étude récente examine en détail les institutions municipales du Kosovo et de la Serbie au Kosovo, sous l'angle de la fonctionnalité. ¹²² Elle aborde cette question non pas du point de vue de leur légitimité, mais du point de vue de leur efficacité intrinsèque et en termes de services aux citoyens. Suggérant l'idée d'une forme de compétition entre institutions de ces deux systèmes, elle dégage, en particulier, des facteurs pouvant encourager (ou au contraire repousser) les Serbes du Kosovo à se rapprocher de l'un ou de l'autre.

Vues sous cet angle, les institutions municipales des deux systèmes présentent de nombreuses similitudes, celles du Kosovo disposant toutefois d'un peu plus d'autonomie dans l'ensemble, dont elles ne font pourtant pas pleinement usage, celles de Serbie, plus centralisées, offrent comparativement moins de services (dispensés cependant au niveau des ministères). Les deux systèmes, fortement soumis aux politiques de partis centrales, offrent comparativement peu

118 Idem, p. 8.

119 Idem, p. 9.

120 Composé de 11 membres, 5 désignés par chaque municipalité et 1 international désigné par l'ICO (annexe III, art 13.).

121 European Commission, *Kosovo - 2010 Progress Report*, Brussels, 09.11.2010, p. 9, http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2010/package/ks_rapport_2010_en.pdf.

122 Cf. György HAJNAL and Gábor PÉTERI, *Local reform in Kosovo, final report*, Prishtina: Forum 2015 (Kosova Foundation for Open Society, 02.2010, <http://kfosweb.info/pdf/reformalokale-neKosoveanglisht.pdf>).

de moyens de rendre des comptes à leurs citoyens. En raison de l'élection directe du maire, le système du Kosovo apparaît légèrement plus transparent. Les deux systèmes se montrent ensuite fortement dépendants des ressources centrales ; ce qui remet en question l'idée de décentralisation, du fait du peu de fonds propres dont les communes disposent pour exercer leurs prérogatives. De plus, ils ne présentent que peu d'encouragements au prélèvement de revenus communaux, tout spécialement dans le système très centralisé de Belgrade. Aucun des deux ne prévoit, par exemple, la possession de terrains par les communes (lesquels leurs sont mis à disposition par les autorités centrales, accordant un seul droit d'usage). Dans le cas des services publics communaux, l'Etat central en est propriétaire en Serbie,¹²³ alors qu'au Kosovo, les communes ont légalement leurs parts des entreprises de services publics municipaux, mais n'exercent pas pleinement leurs droits de propriété.¹²⁴

L'une des grandes différences réside toutefois dans les sommes que les institutions de Pristina, respectivement de Belgrade, mettent à disposition des populations qu'elles entendent soutenir (salaires, retraites, aides sociales, infrastructures, etc., à quoi il faut ajouter, dans le cas des sommes versées par la Serbie, le « supplément du Kosovo », un pourcentage salarial additionnel attribué aux Serbes vivant au Kosovo, ou d'autres bonus similaires). Ainsi, du point de vue des bénéficiaires, les bénéfices financiers du système de Belgrade sont clairement supérieurs. Le salaire moyen reçu de Serbie au Kosovo est évalué à presque 900 €/mois.¹²⁵ Un tel revenu toucherait une personne dans chaque famille serbe (principalement par le biais des employés dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'administration publique). Ce salaire est non seulement plus de trois fois plus élevé qu'un salaire moyen du Kosovo, mais il est plus de deux fois plus élevé qu'en Serbie même. Un autre facteur important, tendant à maintenir ce système en place, est la motivation des fonctionnaires qui le composent et qui bénéficient des salaires qu'il prévoit. Comme le secteur public est le principal pourvoyeur d'emplois, les employés de l'administration n'ont que peu de

motivation à le quitter. Par ailleurs, s'il quittait l'administration de Serbie, un fonctionnaire aurait bien moins de chances de trouver un emploi dans celle du Kosovo aux capacités déjà saturées, et moins encore d'y toucher un salaire aussi élevé.

Cette architecture municipale laisse peu de place aux initiatives des communes et, partant, aux initiatives privées. Elle apparaît comme entretenant la dépendance des communes et des citoyens face à Pristina ou à Belgrade. La dépendance proposée par la seconde est certainement plus profitable sur un plan financier, mais se montre aussi de nature à renforcer d'autant plus la passivité des citoyens et à creuser le fossé entre dépendance et développement économique autonome.

3.5. Les institutions vues par les citoyens

La question de la légitimité des institutions aux yeux des citoyens semble bénéficier de beaucoup moins d'attention que le contentieux à propos de leur constitutionnalité. Or, dans l'ensemble, le niveau de satisfaction des citoyens envers les institutions des deux systèmes est bas à très bas et généralement en baisse.

La satisfaction face aux institutions centrales du Kosovo a fait l'objet d'études régulières de UNDP/USAID. Pour la période de septembre 2009 à janvier 2010, elles indiquent les valeurs suivantes d'« interrogés satisfaits » : *Gouvernement*: 36% (-20% par rapport à septembre 2009), *Premier Ministre*: 42% (-10%), *Président*: 58% (-3%), *Parlement*: 33% (-13%), *Tribunaux*: 15% (-10%, niveau le plus bas), *Police*: 76% (+5%). Ainsi, seule la police du Kosovo (KP) satisfait plus de la moitié des personnes interrogées et affiche un taux à la fois très élevé et croissant.¹²⁶ Dans la période suivante, cette tendance s'accroît encore (sauf pour les tribunaux en légère croissance); en novembre 2010, ces valeurs sont de: *Gouvernement*: 25% (-11% par rapport à mars 2010), *Premier Ministre*: 31% (-11%), *Président*: 31% (-27%), *Parlement*: 32% (-1%),

123 Idem, p. 63.

124 Idem, p. 61.

125 Idem, p. 77

126 Cf. UNDP / USAID, *Fast Facts, Early warning Report*, No 27, Pristina, 10.03.2010, www.ks.undp.org/repository/docs/Fast_Facts_27_ENGEditedFinal-1.pdf.

Tribunaux: 19% (+4%), *Police*: (valeur non disponible).¹²⁷

Concernant les *institutions communales*, des enquêtes détaillées ont récemment été conduites dans toutes les municipalités du Kosovo sur la satisfaction des citoyens vis-à-vis de leurs autorités locales respectives.¹²⁸ Nous retenons, ci-dessous, pour Mitrovica Sud et Nord, les ensembles de réponses concernant l'appréciation générale (1.) des difficultés personnelles, (2.) du travail de l'administration communale, (3.) de l'information sur le travail de la municipalité

et la qualité de l'information pourvue par celle-ci et (4.) les avis sur le type d'institutions devant régler les problèmes des citoyens (centrales vs. communales). Dans l'ensemble, ces valeurs sont négatives à très négatives dans les deux parties de Mitrovica ; les résultats y étant plus élevés que dans le reste du Kosovo. A Mitrovica Nord, ces valeurs sont encore plus marquées. Par ailleurs, il est à relever que les réponses au Nord privilégient clairement les autorités centrales pour le règlement des problèmes des citoyens, tandis qu'au Sud elles indiquent une nette préférence pour les autorités locales.

"Life has become so complicated today that I almost can't find my way"

	<i>Strongly agree</i>	<i>I agree</i>	<i>Neither agree nor disagree</i>	<i>Disagree</i>	<i>Strongly disagree</i>	<i>Don't know</i>
Mitrovica (South)	6.20%	23.10%	22.30%	20.40%	20.40%	7.70%
Mitrovica (North)	28.90%	45.60%	17.80%	7.80%	0.00%	0.00%
Kosovo Average	8.80%	21.10%	31.30%	21.10%	13.30%	4.40%

How satisfied are you with the work of your Municipal Administration?

	<i>Very Satisfied</i>	<i>Somewhat satisfied</i>	<i>Somewhat unsatisfied</i>	<i>Very unsatisfied</i>	<i>Don't know/Refuse</i>
Mitrovica (South)	0.40%	39.20%	49.60%	7.30%	3.50%
Mitrovica (North)	0.00%	15.60%	26.70%	33.30%	24.40%
Kosovo Average	12.80%	54.40%	18.10%	8.40%	6.20%

How informed you feel about the work that your municipality is doing in general?

	<i>Very Satisfied</i>	<i>Somewhat satisfied</i>	<i>Somewhat unsatisfied</i>	<i>Very unsatisfied</i>	<i>Don't know/Refuse</i>
Mitrovica (South)	0.00%	34.20%	35.00%	24.20%	6.50%
Mitrovica (North)	0.00%	8.90%	73.30%	14.40%	3.30%
Kosovo Average	5.20%	31.30%	34.50%	16.30%	12.70%

127 Cf. UNDP / USAID, *Public Pulse Poll. Fast Facts*, Pristina, 12.2010, www.ks.undp.org/repository/docs/pp-ver-FINAL-_eng.pdf.

128 Cf. Tableaux établis à partir de: Republic of Kosovo – Government, Ministry of Local Government Administration / USAID, *Citizen Satisfaction with municipal Governance, a household survey 2010*, Pristina: Effective Municipality Initiative, 06.07.2010, pp. 22, 24, 119, 120, 122, 132, 133, <http://emi-kosovo-rti.org/?cid=2,56>.

Can you please rate "the clear and precise information" given to citizens?

	<i>Excellent</i>	<i>Good</i>	<i>Not so good</i>	<i>Very bad</i>	<i>Don't know / Refuse</i>
Mitrovica (South)	5.20%	45.90%	45.90%	2.20%	0.70%
Mitrovica (North)	0.00%	20.00%	40.00%	40.00%	0.00%
Kosovo Average	16.50%	56.80%	19.40%	4.10%	3.10%

Who can better solve problems: local or central government?

	<i>Yes, local authorities can solve the problems of municipality</i>	<i>No, the problems of municipality can be solved only centrally, by the central authorities</i>	<i>Some can be solved by the local and some by the central authorities</i>	<i>Don't know/Refuse</i>
Mitrovica (South)	29.20%	8.50%	48.80%	13.50%
Mitrovica (North)	26.70%	46.70%	2.20%	24.40%
Kosovo Average	28.10%	12.60%	41.30%	18.00%

Sur la base de ces opinions et compte tenu de la division des populations et des institutions à Mitrovica, il convient de se poser la question de savoir quel est l'attrait des institutions d'une communauté pour les personnes de l'autre. En dépit des questions politiques, on peut supposer que si chaque communauté voit ses propres institutions avec des niveaux de satisfaction aussi bas, à bien plus forte raison l'autre communauté doit en être encore moins convaincue. A cela s'ajoutent les questions politiques évoquées, mais aussi l'accès à l'information sur les institutions de l'autre communauté. Or, là également, l'information des autorités locales est pauvre et/ou ressentie comme telle par leur propre communauté, donc d'autant plus par l'autre. En général, les institutions communales et centrales ne proposent qu'une information maigre à inexistante dans la langue de l'autre communauté, avec quelques exceptions seules.

La langue joue en effet un rôle crucial, puisque l'albanais et le serbe sont des langues distinctes. Les Serbes ne comprennent que rarement l'albanais, contrairement aux Albanais qui souvent maîtrisent mieux le serbe, ce qui est toutefois beaucoup plus rare dans la génération ayant actuellement 30 à 35 ans ou moins (c'est-à-dire pratiquement la moitié de la population albanaise du Kosovo).

Un survol des sites Internet des diverses institutions locales donne une idée grossière de l'état de la question : au Nord du Kosovo, la

municipalité de Mitrovica Nord ne dispose pas de site Internet officiel, à notre connaissance, contrairement à celles de Zvečan, Zubin Potok et de Leposavić,¹²⁹ qui cependant ne proposent l'information qu'en serbe (Zvečan seulement en alphabet cyrillique) et, hormis pour Leposavić, elle est peu détaillée et/ou mal mise à jour. Au Sud, les trois communes de Mitrovica, Vushtrri et Skenderaj disposent de sites Internet.¹³⁰ Dans l'ensemble, les informations y sont dispensées en albanais. Le contenu anglais est présent mais moins étoffé (il est inexistant pour Skenderaj). Le contenu en serbe est beaucoup plus rare (inexistant pour Skenderaj et Vushtrri). Par ailleurs, le Ministère du Gouvernement Local propose un site avec des présentations individuelles de toutes les communes du Kosovo.¹³¹ Pour ces trois communes il offre un contenu en albanais, partiellement en anglais et en serbe, mais pour Vushtrri seulement, alors que les pages des trois communes du Nord sont « under construction » dans toutes les trois langues. Enfin, l'Association des Municipalités du Kosovo propose un site bien fourni, mis à jour et en trois langues, son contenu concerne toutefois plus le travail de l'association que celui des communes.¹³²

¹²⁹Cf. respectivement, www.opstinazvecan.rs, www.zubin-potok.org.rs, et www.leposavic.org (consultés le 10 août 2010).

¹³⁰Cf. www.mitrovica-komuna.org (consulté en juillet 2010, inaccessible les 9 et 10 août 2010), www.komuna-skenderaj.org, et www.komuna-vushtrri.org (consultés le 10 août 2010).

¹³¹<http://kk.rks-gov.net> (consulté le 10 août 2010).

¹³²Cf. www.komunat-ks.net.

On ne peut certainement pas attendre des sites Internet officiels qu'ils couvrent l'ensemble de l'information aux citoyens, d'autant que (malgré une forte présence et de rapides progrès) l'usage de cette technologie n'est pas encore aussi répandu au Kosovo qu'en Europe occidentale. La mise à disposition d'informations accessibles aux citoyens des autres communautés sur les pages officielles des communes peut cependant — dans le contexte de division que connaît Mitrovica — avoir une grande valeur, à la fois pratique et symbolique. Pratique, puisqu'ils auraient un accès simple aux informations sur les services communaux et la vie de la municipalité, de façon détaillée, discrète (aux yeux de ceux de leur communauté qui le réprouveraient) et sans que leur liberté de mouvement ne soit restreinte ; symbolique, puisqu'une présentation dans leur propre langue leur donnerait un signe important d'ouverture dans un contexte de confrontation et de manque d'information pratique. A contrario, des sites Internet officiels ne proposant pas de contenu dans la langue des minorités de la commune en question donnent un signal de désintérêt voire de rejet.

L'information, son accessibilité à tous les citoyens et sa communication claire peuvent jouer un rôle déterminant. Par exemple, l'ouverture du bureau du gouvernement du Kosovo dans la *Bošnjačka Mahala* (02.07.2010), à l'épilogue tragique, avait pour argument principal l'offre de services et d'informations aux citoyens serbes du Nord n'ayant pas accès aux bureaux du Gouvernement du Kosovo. Or, les principaux documents d'état civil étaient sur le site Internet de la commune de Mitrovica (Sud), mais seulement sur sa page en albanais...

Cet examen des sites Internet, suggère qu'à de rares exceptions près (partiellement Vushtri et Mitrovica Sud), les institutions communales de la région de Mitrovica (tant celles du Kosovo que de Serbie) ne semblent pas motivées à offrir une information facilement accessible aux citoyens de l'autre communauté.

Le problème de l'information aux citoyens a été soulevé auprès de certains représentants des autorités municipales, au cours d'une étude du fonctionnement des communes menée par le *Kosovo*

Local Government Institute.¹³³ Celle-ci indique que les responsables communaux des institutions locales du Kosovo ayant pris part à l'étude se disent conscients de la distance les séparant des citoyens, de la nécessité d'un rapprochement et de leur image négative dans l'opinion publique. Ils estiment cependant que c'est à la société civile et aux médias de changer cette perception, tout en invoquant le manque de moyens à disposition de la presse pour dispenser une meilleure communication.

Deux autres éléments sont également présents dans la perception par les citoyens des autorités locales: le népotisme ou patronage et la corruption (à ce niveau la « petite » corruption). Le travail des autorités locales ne saurait évidemment se résumer à ces pratiques mais beaucoup de gens au Sud comme au Nord (ainsi que dans le reste des Balkans) ressentent vivement les rapports avec des membres de l'administration ou des services de santé lorsqu'ils se sentent obligés, ou invités, à verser la gratification qui les fera obtenir tel permis, ou remonter les interminables files d'attentes de l'hôpital. Grossières ou subtiles, ces pratiques sont abondamment commentées dans l'opinion et affectent la confiance des citoyens dans les institutions. Dans le cas du patronage, beaucoup d'habitants estiment qu'il n'y a pas d'autre moyen pour obtenir tel poste que de connaître quelqu'un de bien placé (dans les partis ou chez « les internationaux »). Les taux de chômage démesurés accentuent la concurrence et les ressentiments. Par ailleurs, les liens de patronage accentuent la dépendance de celui qui y recourt et contribuent à maintenir un système d'allégeance et de services rendus. Dans le cas particulier de Mitrovica, sans que nous soyons en mesure de l'estimer, il est probable que ce phénomène contribue lui aussi à limiter les possibilités (réelles ou perçues) d'intégration des autres communautés, assurément moins introduites dans les systèmes de patronage respectifs.

3.6. Conclusion

L'architecture institutionnelle présente au Nord

133 Cf. Besnik TAHIRI, *Decentralisation and Local Governance Reform: Clear on paper blurred in practice. The case of Kosovo*, Pristina: Kosovo Local Government Institute, 06.2010, p. 43, www.fes-prishtina.org/wb/media/pdf/Publications2009/KLGI%20Dezentralisation%20Report.pdf

du Kosovo est marquée par trois systèmes distincts et concurrents, celui de Pristina, celui de Belgrade et celui découlant de la Rés. 1244. Ils présentent plusieurs parallélismes — entre les systèmes international et local, entre Pristina et Belgrade, entre organisations internationales. Mitrovica apparaît comme un lieu de la confrontation de ces systèmes. Cette constellation se distingue avant tout par ses blocages et son incapacité à fournir des services publics répondant aux besoins des populations. En matière de justice, par exemple, alors que trois juridictions sont virtuellement compétentes au Nord de l'Ibar, aucun tribunal ne fonctionne de manière convaincante.

Tandis que les institutions liées au cadre de la Rés. 1244 s'effacent progressivement sur le terrain depuis 2008, les institutions de Pristina s'ancrent progressivement au Sud de l'Ibar et celles de Belgrade au Nord, (avec une persistance, quoique limitée, de la MINUK au Nord). Ces développements agrandissent le fossé institutionnel entre le Nord et le Sud du Kosovo. Ainsi, tandis que le Kosovo au Sud de l'Ibar s'est doté des principaux éléments d'un Etat souverain, au Nord les institutions de Serbie — qui dans un premier temps consistaient en structures de nature principalement administrative (système de sécurité sociale, de santé ou d'éducation) — se doublent maintenant d'instances communales politiques (législatives et exécutives) élues dans le cadre de la République de Serbie.

Divisées selon les communautés, les institutions communales de la région de Mitrovica présentent des signes marqués de dysfonctionnalité, ne disposent que de peu de ressources propres et que peu de moyens d'en générer. L'analyse de leur fonctionnement montre que cet échelon institutionnel, le plus proche des citoyens, est passablement marqué par la dépendance envers les institutions centrales, mais aussi désinvesti par celles-ci en termes de développement social et économique.

Aux yeux des citoyens des deux communautés, elles apparaissent comme peu transparentes et passablement insatisfaisantes quant à la qualité des services et de l'information qu'elles devraient pourvoir. Cette tendance s'est renforcée au cours des mois passés. Les critiques des citoyens se fondent également sur le fait que nombre d'entre eux peuvent mesurer la performance des institutions à l'aune de celles de l'ancienne Yougoslavie, perçues

comme nettement plus fonctionnelles par beaucoup, y compris dans la communauté albanaise.¹³⁴

Toutefois, en dépit du fait que les travers des administrations publiques sont ressentis par une majorité de citoyens, ce mécontentement ne semble pas actuellement en mesure de provoquer des changements, du fait de la persistance du conflit entre communautés qui maintient un esprit d'« union sacrée » de chaque camp autour de ses institutions. Ceci restreint l'émergence d'un contrat social entre l'Etat et les citoyens, entre communautés et, plus encore, entre l'Etat et les communautés minoritaires.¹³⁵ D'autres facteurs limitent également cette émergence, comme le manque d'information accessible (notamment pour des raisons linguistiques) et de qualité sur les institutions et communautés concurrentes, mais aussi la « petite » corruption et le patronage au sein de chacun des systèmes, comme le manque apparent de volonté politique de susciter l'intérêt des communautés minoritaires en termes de développement social et économique.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la communauté serbe du Nord — bénéficiant d'un niveau de vie moyen plus élevé que ce qu'elle peut espérer dans le système du Sud — n'a que peu d'intérêts matériels à s'y intégrer. Un facteur limitatif supplémentaire réside dans les revenus que Belgrade peut lui offrir (salaires, retraites, aides sociales, suppléments, etc.), respectivement dans les niveaux plus bas de ces prestations dans le système de Pristina. Ceci concerne spécialement la classe des employés d'Etat.

Comment, dans cet environnement, rendre les institutions plus efficaces et redevables envers citoyens ? Dans le contexte politique actuel, la prépondérance de l'affirmation de la légitimité des institutions sur le souci de la qualité de leur fonctionnement apparaît comme très contreproductive. Un grand champ d'action est toutefois présent, lequel, même sans la clarification préalable des compétences de ces institutions concurrentes (ou parallèlement aux discussions politiques sur ce

134 Entretien avec Ilir Deda, alors directeur du KIPRED, juillet 2010.

135 Sur la notion de contrat social dans le cas du Kosovo contemporain, voir Lucia MONTANARO, *The Kosovo Statebuilding Conundrum: Addressing Fragility in a Contested State*, Madrid: FRIDE, 03.12.2009, www.fride.org/download/WP91_Lucia_Montanaro_Kosovo_Statebuilding_Conundrum_3dic.pdf.

point), peut être investi bien plus largement : celui de l'amélioration de leur fonctionnalité et des services aux citoyens. Pour donner corps à ses prétentions, chaque système institutionnel pourrait renforcer les services aux citoyens et œuvrer aux moyens de pouvoir les fournir. En particulier, si Pristina souhaite intégrer le Nord, elle peut aborder cette question en se demandant de quelle manière elle peut rendre ses services attractifs pour la population serbe, du Nord. En d'autres termes, elle peut engager ses institutions dans une concurrence avec les institutions parallèles serbes, concurrence dont le jury serait la population serbe mais aussi la population albanaise. Toutefois, une amélioration des services doit — pour garantir la cohésion sociale — être équilibrée entre communautés et répondre de façon égale aux besoins de chacune d'entre-elles. Nous l'avons vu, ceux-ci sont considérables. Mais ils sont aussi en partie différents selon les communautés — en partie seulement, cependant. La partie commune réside essentiellement dans le besoin de soutien au développement économique, à la justice, à l'éducation, à la santé. La partie différente consiste notamment dans l'harmonisation des niveaux de vie entre le Nord et le Sud, et l'accessibilité indifférenciée de ces services pour toutes les populations (langues, information, opportunités d'emploi indifférenciées, au moins dans les structures d'Etat).

Une des grandes difficultés d'une telle approche réside dans la disparité des revenus au Nord et au Sud de l'Ibar. Plutôt que de chercher à forcer une intégration du Nord dans un Sud plus pauvre, il conviendrait de tabler sur un fort développement économique du Sud, le rendant à la fois plus attractif pour les habitants du Nord, tout en élevant les conditions de la population du Sud.

4. Organisations internationales

Après avoir présenté l'environnement humain au Nord du Kosovo, puis les institutions locales qui s'y déploient, nous abordons dans ce chapitre l'intervention des organisations internationales dans ce contexte particulier. La structure de la présence internationale sera évoquée ici, telle qu'elle était prévue par le Plan Ahtisaari et telle qu'elle s'est finalement mise en place. Depuis la déclaration d'indépendance, la prépondérance de la présence internationale au Kosovo est passée des Nations Unies à l'Union européenne. Mais plutôt qu'un remplacement d'une structure par une autre, c'est un système démultiplié, redondant et concurrent de missions internationales qui s'est mis en place sans avoir encore trouvé son assise définitive. Nous nous pencherons essentiellement ici sur les nouvelles missions déployées par l'UE.

La « communauté internationale » ne s'attendait certes pas à une résolution immédiate des questions liées au statut du Kosovo sur la base du Plan Ahtisaari. Ces dernières se montrent cependant bien plus épineuses que prévu, consommant un temps et une énergie précieux dans cette délicate phase de transition et remettant en question la mise en œuvre même du Plan, mais aussi la fonctionnalité du Kosovo, à la fois au Sud et Nord de l'Ibar.

Alors que, d'après le Plan Ahtisaari, toutes les missions internationales au Kosovo devaient travailler à sa mise en œuvre de façon coordonnée et hiérarchisée, elles sont pour l'heure toujours divisées entre institutions reconnaissant ou non l'indépendance du Kosovo. L'ICO, selon son mandat, devait former la clé de voûte de cette architecture et en particulier « établir des mécanismes de coordination des activités de tous les acteurs internationaux »,¹³⁶ et assurer la « direction » d'EULEX. L'ICO devait être accepté par le CS-ONU et son comité directeur (ISG) devait comprendre la Russie. La MINUK, caduque, devait transférer ses compétences aux institutions du Kosovo, supervisées par l'ICO et EULEX, et user de son autorité au Nord pour permettre une transition ordonnée, de quatre mois, avant la fin de son mandat. L'OSCE, maintenue, devait également

soutenir le travail de l'ICO par sa grande présence de terrain.

Cependant, dans le nouvel environnement politique ayant suivi la déclaration d'indépendance, les missions internationales se sont divisées entre celles dites « status neutral » (MINUK, OSCE, ECLO,¹³⁷ KFOR, et plus tard EULEX) et celle «status non neutral» (ICO), empêchant la collaboration et parfois même les communications officielles entre missions. Même le statut du chef de l'ICO, qui est en même temps le Représentant Spécial de l'UE (EUSR), prend de ce point de vue des aspects paradoxaux, l'EUSR étant «status neutral» (du fait que l'UE dans son ensemble ne reconnaît pas l'indépendance). Ainsi, la double réalité apparue entre Pristina et Belgrade se reporte sur les missions internationales, du coup démultipliées, mal coordonnées et partiellement neutralisées quant au but de l'unité du Kosovo. Trois ans après la déclaration d'indépendance du Kosovo, sur six missions internationales majeures présentes sur son territoire, cinq et demi ne la reconnaissent pas officiellement.

4.1. MINUK, OSCE, KFOR

Le retrait de la MINUK¹³⁸ aurait dû survenir, selon le Plan Ahtisaari, 120 jours après l'entrée en vigueur de celui-ci. Ses compétences auraient dû être dévolues au Gouvernement du Kosovo, supervisé par l'ICO et EULEX. Ce retrait n'a cependant pas eu lieu, en raison de la non adoption du Plan, de l'insistance de la Serbie sur le maintien de cette mission, et de la division de la « communauté internationale » quant au statut du Kosovo. La MINUK a certes fortement réduit ses effectifs,¹³⁹ mais essentiellement au Sud où le transfert de compétences a en grande partie été effectué. Pristina considère la mission comme terminée, ou presque. Au Nord, au contraire, la composante politique de la MINUK, garante de la

137 Bureau de Liaison de la Commission européenne au Kosovo, issu de l'ancien « Pilier IV » de la MINUK (cf. www.delprn.ec.europa.eu).

138 Pour une description de ses activités voir le site de la mission : www.unmikonline.org.

139 Voir, par exemple, United Nations Security Council, *Report of the Secretary-General on the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo*, 24.11.2008, chap. X: « UNMIK reconfiguration », p. 6, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N08/518/31/PDF/N0851831.pdf?OpenElement>.

136 Annexe IX, art. 3.1.

Rés. 1244, est restée en place et c'est le seul canal politique que la Serbie et les communes du Nord du Kosovo acceptent comme intermédiaire avec Pristina, qui, elle, cependant, le rejette... Outre une rivalité plus ou moins ouverte entre la MINUK et l'ICO sur le terrain, le transfert d'une mission à l'autre n'a pas été opéré, chacune restant campée sur sa rive de l'Ibar. La MINUK aurait ainsi dû user, par exemple, de son autorité au Nord pour appuyer la création de la commune de Mitrovica Nord (prévue par le plan), ce qui n'a pas eu lieu et handicape l'ICO dans son travail de soutien à la décentralisation et de sa tâche de supervision de celle-ci.

Alors qu'elle représentait l'un des piliers de la MINUK de 2000 à 2008, le statut de l'OSCE¹⁴⁰ devint incertain après la déclaration de l'indépendance du Kosovo, suite aux contestations de la Serbie et de la Russie qui en sont membres. Elle s'est maintenue cependant au Nord comme au Sud de l'Ibar. Ses tâches se sont poursuivies dans les domaines du soutien aux institutions démocratiques et à la « bonne gouvernance », de la promotion des droits humains et des communautés, ainsi que de l'amélioration de la sécurité. Ce faisant, elle effectue également un important travail de monitoring. Neutre du point de vue du statut, sa collaboration avec l'ICO au Nord du Kosovo s'est avérée difficile malgré des contacts ponctuels.

Egalement restée neutre du point de vue du statut, la KFOR s'est maintenue à la fois au Sud et au Nord du Kosovo. De manière générale son acceptation au Nord apparaît comme moins problématique que dans ses premières années et sa coopération avec la Serbie et son armée passe par des rencontres régulières. Après la déclaration d'indépendance, la KFOR s'est progressivement engagée dans la formation des unités de la Force de Sécurité du Kosovo (KSF),¹⁴¹ ce qui a causé quelques remous à Belgrade et au Nord du Kosovo, mais apparemment sans profondes conséquences sur sa présence au Nord du Kosovo. De près de 18'000 soldats en 2008, la KFOR est passée à moins de 10'000 en 2010, puis 5'000 en 2011.

140 Cf. www.osce.org/kosovo/

141 Cf. *NATO, NATO's role in Kosovo*, www.nato.int/cps/en/nato-live/topics_48818.htm.

4.2. EULEX

La mission EULEX,¹⁴² prévue par le plan Ahtisaari, a connu des débuts difficiles à la fois quant à son mandat et son déploiement sur le terrain, et tout spécialement au Nord de l'Ibar. Suite à l'opposition farouche de Belgrade et des communes du Nord du Kosovo en raison de son soutien prévu aux institutions du Kosovo indépendant, un compromis tardif et incertain a été trouvé. Ainsi, le plan dit des « 6 points » du SG ONU (entré en force le 17.11.08), – accepté par Belgrade, la quasi-totalité de l'ONU (y c. les USA, et l'ensemble de l'UE), mais rejeté par Pristina¹⁴³ – a certes permis un déploiement de la mission dans tout le Kosovo (09.12.08, soit avec dix mois de retard), mais Belgrade et Pristina considèrent chacune que son mandat repose sur des bases opposées (Rés. 1244 vs. Constitution du Kosovo). Le texte, tortueux, contient bien de nombreux points à négocier ultérieurement, et dans la pratique EULEX a dû déployer son personnel dans un environnement légal et politique antagoniste et volatil, où seule une argumentation alambiquée maintient un semblant de logique. Suite à cet accord, la mission a accepté la tutelle formelle de l'ONU (quoique limitée dans la pratique), se subordonnant à la Rés. 1244, et provoquant la fureur contenue de Pristina et la satisfaction suspicieuse de Belgrade. Le dialogue

142 Cette mission de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD), chargée au Kosovo de la supervision de la mise en œuvre l'Etat de Droit (Plan Ahtisaari, Annexe X), comprend trois composantes : justice, police et douanes. Elle a pour mandat d'aider « les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et des douanes multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes » (Action commune 2008/124/PESC du 04.02.2008). Dans ces domaines, elle a) suit, encadre et conseille les institutions compétentes du Kosovo, tout en assumant certaines responsabilités exécutives ; b) assure le maintien et la promotion de l'État de droit, de l'ordre et de la sécurité publics, y compris, si nécessaire en concertation avec les autorités civiles internationales concernées au Kosovo, en modifiant ou en annulant des décisions opérationnelles prises par les autorités kosovares compétentes. Les institutions concernées sont les institutions du Kosovo « créées sur la base de la résolution 1244. ». Voir www.eulex-kosovo.eu.

143 Qui a avancé un contre-plan en 4 points, le 18.11.08, cf. Rapport SG sur UNMIK, 24.11.08, op. cit., p. 13.

sur l'éclaircissement des points en suspens n'avance que difficilement, suite à l'opposition persistante des parties, si bien que la mission opère sur la base de la Constitution du Kosovo au Sud, tout en usant des lois de la MINUK au Nord,¹⁴⁴ alors qu'une part de son action reste sujette à interprétation.¹⁴⁵ Alors qu'elle cherche à coller à sa dimension technique, la perception d'EULEX par les deux camps est hautement politisée et elle est forcée de s'engager dans des méandres politiques pour pouvoir appliquer son mandat.

Sur le terrain, l'impression se dégage que les questions de statut non résolues au CS-ONU et les divisions internationales et européennes ont maintenant été transférées sur les épaules des officiers d'EULEX, qui doivent dans la pratique appliquer deux législations différentes de part et d'autre de l'Ibar. Si, effectivement, la majorité des citoyens de toutes les communautés paraît attendre de la mission la justice et la fin de l'impunité (y compris face à leurs propres dirigeants, souvent perçus comme corrompus), la perception politisée de la mission, dans un contexte déjà volatil, la rend dépendante du moindre faux-pas aux yeux des ultras des deux camps, dont certains sont, par ailleurs, dans son viseur.

Dans ce nouvel environnement, la stratégie d'EULEX a été de donner la priorité à son déploiement dans tout le Kosovo, en s'appuyant également sur Belgrade, quitte à devoir appliquer temporairement deux cadres légaux. La question est de savoir si elle pourra à terme revenir à son mandat initial et user au Nord du droit issu de la Constitution du Kosovo. Sa présence étant tolérée du bout des lèvres au Nord par les ultras (bien conscients qu'en s'opposant à EULEX ils disposent d'un levier sur l'UE autant que sur le gouvernement démocrate à Belgrade), elle peine à appliquer des mesures, justes en soi d'un point de vue pénal, mais facilement contestables par les politiciens ultras. Inversement, si elle n'arrive pas à s'imposer au Nord, sa position

au Sud sera d'autant plus fragile, son impartialité pouvant être aisément remise en question.

Au printemps 2010, EULEX a entrepris une série de perquisitions touchant en particulier des hauts responsables du Gouvernement du Kosovo, dont le Ministre des transports et d'autres membres du Ministère. Malgré des réactions indignées du Gouvernement, une partie de la population albanaise du Kosovo a accueilli ce développement avec une certaine satisfaction, revoyant partiellement sa perception d'EULEX.¹⁴⁶ Au Nord de l'Ibar, EULEX peine, au-delà de son déploiement, à montrer des résultats probants, ce qui provoque non seulement le mécontentement de la population albanaise du Kosovo mais aussi la déception d'une partie des Serbes du Nord.

4.3. ICO / EUSR

Les deux premières années de l'ICO / EUSR ont aussi été marquées d'équivoque. Le Plan Ahtisaari n'ayant pas reçu l'approbation du CS-ONU, sa mise en œuvre sous l'égide de l'ICO, prend des contours imprévus, aux fâcheuses conséquences opérationnelles. Ceci concerne, d'une part, l'exercice de la souveraineté des institutions du Kosovo sur l'entier de son territoire et, de l'autre, l'architecture de la présence internationale devant les soutenir. Ainsi, par exemple, la grande présence de terrain de l'OSCE devait être mise au service de l'ICO ; ceci ayant été rendu impossible par la neutralité de l'OSCE quant au statut, l'ICO a dû construire sa propre présence de terrain (détournant ainsi une partie de son temps, de son énergie et de ses ressources de leur but initial). Dans ces conditions, la nature du mandat de l'ICO a été fortement affectée, tout spécialement au Nord du Kosovo. La mission devait veiller à la mise en œuvre d'un plan, accepté (bon gré mal gré) par toutes les parties, lesquelles devaient s'employer à la construction d'un Etat commun par la mise en place d'institutions unitaires, de plus en plus fonctionnelles et responsables. Elle se retrouve toutefois, au Nord, dans une situation où elle a été physiquement chassée de ses bureaux de Mitrovica Nord, avec des institutions locales non seulement en franche

¹⁴⁴Lors de sa première visite à Belgrade (18.03.09), le chef de la mission, Y. de Kermabon, s'est même vu proposer par la Ministre serbe de la Justice S. Malović, l'application par EULEX des lois de Serbie dans les tribunaux du Nord du Kosovo.

¹⁴⁵Par ex. dans le cas de responsables d'Etat de Serbie refusant d'annoncer leurs visites officielles au Kosovo aux autorités de Pristina, domaine où EULEX s'est finalement déclarée non compétente.

¹⁴⁶Cf. Lawrence MARZOUK, "EULEX: Limaj Could Face a Long Jail Term", Pristina : *BalkanInsight*, 07.05.2010, www.balkaninsight.com/en/article/eulex-limaj-could-face-a-long-jail-term

rupture avec Pristina, mais également œuvrant de jour en jour à leur intégration à la Serbie. Ainsi, dans la pratique, l'ICO s'est vu réduit, au Nord de l'Ibar, à tenter de persuader ses clients potentiels de lui parler. En d'autres termes, au lieu de « superviser, conseiller et corriger », il se retrouve à devoir expliquer les vertus du Plan Ahtisaari et de la Constitution du Kosovo à des acteurs politiques qui non seulement ne veulent pas en entendre parler, mais qui ont de plus construit leur position politique, leur emprise sociale et la source de leurs revenus (belgradois) sur l'opposition à ce plan.

Les élections parlementaires et municipales serbes du 11 mai 2008 ont engendré une rupture supplémentaire, par la mise en place de « municipalités parallèles » au Nord du Kosovo, établies selon la Constitution de Serbie. Par leur nature, ces instances ne peuvent officiellement communiquer avec l'ICO (en tant qu'institution soutenant l'indépendance du Kosovo), tout comme l'ICO ne peut leur parler pour des raisons symétriques.

La décentralisation constitue un élément déterminant du plan Ahtisaari — à savoir le renforcement de l'autonomie des communes du Kosovo par rapport à Pristina. Outre le fondement de ce principe sur la Charte européenne de l'autonomie locale,¹⁴⁷ il est présenté dans le plan Ahtisaari comme une disposition adressée en premier lieu à la communauté serbe.¹⁴⁸ La décentralisation telle que définie dans le plan prévoit des liens horizontaux entre communes, de même que des liens entre communes du Kosovo et des communes de Serbie, ainsi qu'avec Belgrade. Enfin elle prévoit la création de nouvelles municipalités, en général à majorité de population serbe. Au Nord de l'Ibar, ceci concerne potentiellement la création d'une commune de Mitrovica Nord, évoquée précédemment. Or ces dispositions ont été décriées

par une partie de l'opinion albanaise¹⁴⁹ comme une concession inacceptable à Belgrade imposée par la communauté internationale. Le rejet de la décentralisation dans les communes au Nord de l'Ibar (puisque faisant partie du système du Kosovo indépendant), a mis l'ICO dans un porte-à-faux d'autant plus grand vis-à-vis de la communauté albanaise.

Les élections municipales du Kosovo du 15 novembre 2009 ont apporté des éléments nouveaux. Elles n'ont pas pu se tenir au Nord, en raison de l'opposition des politiciens locaux et de celle de Belgrade. Elles ont par contre connu un certain succès dans les enclaves serbes du Sud et notamment dans les communes nouvellement créées selon le Plan Ahtisaari et pour la formation desquelles l'ICO s'est considérablement engagé. Ne pouvant que difficilement progresser sur ce plan au Nord, l'ICO, en coordination avec le Gouvernement du Kosovo a choisi de mettre tout son poids sur la participation des Serbes du Sud, espérant ainsi non seulement intégrer politiquement les enclaves, mais également prouver au Nord par l'exemple qu'une telle intégration était possible. Malgré une participation basse mais politiquement significative (bien qu'entachée de suspensions sur les votants), les électeurs serbes se sont rendus aux urnes et leur représentation au niveau communal a pu se constituer. Ce développement a non seulement marqué un début d'ouverture des Serbes des enclaves envers les autorités kosovares, mais a introduit une forte différenciation entre Serbes du Nord et du Sud, dans leur attitude vis-à-vis de Pristina, mais aussi quant à leur mode de représentation politique. Suite à ces deux scrutins, les uns font partie du système de Serbie, tandis que les autres sont de plus en plus intégrés à celui du Kosovo, sans que la valeur d'exemple ne soit garantie. Ainsi des élections complémentaires se sont-elles tenues à Mitrovica Nord le 30 mai

147 Adoptée par le Conseil de l'Europe le 15.10.1985, cf. <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/122.htm>.

148 L'Annexe du Plan concernant la décentralisation débute par cette introduction : « Pour répondre aux légitimes préoccupations de la communauté serbe du Kosovo et des autres communautés qui ne sont pas majoritaires au Kosovo ainsi que de leurs membres, encourager et garantir leur active participation à la vie publique et asseoir la bonne gouvernance ainsi que l'efficacité et l'efficience des services publics dans tout le Kosovo, il est institué au Kosovo un large et ferme régime d'autonomie locale fondé [...] », Annexe III, p. 23.

149 Représentée en particulier par le mouvement d'autodétermination *Vetëvendosje ! (Autodétermination !)*, cf. www.vetevendosje.org, cf., « Organizing against ethnic decentralization », *New Kosova Report*, 28.04.2008, www.newkosovareport.com/20080428910/Vetevendosje/organizing-against-ethnic-decentralization.html.

2010 selon la loi de Serbie.¹⁵⁰ Mais le test le plus important sera certainement la tenue ou non d'élections communales au Nord selon la Constitution du Kosovo, envisagées mais sans certitudes pour 2011.¹⁵¹ La très faible participation au Nord de l'Ibar aux législatives kosovares anticipées de décembre 2010, suggère que l'attitude au Nord n'a pas fondamentalement changé sur cette question.

Bureau de l'ICO à Mitrovica (ICO-M)

Les tâches principales du bureau de l'ICO à Mitrovica (ICO-M),¹⁵² selon le plan Ahtisaari,¹⁵³ sont la sécurité et l'Etat de droit, la liberté de mouvement et le retour des déplacés, les droits de propriété et le logement. En outre, dans le cadre de la décentralisation, suite à l'établissement de la commune de Mitrovica Nord, l'ICO devrait participer à une superstructure chapeautant les deux communes, celle du Sud et celle du Nord (*joint board*). Aucune de ces tâches n'a, pour l'heure, connu de démarrage convaincant, hormis les efforts de l'ICO-M pour épauler la commune de Mitrovica Sud, la KFOR et EULEX, et visant à réduire les tensions avec le Nord et le soutien aux enclaves serbes dans les communes de Vushtrri/Vučitrn et Skenderaj/Srbica au Sud.

Opérationnellement, la mission s'en est tenue à la formule de la « *Ahtisaari Pre-implementation phase* » au Nord, mettant en œuvre ce qu'elle peut au sud de l'Ibar selon sa mission originelle, et tentant de créer un potentiel au Nord en faisant connaître les avantages du plan Ahtisaari, par des rencontres avec la société civile, voire quelques contacts informels avec des politiciens progressistes. Dans les faits, d'une mission de supervision elle est ainsi devenue, pour le moins au Nord, essentiellement

une mission de conseil à la politique locale. Dépensant beaucoup d'énergie à ménager les équilibres politiques locaux et laissant temporairement de côté la mise en œuvre du Plan Ahtisaari au Nord, elle perd du coup progressivement des leviers pour sa réalisation au Sud. Outre une perte de légitimité aux yeux des Albanais du sud de l'Ibar, cette dynamique paraît aussi avoir contribué aux tensions apparues entre les relations de l'ICO-M et du QG de l'ICO à Pristina, au cours de l'année 2008.

Le second volet de l'approche de l'ICO-M, confronté aux velléités agressives des autorités du Nord, réside dans la formule « *Drain the swamp* », liée à l'espoir que le nouveau gouvernement démocrate à Belgrade assèche le marécage des « structures parallèles » serbes au Nord du Kosovo — apparemment connectées au crime organisé et largement corrompues —, afin que la « volonté démocratique » des citoyens du Nord puisse s'exprimer. Après les élections serbes du 11 mai 2008, l'ICO-M a ainsi nourri de grands espoirs que le candidat indépendant sur la liste d'un parti de la coalition démocrate,¹⁵⁴ Oliver Ivanović, politicien habile, énergique et souvent modéré, s'attelle à cette tâche, aidé en ceci par sa nomination au poste de Secrétaire d'Etat du Ministère serbe du « Kosovo et Metohija ».¹⁵⁵ Le discours de ce dernier, toutefois, en dépit de prises de positions courageuses, a glissé — parallèlement à sa marginalisation au sein de l'appareil d'Etat serbe — vers une ligne qui se distingue à peine de celle des ultras, hormis un ton plus factuel, moins polémique et donnant quelques signes d'une réelle volonté de réconciliation à terme.

Troisièmement, le bureau de l'ICO-M concentre une partie de ses efforts sur les petites enclaves serbes du Sud, proches de Mitrovica,¹⁵⁶ dont les représentants adoptent des positions plus conciliantes vis-à-vis des institutions du Kosovo et de l'ICO. L'approche consiste à soutenir les Serbes de ces villages vers une coopération avec Pristina et les autorités communales respectives, et ainsi de les aider à réaliser les avantages d'une ouverture. Cette démarche se fonde également sur l'espoir que les Serbes du Nord du Kosovo, constatant les avan-

150 Suite à l'éclatement, en septembre 2009, de la coalition entre le Parti démocratique de Serbie (DSS) et le Parti radical Serbe (SRS) sortie des urnes le 18 mai 2008, cf. Jasmina ŠČEKIĆ, « Raspad vladajuće koalicije u Severnoj Mitrovici » [*Chute de la coalition au pouvoir à Mitrovica Nord*], *Radio Free Europe*, 24.09.2010, www.danas.org/content/article/1830251.html.

151 Entretien, représentant de l'ICO, juin 2010.

152 Sur 37 communes du Kosovo, le bureau de Mitrovica en couvre six, soit les trois à majorité serbe au Nord de l'Ibar : Leposavić/Leposaviq, Zvečan/Zveqan et Zubin Potok, deux à majorité albanaise au Sud Skenderaj/Srbica et Vushtrri/Vučitrn, ainsi que la commune mixte de Mitrovicë/Mitrovica.

153 Cf., notamment, annexe III, art. 13.

154 Le G 17+, présidé par M. Dinkić (cf. www.g17plus.rs).

155 Cf. www.kim.gov.rs.

156 Communes de Vushtrri/Vučitrn et Skenderaj/Srbica.

cées dans les enclaves, en viennent à réviser leur jugement sur Pristina, du moins pour les plus modérés d'entre eux.

Un objectif contingent de l'ICO a été, dans ce nouvel environnement, de permettre le déploiement d'EULEX au Nord ; pour ce faire, il tenta de limiter les tensions avec les institutions au Nord, veillant à éviter les provocations en se tenant tactiquement en retrait. Et ce déploiement a eu lieu. Cependant, avec presque une année de retard et un mandat transformé (« 1244-compatible »), EULEX est partiellement déconnecté de l'ICO, sans améliorer substantiellement la position, ou les chances de réussite de l'ICO au Nord. Dans l'opinion publique, tout spécialement au Nord, le mandat de l'ICO et le contenu du Plan Ahtisaari restent relativement méconnus, ce qui limite ses chances de percée auprès des modérés du Nord.

« Stratégie pour le Kosovo du Nord »

Une nouvelle dynamique s'est dessinée au début de l'année 2010, avec la « Stratégie pour le Kosovo du Nord » élaborée par « l'ICO et le Gouvernement du Kosovo ». ¹⁵⁷ Ses objectifs déclarés sont de faire progresser le Gouvernement du Kosovo et la « communauté internationale » au Nord du Kosovo. Une fois acceptée « par toutes les parties prenantes », elle devrait former la base des politiques (*policies*) et actions coordonnées au Nord du Kosovo. Elle rappelle l'importance de l'intégrité territoriale du Kosovo en tant qu'élément de sa viabilité et souligne la nécessité pour le Gouvernement du Kosovo, avec le soutien de la « communauté internationale », de réaliser la décentralisation à Mitrovica Nord, de mettre en œuvre l'Etat de droit et d'améliorer la gouvernance au Nord d'ici la fin 2010, sur la base de *ownership* et de la participation de la communauté serbe du Kosovo. La stratégie indique que les Serbes du Nord doivent bénéficier d'encouragements à leur participation dans les institutions légitimes du Kosovo. Ses auteurs s'attendent, en outre, à une coopération de Belgrade et à son soutien à l'intégration de la communauté serbe du Nord aux institutions du Kosovo. Elle associe ces attentes aux aspirations de la Serbie à son intégration à l'UE.

¹⁵⁷A ce stade, le degré d'implication respectif de chacune des institutions n'apparaît pas clairement.

Les résultats attendus à moyen terme sont premièrement un renforcement significatif de l'Etat de droit au Nord du Kosovo (justice, douanes et police fonctionnelles). Cette stratégie accorde un rôle de premier plan au travail d'EULEX dans ce domaine. La création de la commune de Mitrovica Nord, ¹⁵⁸ dont la fonctionnalité doit être établie par des élections, y apparaît comme un élément central. Des élections selon les lois du Kosovo doivent de même se tenir dans les trois autres communes du Nord. Elle indique encore que des ressources augmentées du Gouvernement du Kosovo et de la communauté internationale doivent être dirigées vers ces institutions nouvelles et légitimes, notamment pour renforcer les courants politiques modérés et encourager la coopération des Serbes du Nord. Les structures parallèles doivent être marginalisées et la présence administrative de la MINUK achevée. Un autre objectif mentionné est que les Serbes du Kosovo soutiennent les valeurs européennes et progressent vers la perspective européenne du Kosovo et de la région. Elle met en outre l'accent sur le bien-être de la population serbe au Nord.

Dans la pratique, elle use d'une démarche semblable à celle qui a conduit à la formation de communes à majorité serbe dans les enclaves du Sud et à une certaine participation aux élections de novembre 2009. Un des éléments de cette approche est la formation d'« équipes municipales préparatoires » ¹⁵⁹ composées de représentants locaux de ces futures communes désignées par l'ICO, et chargées de préparer l'installation de leurs nouvelles municipalités dans l'attente de l'élection des représentants politiques définitifs.

Concernant cette nouvelle impulsion, on peut relever qu'un regain d'attention de l'ICO et du

¹⁵⁸Voir ci-dessus au chapitre 3.3. En mars 2010, le Ministre pour le gouvernement local du Kosovo, S. Ferati, estimait que la formation de la commune de Mitrovica Nord ne devrait pas intervenir avant la fin 2010 (cf. « North Mitrovica not before late 2010 », 22.03.2010, B92, Belgrade, www.b92.net/eng/news/politics-article.php?yyyy=2010&mm=03&dd=22&nav_id=65977).

¹⁵⁹Ou *Municipal preparation teams* (MPT), cf. Plan Ahtisaari Annexe III, art. 12 et, pour les nominations récentes, www.ico-kos.org/ico/?id=32. Pour Mitrovica Nord, cf. : « International Civilian Representative appoints members to the Municipal Preparation Team for the new municipality of Mitrovicë/Mitrovica North », *ICO News Release*, 25.02.2010, <http://www.ico-kos.org/d/100205%20MN%20MPT%20appointments%20English.pdf>.

Gouvernement du Kosovo semble se dessiner, suite à une première phase caractérisée par la priorité donnée aux nouvelles structures de l'Etat central, puis par une attention prêtée aux Serbes des enclaves. Cette primauté initiale du Sud est certainement compréhensible suite à la déclaration d'indépendance et par la nécessité de mettre en place l'Etat central, toutefois on peut se demander si les faibles signaux donnés au Nord en deux ans (au-delà de l'affirmation de la légitimité des autorités de Pristina et de la dénonciation des structures parallèles) n'ont pas contribué à approfondir le fossé entre le Nord et le Sud et rendu le projet kosovar inintelligible pour la population du Nord. Celle-ci ne semble pas vraiment arriver à y identifier sa place ni à y voir un signe d'ouverture des nouvelles instances dirigeantes (locales et internationales) de Pristina. Cette attente a laissé le temps aux forces réfractaires au projet kosovar d'homogénéiser l'opinion au Nord autour de leur rhétorique affirmant défendre l'Etat et la nation serbes.

Si l'intention de cette stratégie de s'intéresser à la population du Nord, son bien-être et son besoin de sécurité, apparaît comme bienvenue en termes d'inclusion sociale (et peut-être ainsi d'unité et de viabilité du Kosovo), elle peut aussi se révéler stratégiquement opportune dans la lutte contre l'emprise des forces radicales au Nord. Elle constitue aussi une avancée dans l'implication de Pristina, qui pour la première fois s'engage sur le plan de la conception coordonnée d'une politique pour le Nord.¹⁶⁰ Toutefois, elle ne semble pas prendre en compte le fait que (comme nous l'avons vu plus haut), le niveau de vie est bien plus élevé en moyenne au Nord qu'au Sud.¹⁶¹ Par suite, et dans le contexte de polarisation et d'information limitée au Nord sur le Sud, la population du Nord perçoit avant tout cet argument comme une invitation à renoncer aux financements de Belgrade (certes équivoques et

incertains) pour rejoindre un système considéré comme plus pauvre, dysfonctionnel et hostile. On peut rétorquer que les fonds de Belgrade devraient, dans la logique de la stratégie, être compensés par des investissements pristinois et internationaux, mais comment s'attendre à une acceptation de cette démarche par la population albanaise, — qui voit déjà la population serbe du Nord comme arrogante et, non sans raison, irrédente et économiquement privilégiée ?

Par ailleurs, la logique de la stratégie apparaît contradictoire dans son attente explicite du renforcement de l'influence du Parti démocratique (DS) du Président serbe B. Tadić au Kosovo (contre les partis ultras du DSS et du SRS), alors même qu'elle condamne les institutions parallèles mises en place par Belgrade (c'est-à-dire justement le Gouvernement de Serbie, mené par ce même DS). Elle suggère certes que l'intégration européenne de la Serbie dépende de sa coopération avec la « communauté internationale » au Kosovo (ce qui peut sous-entendre une volonté d'exercer une conditionnalité politique), mais elle ne semble pas vraiment prendre en compte le fait que Belgrade, dans son approche actuelle, met le plus gros du poids de son argumentation sur la scène internationale non seulement sur le Nord, mais sur l'ensemble du Kosovo. Cette politique de Belgrade lui a valu certains succès qui non seulement augmentent sa capacité de négociation dans le cadre de l'ONU, mais aussi avec l'UE, et lui permettent d'asseoir une partie de sa légitimité sur la scène politique serbe. Dans ces conditions, on imagine mal pourquoi Belgrade accepterait de collaborer avec l'ICO et Pristina à une démarche qui l'affaiblirait sur ces trois plans. La stratégie présente également la « communauté internationale » comme un ensemble unitaire. Cependant, rapportée au Kosovo, cette notion doit être mise en relation avec le fait que, comme évoqué plus haut, sur six missions internationales seule « une demi » (l'ICO) soutient l'indépendance. Or Belgrade est la première à le savoir, elle qui s'appuie sur la MINUK et qui a réussi (par le plan des six-points) à créer une fissure entre l'ICO et EULEX. Enfin, une certaine confusion apparaît entre le discours sur la nécessité de l'élection de représentants municipaux légitimes au Nord et l'attente implicite que ceux-ci soient modérés. A supposer que la mise en place de structures selon la loi du Kosovo voie effectivement le jour au Nord, il ne va pas de soi que

160 Entretien avec un représentant du Gouvernement du Kosovo, Mitrovica, mai 2010. Le point est aussi relevé par le PM Thaçi lors du débat parlementaire du 04.03.2010, (cf. supra). Cf. « Sa plenarne sednice Skupštine Kosova » [« De la séance plénière du Parlement du Kosovo »], *Parlement du Kosovo, Nouvelles*, www.assembly-kosova.org/?cid=3,128,2941.

161 Cette ligne d'argumentation est reprise par l'ISG qui qualifie la démarche engagée vis-à-vis du Nord comme un « crucial process to ensure better living conditions in northern Kosovo », cf. " Tenth meeting of the International Steering Group for Kosovo ", Vienne, 08.02.2010, 3, www.ico-kos.org/d/100208 ISG statement English.pdf.

les nouveaux élus soient forcément des modérés. Ceci préjuge d'une part de l'expression démocratique des votants (que la stratégie cherche par ailleurs à susciter) et, de l'autre, risque de donner lieu à une situation inattendue et difficile à gérer par l'ICO en cas de victoire des partis nationalistes durs.¹⁶²

La communication de la stratégie s'est, par ailleurs, avérée problématique et manifestement contre-productive. Elle est apparue dans l'opinion publique de façon polémique (visiblement sous forme de fuite d'extraits d'une version intermédiaire)¹⁶³ et, à notre connaissance, n'a pas été publiée officiellement à ce jour, encore moins en serbo-croate, langue de ceux qui devraient être ses principaux destinataires. Le débat engendré a été marqué par de fortes réactions et ajouté à la confusion de sa réception. Si Pristina a fermement soutenu cette approche¹⁶⁴ (par des déclarations, un débat parlementaire,¹⁶⁵ mais également par la nomination d'un Coordinateur pour le Nord du Kosovo),¹⁶⁶ elle a été, sans surprise, rejetée sur pratiquement toute la largeur du spectre politique serbe, tant à Belgrade qu'au Nord du Kosovo.¹⁶⁷ Ses détracteurs affirmant qu'une telle stratégie est dangereuse, déstabilisatrice et

ne peut être mise en œuvre que par des moyens violents. Certains représentants serbes des enclaves ont pris des positions plus nuancées.¹⁶⁸ Des menaces ont également été proférées par les ultras contre les membres des équipes de préparation locale, dénoncés comme « traîtres à la patrie » et perçus par une partie de la population comme plus attirés par les hauts salaires proposés qu'engagés dans ce processus par conviction.

Toutefois, la stratégie ne sort pas du cadre du Plan Ahtisaari et son contenu ne devrait pas en soi constituer de surprise. Mais sa communication malheureuse a plus donné l'occasion aux ultras du Nord de mobiliser leur opinion¹⁶⁹ contre l'ICO et Pristina que de faire progresser ces derniers. Dans l'ensemble, le style de Pristina et de l'ICO à propos du Nord apparaît depuis 2008 comme plus affirmatif qu'explicatif, ce qui ne contribue pas à sa réception dépassionnée. Inversement, les premiers pas du Coordinateur du Kosovo pour le Nord, Ylber Hysa, apparaissent comme plus constructifs, lorsqu'il insiste (et ce même dans la presse serbe) sur une approche graduelle de dialogue

162 On peut faire un parallèle entre cette attente et l'espoir mis par la démocraties occidentales, en septembre 2000, dans la candidature de V. Koštunica contre S. Milošević. Par bien des aspects le premier s'est révélé plus dur dans sa conviction nationaliste que le second, malgré son approche certainement plus démocratique.

163 Du reste sous la plume de G. Gallucci, l'ancien chef de l'UNMIK à Mitrovica, alors déjà en mission au Timor oriental. Cf. Gerard GALLUCCI, "Kosovo: EU Strategy for the North", Blog: Outside The Walls, 04.01.2010, (<http://outsidewalls.blogspot.com/2010/01/kosovo-eu-strategy-for-north.html>), Ana RADMILOVIĆ, "Fejtova i Tačijeva strategija za upitomljanje severa" ["« La stratégie de Feith et de Taçi pour domestiquer le Nord »], in : *Nova Srpska Politička Misao [Nouvelle pensée politique serbe]*, Belgrade, 23.01.2010, (www.nspm.rs/kosovo-i-metohija-fejtova-i-tacijeva-strategija-za-upitomljanje-severa.html) et Petrit COLLAKU, « Plan to Change Status Quo in North Kosovo », *BalkanInsight*, 18.01.2010, www.balkaninsight.com/en/article/plan-to-change-status-quo-in-north-kosovo

164 Cf. "Thaci on strategy in north Kosovo", *EMG-Portal*, Belgrade 29.01.2010, www.emg.rs/en/news/serbia/110808.html.

165 Cf. supra, note 159.

166 En la personne de Ylber Hysa, ancien membre de la délégation du Kosovo aux négociations sur le Statut à Vienne, député au Parlement, vice-président du Parti ORA, cf. Petrit COLLAKU, « Kosovo Coordinator for the North Appointed », *BalkanInsight*, 25.02.2010, <http://old.balkaninsight.com/en/main/news/26122/>

167 Cf. Bojana BARLOVAC, « Serbia Rejects Strategy for North Kosovo », *BalkanInsight*, 25.02.2010, <http://old.balkaninsight.com/en/main/news/26141/>

168 En particulier Rada Trajković, ancienne présidente du Conseil National Serbe (SNV) du Kosovo central et Slaviša Petković du Parti démocratique Serbe du Kosovo (SDSK), membre du Parlement du Kosovo et ancien Ministre des Retours du Kosovo, cf. Anamari REPIĆ, « Trajković: Severu Kosova dati poseban status », [*Trajković : donner un statut particulier au Nord du Kosovo*], Radio Free Europe, 25.02.2010, www.slobodnaevropa.org/content/kosovo_strategija_za_integraciju_severa/1968378.html.

169 Notamment au cours de la commémoration des onze ans du début des bombardements de l'OTAN, le 24 mars 2010, qui s'est transformée en manifestation contre « le plan de Feith et Taçi de conquête du Nord ». Les slogans "La stratégie pour le Nord : condamnation à mort des Serbe", « EULEX et Feith : menace pour les Serbes », « Les Serbes de Feith sont des mercenaires », « Les Serbes de Taçi sont des Janissaires » (en référence aux troupes d'élite ottomanes) " Le Président du District de Mitrovica (Nord), R. Nedeljkić, s'est adressé aux participants en affirmant que les institutions serbes sont les seules légales et légitimes et que les institutions parallèles sont celles issues de la sécession unilatérale de Pristina. Il accuse le chef de l'ICO, P. Feith de « planifier le nettoyage des Serbes et autres non-Albanais du Nord du Kosmet » ajoutant qu'il « doit être clair pour tous que qu'ils ne peuvent intégrer le nord du Kosmet dans les soi-disant institution du Kosovo qu'en nous détruisant ou en nous chassant tous, ce que nous ne regarderons et ne permettrons certainement pas les bras croisés ». Pour sa part S. Samardžić (DSS), ancien Ministre pour le Kosovo, a affirmé que l'acceptation d'EULEX était une erreur, mais qu'elle pouvait être réparée. Milan Ivanović (SNV) a indiqué que « le bombardement continuait sous d'autres apparences, et que l'une d'elle était la stratégie pour le nord et tant que tentative d'albanisation et d'occupation du Kosovo » www.vesti-online.com/Vesti/Srbija/39666/Fejt-cisti-sever-Kosmeta-od-Srba.

et de partenariat, basés sur la bonne volonté et la participation citoyenne.¹⁷⁰

4.4. Le facilitateur de l'UE pour le Nord du Kosovo

A l'automne 2009, mais apparemment de façon distincte de la stratégie, l'UE a cherché à renforcer sa présence au Nord, non seulement par l'activité d'EULEX et le renforcement des programmes d'ECLO, mais également par la nomination d'un facilitateur de l'UE pour le Nord du Kosovo¹⁷¹ en la personne de l'Ambassadeur d'Italie à Pristina, Michael Giffoni. L'ambition de ce dernier est — en plus des activités entreprises par EULEX — de renforcer la crédibilité et la visibilité de l'UE au Nord également. Bien qu'il souligne que l'identification de solutions et de domaines de progrès reste difficile, il mise sur le dialogue avec la communauté serbe au Nord, couplé à une assistance économique,¹⁷² qui selon lui y est pour le moment presque invisible aux yeux de la population locale. Cette approche s'est matérialisée par l'ouverture à Mitrovica Nord d'une « Maison de l'UE » commune à EULEX et ECLO et devant accueillir le bureau du facilitateur de l'UE. Sa présence vise une information plus accessible à la population du Nord sur les activités de l'UE.¹⁷³

170 Cf. Biljana MITRINOVIĆ, « Intervju: Iljber Hisa, koordinator kosovske vlade za sever Kosova. Ban Ki Mun je zabrinut, ali se ne protivi strategiji », [« Interview: Ylber Hysa, coordinateur du Gouvernement kosovar pour le Nord du Kosovo. Ban Ki Moon inquiet mais pas opposé à la stratégie », Politika, Belgrade, 10.05.2010, <http://www.politika.rs/rubrike/Politika/Ban-Ki-Mun-je-zabrinut-ali-se-ne-protivi-strategiji.lt.html> et « Iljber Hisa: Integracija severnog dela obaviće se političkim sredstvima i socijalnim projektima », [Ylber Hysa, l'intégration de la partie nord sera réalisée par des moyens politique et des projets sociaux », Radio KiM, Čaglavica, 01.03.2010, <http://84.22.45.4/kim/?cid=3,7,5693&sqr=hisa>.

171 Cette nomination a été annoncée en octobre 2009 par P. Feith, dans sa fonction d'EUSR (cf. www.eusrkosovo.eu/d/Giffoni_EUSR_091016_EN.pdf). L'objectif est d'établir une présence permanente et d'ensemble de l'UE au Nord du Kosovo, pour y intensifier ses activités, le communiqué précise toutefois que "This arrangement does not in any way influence or change the mandate of the EUSR".

172 Cf. "L'Ambasciatore Giffoni sulla situazione a Nord di Mitrovica", Interview, *You Tube*, 06.11.2009 www.youtube.com/watch?v=SngOfexiiQ (accédé, 16.05.2010).

173 Cf. "A concrete sign of the EU's presence in northern Kosovo", *EULEX factsheet*, 26.03.2010, www.eulex-kosovo.eu/en/news/000207.php.

Des divisions à propos de la stratégie précitée sont aussi apparues au sein de l'UE. M. Giffoni a ainsi indiqué que la stratégie n'était pas un document bénéficiant du soutien de l'ensemble de l'UE.¹⁷⁴ EULEX paraît s'être aussi distancé du document, tout en insistant sur l'illégalité des structures parallèles au Nord¹⁷⁵. Par ailleurs, la nomination même d'un facilitateur de l'UE au Nord dénote une certaine collision entre ses fonctions et celles de P. Feith en tant que EUSR (disposant également du bureau de l'ICO/EUSR à Mitrovica Sud). S'il a été évoqué dans un premier temps que M. Giffoni devait reporter à P. Feith, cette option a par la suite été écartée au profit d'un lien direct avec Bruxelles.

4.5. Conclusions

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la région de Mitrovica — qui connaît à la fois une division conflictuelle entre communautés et une profonde crise de désindustrialisation — cumule les tristes records de la plus grande pauvreté des Balkans, du plus grand taux de chômage, d'une production presque nulle, d'une très forte dépendance économique et politique. La structure des institutions locales, à la fois redondante et concurrente, ne jouit que de peu de soutien au sein des diverses communautés. De plus, elle est le lieu où l'affrontement sur le terrain de Belgrade et Pristina est particulièrement marqué.

La reconfiguration de la présence de la « communauté internationale » dans cet environnement — prévue comme un remplacement des structures chapeautées par l'ONU par une architecture coordonnée par l'UE — s'est avérée problématique. Trois ans après la fin projetée de cette transition, on est toujours en présence d'un système hybride de missions, démultipliées et aux mandats incompatibles, la majeure partie d'entre-elles ne considérant pas le Kosovo comme pleinement indépendant, mais comme neutre du point de vue du statut. Ainsi, plutôt que d'avoir contribué à réduire la division

174 Cf. "Đifoni: EU ne podržava strategiju za sever Kosova" [*Giffoni: l'UE ne soutient pas la stratégie pour le Nord du Kosovo*], Blic, 24.02.2010, www.blic.rs/Vesti/Politika/178167/Djifoni-EU-ne-podrzava-strategiju-za-sever-Kosova.

175 Cf. "De Kermabon: "Strong, fair and multiethnic rule-of-law institutions make the so-called parallel structures irrelevant", *EULEX Press release*, 14.01.2010, www.eulex-kosovo.eu/en/pressreleases/0046.php.

au nord du Kosovo, les missions internationales ont été « contaminées » par celle-ci, se sont démultipliées, demeurent mal coordonnées et partiellement neutralisées quant au but de l'unité du Kosovo.

Dans la région de Mitrovica, ceci apparaît plus clairement du fait de la division de la ville et des difficultés résultant pour les missions de s'imposer sur les deux rives de l'Ibar (UNMIK au Sud, ICO au Nord). L'action de l'ICO semble plus s'être concentrée sur les institutions centrales, puis sur les enclaves serbes du Sud du Kosovo que sur le Nord. Une stratégie pour cette région — élaborée tardivement et communiquée de façon maladroitement — semble avoir plus renforcé l'antagonisme entre les communautés que posé les jalons d'un rapprochement. L'ICO semble en outre avoir relativement peu cherché la communication publique avec la population, et il s'est surtout concentré sur l'aspect politique des problèmes au Nord du Kosovo. L'engagement de la « communauté internationale » sur le plan économique dans la région est relativement faible et tardif, ne répondant que peu aux besoins des populations. La combinaison de ces facteurs semble avoir contribué indirectement à renforcer l'emprise des institutions parallèles au Nord, sans grande concurrence dans cette partie du Kosovo.

Les taux de satisfaction envers les missions internationales connaissent par ailleurs une importante baisse (excepté pour la KFOR) ; en mars 2010 une enquête d'opinion indiquait les pourcentages suivants : KFOR: 78% (+6%), UNMIK : 12% (niveau le plus bas), SRSG : 18% (- 8%, niveau le plus bas), EULEX : 30% (-10%),¹⁷⁶ en juillet 2010, une autre soulignait les doutes des populations albanaise et serbe quant à la nécessité de la présence de l'ICO et d'EULEX au Kosovo.¹⁷⁷

Il est certainement difficile de tirer actuellement un bilan définitif de l'action des missions internationales au Nord du Kosovo — notamment en raison du manque relatif de sources et du faible recul temporel —, aussi les remarques suivantes sont-elles plus des éléments de réflexion que des conclusions arrêtées.

176 Cf. UNDP / USAID, *Fast Facts, Early warning Report*, No 27, Pristina. 10.03.2010, www.ks.undp.org/repository/docs/Fast_Facts_27_ENGEditedFinal-1.pdf.

177 Cf. Gallup Balkan Monitor, *Focus on Kosovo's independence*, 07.2010, www.balkan-monitor.eu/files/Gallup_Balkan_Monitor-Focus_On_Kosovo_Independence.pdf.

Les aspects analysés suggèrent néanmoins que, dans son ensemble, l'engagement de la « communauté internationale » au Nord du Kosovo depuis la déclaration d'indépendance s'est plus consacré à la recherche d'une cohérence interne qu'il n'a été en mesure de répondre aux besoins spécifiques des populations de cette région de crise, et ce en particulier dans le domaine économique qui, comme nous l'avons vu au troisième chapitre, présente une ampleur des plus inquiétantes en comparaison régionale et européenne.

L'action de la « communauté internationale » peine, par ailleurs, à sortir d'une logique de maintien de la stabilité ; et ce d'une stabilité conçue avant tout dans le champ sécuritaire et politique et réalisée par des mesures à court terme.¹⁷⁸ Une stabilité durable, basée sur un développement socio-économique à long terme semble encore constituer une vision marginale. Ce qui est particulièrement difficile à comprendre de ce point de vue dans l'engagement de la « communauté internationale » et sur la longue durée est le déséquilibre entre le premier et le second champ d'action. D'un côté, Mitrovica est constamment évoquée comme un foyer aigu de crise mais, de l'autre, le champ d'action économique et social est dans cette région passablement désinvesti par les missions internationales. Ceci paraît d'autant plus contradictoire que, même en suivant une logique que ne rechercherait que la stabilité politique et sécuritaire, un développement économique soutenu apparaît comme un moyen privilégié pour atteindre cette fin. Ceci a contribué, à n'en pas douter, à accentuer la division de la région et, indirectement, à renforcer l'emprise des institutions parallèles au Nord, sans grande concurrence dans cette partie du Kosovo.

En ce qui concerne le mandat de supervision des institutions communales confié à l'ICO, il semble que ses résultats — en tout cas en ce qui concerne celles du Sud de la région de Mitrovica, puisque cette mission n'a pas accès au Nord de l'Ibar — ne constituent pas percée en termes d'intégration sociale. Il est vrai que cette période a été marquée par une rupture des communes du Nord de l'Ibar qui n'a pas été prévue par le Plan Ahtisaari, ainsi que de fortes tensions, mais il est des éléments relatifs à l'administration municipale qui peuvent consti-

178 Sur cette problématique voir : Odile PERROT, *Les équivoques de la démocratisation sous contrôle international. Le cas du Kosovo (1999-2007)*, Clermont-Ferrand : L.G.D.J., 2007.

tuer des facteurs d'attraction et d'intégration et qui, à notre sens, n'ont pas été suffisamment soutenus, telle, comme nous l'avons vu, une politique conséquente de bilinguisme des institutions communales et au-delà d'information sur la vie communale.

Par ailleurs, les observations de D. Kostovicova — mettant en avant le manque de « légitimité populaire » dont souffrent les missions internationales au Kosovo par la peine qu'elles ont eu à créer un lien fort avec les populations locales et à dépasser une approche « managériale » — nous paraissent particulièrement pertinentes en ce qui concerne le Nord du Kosovo.¹⁷⁹

De façon à contribuer à résoudre le conflit au Nord du Kosovo, il nous paraît important pour la « communauté internationale », en dépit de ses divisions internes et de celles des protagonistes locaux (ou justement à cause de ces divisions), de définir des approches alternatives à la seule voie politique. La mise en place d'une stratégie pour un véritable développement économique de la région, soutenu et équilibré entre communautés, serait un premier élément. Le second serait un renforcement conséquent de l'efficacité de la gestion communale (avec pour objectif des services publics de qualité pour toutes les communautés). L. Montanaro développe à juste titre, à notre avis, la notion de « contrat social », centrale dans les environnements où, comme actuellement au Nord du Kosovo, la légitimité de l'Etat est contesté.¹⁸⁰ Il nous semble que les institutions jouent un rôle clé dans la construction d'un tel contrat, en ce qu'elles sont appelées à devenir le dépositaire de la confiance des citoyens ; confiance qui — en plus de la légitimité constitutionnelle des institutions, actuellement disputée — se construit aussi sur la capacité des institutions locales à fournir des services publics efficaces.

179 Cf. Cf. Denisa KOSOTOVICOVA, "Legitimacy and International Administration: The Ahtisaari Settlement for Kosovo from a Human Security Perspective", op. cit. plus généralement, Laurent GOETSCHEL et Tobias HAGMANN « Civilian peacebuilding: peace by bureaucratic means? », op cit.

180 Cf. Lucia MONTANARO, The Kosovo Statebuilding Conundrum : Addressing Fragility in a Contested State, Madrid : FRIDE, 03.12.2009, www.fride.org/download/WP91_Lucia_Montanaro_Kosovo_Statebuilding_Conundrum_3dic.pdf.

5. Stratégies et discours

5.1. Absence de dialogue – politique du fait accompli

Dans le contexte de blocages de la question du Kosovo au niveau bilatéral entre Pristina et Belgrade, et au niveau international, l'ambition de « créer des faits sur le terrain » est devenue la commune pratique des deux camps, par la ruse, l'usure ou la force. Ce fut dramatiquement le cas pendant et après la guerre, par les déplacements forcés de populations d'abord albanaise, puis serbe et rom, qui ont fortement marqué la plupart des couches de la société – physiquement et émotionnellement – et transformé le paysage démographique. L'usurpation de propriétés, la confiscation des registres du cadastre (par les autorités serbes) et l'établissement de faux documents de propriété (par les autorités locales tant au Nord qu'au Sud), ou la mise en place de structures d'Etat contournant la Rés. 1244 dès la fin du conflit constituent autant d'exemples de faits accomplis. A sa manière, bien qu'explicable partiellement en termes politiques, la déclaration d'indépendance du Kosovo, non consensuelle, a aussi constitué un fait accompli (en particulier aux yeux de la population et des politiciens serbes). Deux jours après celle-ci, c'était une meute de casseurs serbes du Kosovo, soutenus par des politiciens extrémistes locaux et justifiés par Belgrade¹⁸¹ qui mettait le feu aux postes de douane entre le Kosovo et la Serbie (alors administrés par la MINUK), estimant que si « le Kosovo c'est la Serbie », alors la frontière n'a pas de raison d'être (pas plus que les quelques 4x4 de la MINUK brûlés ce jour-là). Depuis, les douaniers (Albanais) du Kosovo couvrent le trafic de personnes et de marchandises depuis leurs voitures garées exactement sur la ligne de partage des populations, dans la région de Mitrovica. La présence de l'ICO¹⁸² dans les zones serbes contestant sa légitimité – en tant que mission soutenant le Plan Ahtisaari considéré comme un fait imposé – a été perçue comme

181 S. Samardžić, alors Ministre de Serbie pour le « Kosovo et Metohija » a ainsi déclaré que ces événements n'étaient « peut-être pas jolis, mais légitimes », cf. Matt ROBINSON, « NATO reopening ransacked Kosovan border posts », *Reuters*, 20.02.2008, www.reuters.com/article/idUSL20871554.

182 Dont l'équipe de préparation s'est déployée à Pristina et Mitrovica Nord en 2007.

intrusive et la mission a été invitée, par des jets de grenades nocturnes, à repasser l'Ibar en sens inverse. Ces coups de force se sont succédés sur fonds de retrait progressif des instances de la MINUK : le Tribunal au Nord, administré par la MINUK, fut « libéré » par des insurgés Serbes (14.03.08), puis « relibéré » par la MINUK et la KFOR (17.03.08) dans une opération à la planification et à l'exécution douteuses ayant résulté en combats de rue à l'arme automatique, en la fermeture du Tribunal et en blessés par dizaines.¹⁸³ La division du service de police du Kosovo (KPS), unitaire et alors chapeauté par la MINUK a aussi été remise en question. Les trains de Serbie circulent jusqu'à Mitrovica, supplantant au Nord ceux de l'*UNMIK-Railways*, depuis le printemps 2008. Ainsi, dans les faits, la partition institutionnelle progresse, subrepticement ou par à-coups violents.

5.2. Discours inachevés

Les discours politiques, affirmant essentiellement la souveraineté et la légalité des institutions de l'une ou de l'autre partie, semblent avant tout avoir une fonction de légitimation sur la scène internationale et de mobilisation au sein des communautés propres. Ils apparaissent comme peu performants au sein de la communauté opposée qu'ils affirment pourtant vouloir intégrer. Significativement, la langue de l'autre communauté n'est que très rarement utilisée publiquement par les politiciens, bien que ceci donnerait qui lui donnerait un accès direct à ce discours, un signe d'une volonté de rapprochement et un véritable contenu aux affirmations en faveur d'une « société multiethnique ». Dans l'ensemble, les discours politiques mobilisent l'insécurité socio-économique, qu'ils articulent en termes patriotiques. Toutefois, même auprès de leur propre communauté ces discours « sonnent creux » et, comme nous l'avons vu, les politiciens qui les prononcent bénéficiant d'un soutien bien plus limité que par le passé. Un certain vide marque également le discours l'UE, empêtrée dans ses divisions et peinant à communiquer aux populations du Kosovo – au-delà des formules convenues sur « l'avenir européen du Kosovo » – le sens de son principal projet, l'intégration européenne, de façon tangible et mobilisatrice.

183 Voir, par exemple, « NATO defiant, EU concerned over Kosovo violence », *B92*, 17.03.2008, www.b92.net/eng/news/in_focus.php?id=91&start=4905&nav_id=48531.

Cette pauvreté du discours politique est spécialement visible dans la région de Mitrovica, point de confrontation entre les deux systèmes, où l'affirmation, par chacun des camps, de sa souveraineté l'emporte sur la formulation de réponses aux besoins socio-économiques des populations, et en particulier des populations réfractaires à son autorité. Aucun des protagonistes ne semble en mesure de formuler de plans viables à la hauteur de ses propres prétentions — ni peut-être même de le vouloir vraiment. Ces discours présentent souvent d'importantes lacunes argumentatives, voire des contradictions.

Ainsi, tout en clamant que « le Kosovo c'est la Serbie », Belgrade ne paraît pas proposer de véritable plan visant à intégrer les deux millions d'Albanais du Kosovo, soit 1/5 de sa population selon son point de vue. Si l'on reporte cette proportion à la composition des institutions de Serbie, il faudrait alors envisager, environ 50 députés du Kosovo sur les 250 du Parlement de Serbie, deux ou trois ministres au Gouvernement, et des dizaines de milliers de recrues kosovares dans l'armée serbe... Parmi les stratégies du gouvernement de Serbie publiées sur son site Internet, deux on en particulier pour objet le Kosovo.¹⁸⁴ De manière significative — et contradictoire — elles ne concernent essentiellement que la population serbe du Kosovo, ne mentionnant (malgré des références à la multiethnicité et aux droits de l'homme) que rarement la population albanaise et ne formulant pas de stratégie pour son développement. Cette logique transparaît également, et de manière frappante, dans le discours du Ministre pour le « Kosovo et Metohija » du Gouvernement de la Serbie, Goran Bogdanović, qui souvent utilise à propos du Kosovo l'expression « les Serbes et les autres non-Albanais » sans mentionner la population albanaise, qui pourtant forme la grande majorité au Kosovo.¹⁸⁵ Or si, dans sa propre optique, il est le Ministre du « Kosovo et

Metohija », il devrait aussi (voire même avant tout) prendre en compte les intérêts de la population albanaise, les thématiser, les débattre, œuvrer à les réaliser.

Inversement, Pristina apparemment plus préoccupée par d'autres questions, se cantonne essentiellement à un discours de principe sur l'intégrité territoriale du Kosovo, sur l'illégalité des « structures parallèles » serbes au Nord, sans pour autant vraiment formuler d'approche convaincante capable de susciter l'intérêt des populations du Nord. Sans possibilité de l'intégrer de force, ou par accord politique, on pourrait attendre de Pristina qu'elle essaie au moins de donner envie à la population serbe du Nord de participer de plein pied au projet kosovar, ou de forger des alliances avec les politiciens modérés du Nord.

Dans une tradition commune à de nombreux Etats des Balkans, les planificateurs semblent raisonner avant tout en termes de droit et de territoires, bien plus qu'en termes de populations, ou alors se limitent à « leur » population, souvent utilisée comme moyen. Rompus à l'internationalisation de leurs conflits, les deux parties pressent « leurs » internationaux de trouver des solutions pour combler ces vides conceptuels.

5.3. Stratégie de Belgrade

Un des fondements de cette stratégie a été posé par le gouvernement Koštunica (nationaliste et conservateur), encore du temps des négociations sur le statut du Kosovo. Il a consisté à ancrer l'unité territoriale de la Serbie dans la Constitution (2006), rendant toute indépendance subséquente du Kosovo anticonstitutionnelle. Après l'échec des négociations, puis de la tentative de médiation de la Troïka (UE, USA, Russie, 2007), une politique de priorités a été établie par Belgrade, qui a mis la question du Kosovo en première position, avant l'intégration européenne de la Serbie. Succédant en 2008 au gouvernement Koštunica, le gouvernement Cvetković¹⁸⁶ (d'orientation européenne, malgré des accents nationalistes) a rétabli une liste de

184 Cf. Strategija održivog opstanka i povratka na Kosovo i Metohiju [Stratégie de maintien et de retour durables au Kosovo et Metohija], Belgrade [s.d. janvier 2007 ?] et Strategija dugoročnog ekonomskog razvoja srpske zajednice na Kosovu i Metohiji, [Stratégie développement économique durable de la communauté serbe au Kosovo et Metohija], Belgrade [s.d. 2008 ?] www.srbija.gov.rs/vesti/dokumenti_sekcija.php?id=45678

185 Cf. par exemple, « Bogdanović: Neutralnost do rešenja » [« Bogdanović : la neutralité jusqu'à la solution »], B92, Belgrade, 07.12.2008, www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2008&mm=12&dd=07&nav_id=332847

186 Gouvernement formé par le Parti démocrate (DS) de B. Tadić, suite au élections de mai 2008, provoquées par la démission de V. Koštunica, elle-même engendrée par la crise ayant suivi en Serbie la déclaration d'indépendance du Kosovo.

priorités dans laquelle le Kosovo et l'intégration européenne formaient, à parts égales, les priorités prépondérantes, résumées dans le slogan « Le Kosovo et l'UE ». Position difficile dans la mesure où une forte majorité des membres de l'UE a rapidement reconnu l'indépendance du Kosovo.

Ce changement de gouvernement en Serbie entraîna une situation paradoxale dans les relations entre Belgrade et les communes à majorité serbe du Nord du Kosovo, dans la mesure où la première était passée en mains du DS alors que le DSS restait le parti dominant dans les secondes. En d'autres termes, le gouvernement serbe devait composer sur le terrain avec ses adversaires de l'opposition dans l'une des questions politiques les plus délicates pour Belgrade. Sur le plan local, une lutte s'est engagée entre le gouvernement de Belgrade et les municipalités serbes du Nord du Kosovo. Ceci n'a pas remis en question le soutien de Belgrade aux institutions parallèles qui s'est maintenu et officialisé par la tenue d'élections selon les lois de Serbie. En mai 2010, des élections complémentaires dans la commune de Mitrovica Nord ont vu une coalition regroupée autour du DS former l'assemblée communale et nommer la municipalité, alignant ainsi cette instance sur la majorité à Belgrade. Pourtant, en octobre 2010, la municipalité est repassée aux mains des partis nationalistes conservateurs (DSS et SNS), suite au ralliement d'un partenaire du DS au camp conservateur.¹⁸⁷

Sur le plan des relations de Belgrade avec les missions internationales au Kosovo, son appui sur la MINUK s'est renforcé et lui a permis de pousser EULEX à changer son mandat initial pour se déployer au Nord, mais dans le cadre « neutre » de la Rés. 1244.

Sur le plan international, la ligne suivie par la Serbie a été de porter la question dans les enceintes internationales, tout en tentant d'enrayer le rapide mouvement de reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ayant suivi sa déclaration, tant par les Etats que par les organisations internationales. A ce jour, cette stratégie s'est avérée relativement efficace (du moins si elle est mesurée à ses objectifs

restreints), près de deux tiers des Etats ainsi que la majorité des organisations internationales (hormis la Banque Mondiale et le FMI) ne reconnaissant pas l'indépendance du Kosovo. Le résultat fut une certaine congélation de la question sur ce plan depuis février 2008. Toutefois, vue de manière plus large, cette approche s'avère relativement contreproductive pour la population (y compris serbe) du Kosovo, mais aussi pour les relations de la Serbie avec l'UE.

Dans la suite de cette politique, la Serbie a déposé une demande auprès de l'Assemblée générale de l'ONU, transmise par celle-ci à la CIJ, pour un avis sur la légalité de la déclaration d'indépendance du Kosovo selon le droit international. Pour Belgrade ceci constituait la relégation du problème du plan politique au plan juridique. L'avis de la CIJ (22.07.2010) a constitué un sérieux revers pour Belgrade, qui a paru vouloir poursuivre cette lutte à l'Assemblée générale de l'ONU, pour finalement — après plusieurs rebondissements — déposer une déclaration conjointe avec l'UE, qui sera acceptée à l'unanimité (10.09.2010).¹⁸⁸

Entre le Kosovo et l'UE, la politique bicéphale de Belgrade s'apparente de plus en plus à un grand écart entre deux objectifs devenant — au gré du rapprochement à l'UE — mutuellement exclusifs. Cette approche peut cependant aussi suggérer que l'enjeu de la « lutte pour le Kosovo » soit pour Belgrade également motivé par des considérations tactiques : si cette hypothèse est correcte, Belgrade viserait plus à obtenir des concessions de Bruxelles pour une intégration plus rapide de la Serbie à l'UE, en échange de concessions sur le Kosovo. Au vu de la rhétorique officielle serbe sur le Kosovo, on peut même se demander si Belgrade souhaite vraiment réintégrer une population qu'elle perçoit comme hostile, économiquement sous-développée et dont la moitié de la force de travail est au chômage (contre 1/5 en Serbie). Toutefois, sur la scène intérieure, si le gouvernement serbe peut espérer convaincre la partie pro-européenne de l'électorat par sa politique actuelle envers le Kosovo, il sait que les nationalistes ne se priveront pas d'exploiter la « perte du Kosovo » contre lui. Ceci contribue certainement à faire de l'idée d'une partition du Kosovo un élément pouvant être présenté sur la

¹⁸⁷ Cf. « DSS i SNS preuzele vlast u Kosovskoj Mitrovici », [« Le DSS et le SNS ont repris le pouvoir à Kosovska Mitrovica »], *SEEBiz*, 21.10.2010, www.seebiz.eu/sr/politika/dss-i-sns-preuzele-vlast-u-kosovskoj-mitrovici,95886.html.

¹⁸⁸ Cf. "UNGA adopts Kosovo resolution unanimously", B92, Belgrade, 10.09.2010, www.b92.net/eng/news/politics-article.php?yyyy=2010&mm=09&dd=10&nav_id=69585

scène intérieure comme une victoire, du moins partielle.

Cependant, certains politiciens serbes — et même des membres de la coalition au pouvoir — tel l'ancien Ministre serbe des Affaires étrangères V. Drašković,¹⁸⁹ remettent publiquement en question la stratégie actuelle de Belgrade, la considérant comme illusoire et avant tout dommageable pour la population serbe du Kosovo. Certains partis (en particulier le petit LDP de Č. Jovanović, qui s'était précédemment prononcé pour une indépendance du Kosovo) vont même jusqu'à appeler au changement de la Constitution serbe quant au Kosovo et à une plus grande coopération avec l'UE et les USA.

5.4. Stratégie de Pristina

Les démarches de Pristina ont dans un premier temps été marquées par l'action et l'appui sur ses alliés dans la « communauté internationale », en particulier l'ICO (comme évoqué en détail au chapitre 4.3.). La déclaration d'indépendance, coordonnée avec les Etats-Unis et l'Union européenne a constitué un pas crucial. Par la suite, Pristina est apparue beaucoup plus réactive. Par exemple, lorsque le plan des six points a été avancé par Belgrade, suscitant un certain soutien dans la « communauté internationale » y compris partiellement de l'UE et des Etats-Unis (moins par proximité des positions de Belgrade que par la possibilité qu'il offrirait de trouver un accord sur le déploiement d'EULEX) Pristina a tenté, sans grand effet de proposer un contre-plan en quatre points qui a suscité un intérêt limité sur la scène internationale.

Pristina semble avant tout avoir concentré son énergie sur la construction de l'appareil d'Etat, puis sur la décentralisation, avec un fort soutien en cela de l'ICO, mais sans grand accent sur le Nord du Kosovo, au-delà de la dénonciation des institutions parallèles et l'affirmation de son autorité dans sur le territoire qu'elle contrôle.

189 Cf. T. SPAIC, « Vuk Drašković : Mora da se menja strategija prema Kosovu » [« Vuk Drašković : La stratégie envers le Kosovo doit être changée »], Blic, Belgrade, 06.08.2010, www.blic.rs/Vesti/Politika/201581/Mora-da-se-menja-strategija-prema-Kosovu.

Certains analystes kosovars soulignent le manque d'autonomie de Pristina dans sa politique étrangère et notamment son manque d'esprit d'initiative et d'indépendance face aux Etats-Unis. Une certaine irritation est également observable parmi les pays soutenant l'indépendance quant au manque d'engagement perçu de la part du Gouvernement du Kosovo sur la question des reconnaissances. Ou par l'opposition kosovare sur ce que certains voient comme de la naïveté ou de l'incompétence diplomatique.

Par ailleurs, au cours de l'été 2010 l'affirmation de la souveraineté de Pristina s'est renforcée au Nord, par l'ouverture d'un Bureau d'enregistrement civil dans la partie Nord de Mitrovica contrôlée par le gouvernement du Kosovo (Bošnjačka Mahala).

5.5. Du partage à la partition ?

A moyen terme, la réalité de division et de stagnation au Nord du Kosovo ne saurait être satisfaisante pour pratiquement aucun des acteurs (si l'on laisse de côté la question du crime organisé, lequel peut peut-être espérer tirer profit de cette situation instable). En effet, la division des populations, des institutions et des zones d'influence du Nord et du Sud s'approfondit graduellement et pose un défi de taille à la définition de solutions d'avenir viables et consensuelles. Dans l'état actuel, elles ne paraissent pouvoir être qu'à plusieurs perdants. La marge de manœuvre semble s'être réduite entre les options possibles, qui pourraient inclure : une action des forces internationales contre les centres de pouvoir du Nord, accusés d'actes criminels (hypothèse relativement improbable en raison des risques de déstabilisation qu'elle impliquerait) ; le prolongement d'une attente qui ne satisfait personne entièrement à long terme et qui risque d'accentuer dangereusement le mécontentement social ; une officialisation du partage, aux conséquences locales, régionales et internationales hasardeuses. La division nuit également à la fonctionnalité des institutions, notamment dans leur dimension de fournisseurs de services aux citoyens.

Sur fond d'ancrage de la division — en termes de territoire, de populations et de gouvernement —, une recrudescence du discours sur la partition

du Kosovo est à relever.¹⁹⁰ Par le passé, diverses variantes académiques de cette idée ont été développées en Serbie, notamment depuis les années 1990 par l'urbaniste belgradois Branislav Krsitić.¹⁹¹ Celui-ci préconise notamment une séparation sociale des Serbes et des Albanais du Kosovo (censée concilier les « droits historiques » des premiers et les « droits ethniques » des seconds). Divers leaders serbes (N. Čović, Z. Đinđić) ont, à l'occasion, repris ces propositions. Dans l'ensemble, elles envisagent le maintien du Nord du Kosovo dans le giron de la Serbie, ainsi que certaines enclaves serbes au Sud de l'Ibar et des monastères orthodoxes. Certaines variantes imaginent des corridors vers les enclaves. Le plan de « séparation fonctionnelle » (entre Albanais et Serbes) proposé à l'UNMIK par S. Samardžić (DSS), alors Ministre pour le Kosovo dans le Gouvernement Koštunica, (à la fin mars 2008, dans le contexte particulier suivant la déclaration d'indépendance, les affrontements autour du Tribunal de Mitrovica et la destruction des postes de douane), constitue une version particulière de cette idée.¹⁹²

L'avis de la CIJ a été attendu, notamment en Serbie, comme une possibilité d'ouverture de nouvelles discussions.¹⁹³ Le Président serbe B. Tadić a également affirmé qu'il s'attendait à ce qu'une solution puisse être trouvée au cours de l'année 2010.¹⁹⁴ Dans ce contexte, certains politiciens serbes ont évoqué une partition comme élément de cette solution.¹⁹⁵ Pour sa part, Pristina refuse officiellement toute négociation du statut du

Kosovo¹⁹⁶ et de son intégrité territoriale, mais dit accepter l'idée de discussions techniques avec Belgrade, en tant que deux Etats indépendants se reconnaissant mutuellement. Repoussant l'idée d'un partage du Kosovo, certains politiciens kosovars ont toutefois indiqué que si cette option venait à se réaliser, un rattachement du Sud de la Serbie au Kosovo devrait alors être envisagé.¹⁹⁷

Sur la scène internationale cette option est en général officiellement rejetée, mais elle est aussi discutée publiquement, avec un récent accent sur l'idée d'aborder l'option d'une partition en découplant la question de l'indépendance de celle du tracé des frontières.¹⁹⁸

5.6. Implications d'une partition pour le Kosovo

Déjà discrètement évoquée au cours du processus de la Troïka (qui avait tenté, en vain, de trouver un accord en 2007 entre Belgrade et Pristina suite à l'échec des négociations Ahtisaari), l'idée d'une partition négociée semble devenir plus visible dans la « communauté internationale » et être évoquée publiquement par des *poliymakers* reconnus. Daniel Serwer de l'*United States Institute of Peace* (USIP), suggère ainsi une reconnaissance du Kosovo par la Serbie, pour qu'ensuite les deux discutent, s'ils le souhaitent, une « correction de frontières » faisant passer les communes au Nord de l'Ibar en Serbie.¹⁹⁹ Dans l'incertitude actuelle sur l'issue du processus diplomatique, notamment après l'avis de la CIJ clairement défavorable à la Serbie, on peut observer une certaine congruence d'intérêts autour de cette idée, les trois groupes de protagonistes cherchant une issue au blocage sur le terrain. Une partition pourrait leur apparaître comme une « moins

190 Cf. « Kosovo : Belgrade s'engage vers la partition ? », Koha Ditore, Pristina, traduction : *Le Courrier des Balkans*, mise en ligne : 12.05.2010, <http://balkans.courriers.info/article15203.html>.

191 cf. p. ex. son ouvrage : *Kosovo facing the Court of History*, Amherst : Prometheus Books, 2004.

192 [www.unmikonline.org/DPI/LocalMed.nsf/0/B05762F509B04886C1257417002A11A/\\$FILE/Headlines%20-%2025.03.08.doc](http://www.unmikonline.org/DPI/LocalMed.nsf/0/B05762F509B04886C1257417002A11A/$FILE/Headlines%20-%2025.03.08.doc)

193 Cf. "ICJ decision chance for dialogue", *B92*, Belgrade, 09.02.2010, www.b92.net/eng/news/politics-article.php?yyyy=2010&mm=02&dd=09&nav_id=65094.

194 « Tadić: 2010. godina rešenja » [« Tadić: 2010, année de la solution »], *B92*, Belgrade, 22.01.2010, www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2010&mm=01&dd=22&nav_category=640&nav_id=406018.

195 Par exemple, le Président du Comité des Affaires étrangères du Parlement de Serbie, D. Mičunović, cf. Bojana BARLOVAC, « Serbia Official Talks Possible Kosovo Partition », *BalkanInsight*, 09.04.2010, <http://old.balkaninsight.com/en/main/news/27205>

196 Cf. "K. Albanians oppose new status talks", *B92*, Belgrade, 12.01.2010, www.b92.rs/eng/news/in_focus.php?id=91&start=480.

197 Cf. Voir par exemple les déclarations du Président du Parlement du Kosovo, J. Krasniqi, cf. *BalkanInsight*, « Kosovo Official: South Serbia Would Join Kosovo », 10.02.2010, www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-official-south-serbia-would-join-kosovo

198 Cf. Nikolas K. Gvosdev, „Unfreezing Kosovo, Reconsidering Boundaries in the Balkans », *Foreign Affairs*, 26.04.2010, www.foreignaffairs.com/articles/66392/nikolas-k-gvosdev-unfreezing-kosovo.

199 Daniel SERWER, *A New Kind of Balkans Drama*, USIP, Peace Brief no 35, 06.2010, www.usip.org/resources/new-kind-balkans-drama.

mauvaise solution » leur permettant de se désengager. Une partition du Kosovo poserait toutefois quatre types de questions.

Bien que pouvant apparaître comme une solution « pragmatique » ou de « bon sens » à première vue pour certains, une partition du Kosovo porterait en elle de lourdes implications, et poserait à notre sens plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

D'abord elle poserait la question de l'avenir des populations de la région, notamment des Albanais du Nord du Kosovo et des Serbes des petites enclaves du Sud, comme celle des déplacés internes (albanais et serbes). Des tensions importantes peuvent résulter du fait qu'il n'existe pas de ligne de démarcation précise et mutuellement acceptée entre les communautés. Tracer une telle ligne impliquera des échanges de populations et des expropriations, qui traditionnellement conduisent à des confrontations violentes.

La seconde question est celle des relations entre les missions internationales, le Kosovo et la Serbie après une telle issue, alors que l'ICO et EULEX se basent sur la Constitution du Kosovo, reprenant le Plan Ahtisaari et stipulant l'intégrité de l'Etat. Comment évoluerait la légitimité de ces missions dans une telle perspective ?

La troisième question tient au principe central de « multiethnicité » adopté par la « communauté internationale » et qui lui a servi de base de travail au Kosovo depuis douze ans. Il s'agit en particulier d'un principe central du Plan Ahtisaari qui, en cas de partition, serait pratiquement vidé de son sens, ce qui aurait un impact important sur ses corollaires que sont la protection des minorités et la décentralisation. La crédibilité et la cohérence de la « communauté internationale », déjà maintes fois mises à mal, le seraient d'autant plus que si elle devait accepter une partition. On ne peut exclure qu'un tel aveu de faiblesse ne se transforme en encouragement pour les extrémistes d'une nationalité ou d'une autre dans la région, qui y verraient le signe que seule la violence paie à terme face à une « communauté internationale » incertaine, inconséquente et qui finit par accepter les remaniements territoriaux et les déplacements de population en cas d'insistance prolongée de leur part.

La quatrième question, qui découle de la précédente, est celle de l'impact qu'aurait à terme une telle issue sur les régions pluricommunautaires avoisinantes (en particulier, la Vallée de Preševo, le Sandžak, la Macédoine et la Bosnie et Herzégovine). A des degrés divers, les questions « ethniques » mal réglées dans la région peuvent être ravivées par une partition du Kosovo, sans que la « communauté internationale » ne puisse s'appuyer sur les principes qui l'ont aidée à les calmer. Si elle accepte ce principe, c'est son modèle même d'États multiethniques qu'elle remettrait en question dans une région où les sociétés sont fortement interconnectées. Les guerres des Balkans ont montré que nombreux sont ceux qui espèrent tracer les frontières par les armes avant qu'un règlement politique ne vienne avaliser les rapports de forces sur le terrain.

Cinquièmement, les principes dits du « Groupe de contact »²⁰⁰ posent le rejet par la « communauté internationale » de la partition du Kosovo et de son rattachement à d'autres Etats. Si le premier principe tombe, ceci aura assurément un impact sur le second. Si le Kosovo devait être divisé et que Pristina souhaitait que les territoires qu'elle contrôle se joignent à l'Albanie actuelle, que pourrait-on alors y objecter ?

Finalement, une acceptation de la partition du Kosovo, dans ces conditions, par la « communauté internationale » avaliserait son échec au Nord du Kosovo. Il n'est certes pas question de la rendre responsable de tous les maux du Kosovo, ni d'en faire peser la plus grande partie sur ses épaules. Il n'est pas question non plus de s'entêter à refuser par principe une partition s'il n'y avait vraiment pas d'autre issue. Toutefois, tout n'a certainement

200Le « Groupe de Contact » pour le Kosovo était composé des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. En 2005, il posa notamment que: 1. le futur statut du Kosovo doit assurer un cadre multiethnique durable au Kosovo et le respect des droits de l'homme et des communautés, 2. le Kosovo ne retournera pas à la situation d'avant mars 1999, 3. toute solution unilatérale ou recours à la force seront rejetés. 4. il n'y aura pas de changement dans le territoire actuel du Kosovo : pas de partition ni d'union avec un pays ou partie de pays, 5. le statut doit permettre au Kosovo un développement, économique et politique, durable, cf. "Statement by the Contact Group on the Future of Kosovo", 31.01.2006, www.unosek.org/docref/fevrier/STATEMENT BY THE CONTACT GROUP ON THE FUTURE OF KOSOVO - Eng.pdf

pas été mis en œuvre pour trouver une solution et notamment pas dans le domaine économique. Ce manque de résultats et en particulier de la part de l'UE sur les plans sociaux et économiques doit appeler un sérieux examen, car ce qui est en jeu ne concerne pas seulement le passé et le Kosovo, mais aussi l'avenir (quelque soit la l'éventuelle solution politique au conflit que l'on pourrait trouver) et le reste des Balkans. En d'autres termes, une partition du Kosovo ne résoudra pas le sous-développement économique, ni le chômage, qui comptent parmi les facteurs clé du conflit. La question peut être posée autrement : comment expliquer que l'Union Européenne, qui est un des acteurs économiques majeurs au niveau mondial, n'ait pas réussi à mettre en place un mécanisme apte à soutenir de manière convaincante le développement économique d'une région d'environ 350'000 personnes (soit une population d'une de ses villes de taille moyenne) ?

5.7. Dialogue et coopération régionale

Depuis le printemps 2010, une évolution majeure s'est dessinée: un nouveau courant s'affirme dans les capitales occidentales et particulièrement celles de l'UE, qui insiste sur la nécessité d'une normalisation des relations entre Belgrade et Pristina — même sans résolution immédiate de la question du statut du Kosovo —, dans le cadre d'une coopération régionale dans les Balkans. Cette option s'est renforcée depuis la réélection à la présidence de la Serbie du démocrate B. Tadić en février 2008²⁰¹ et la venue au pouvoir de la coalition « Ensemble pour une Serbie européenne » (ZES) à Belgrade en mai 2008, qui a créé une certaine rupture avec la politique du gouvernement Koštunica, principalement centrée sur le Kosovo. Bien que le Kosovo soit resté une priorité du nouveau gouvernement, celle de l'intégration de la Serbie à l'UE est passée en première place ou du moins à égalité. Depuis, l'UE a insisté sur le fait qu'elle ne posait pas la condition de la reconnaissance du Kosovo à l'intégration européenne de la Serbie,²⁰²

201 Peu avant la déclaration d'indépendance du Kosovo, qui a été retardée en vue de ne pas compromettre ses chances face au candidat nationaliste T. Nikolić (homme fort du parti Radical serbe à cette époque).

202 Contrairement, par exemple, à sa conditionnalité liée à la coopération de la Serbie avec le Tribunal Pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

tout en insistant auprès de la Serbie pour plus de coopération avec l'UE sur la question du Kosovo. Ainsi, lors de sa visite à Belgrade (01.03.10) et à Pristina (02.03.10), le Ministre français des Affaires étrangères, B. Kouchner, a souligné le respect par l'UE de la position de Belgrade quant à sa non-reconnaissance du Kosovo, mais a aussi fortement insisté sur la nécessité d'une coopération régionale.²⁰³ Depuis, de l'UE à l'ONU,²⁰⁴ l'évocation de discussions entre Belgrade et Pristina s'est faite de plus en plus présente, bien que leur format, leur contenu et la date de leur commencement restèrent incertains jusqu'au début 2011. Officiellement, Belgrade et Pristina se sont rapidement dites prêtes : la première évoquant des « négociations » sur le statut du Kosovo, alors que la seconde s'opposait à leur réouverture, estimant que l'indépendance du Kosovo était acquise et n'était plus à discuter, mais se dit néanmoins ouverte à des « discussions techniques » entre deux Etats voisins.²⁰⁵ Diverses hypothèses ont alors été avancées quant à la forme que pourrait prendre un nouveau dialogue (d'une conférence entre la Serbie et le Kosovo à des négociations techniques sur la décentralisation, l'héritage culturel et le Nord du Kosovo). Par ailleurs, des spéculations sur des discussions secrètes en cours entre Belgrade et

203 Cf. "French FM holds meetings in Belgrade", B92, Belgrade, 01.03.2010, www.b92.net/eng/news/politics-article.php?yyyy=2010&mm=03&dd=01&nav_id=65511.

204 "Mr. Ban today met with Serbian Foreign Minister Vuk Jeremic [...] and reaffirmed the UN commitment to status-neutral engagement, including facilitating regional cooperation and communal dialogue. He stressed the need for flexibility and pragmatism from both sides." *Lack of communal reconciliation in Kosovo risks social unrest, UN envoy warns*, UN News Centre, 17.05.2010, www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34730&Cr=Kosovo&Cr1=.

205 Voir par exemple le débat sur le Kosovo au CS-ONU du 17.05.2010. Le Ministre serbe des Affaires étrangères V. Jeremić y a affirmé: « [...] Serbia would pursue a compromise with Pristina, constructively and in good faith, as if Kosovo had never attempted the unilateral declaration of independence ». Pour le Ministre kosovar des Affaires étrangères S. Hyseni: "[...] Serbia continued to be unhelpful by supporting illegal structures and organizing elections in the north of Kosovo [...] warning that such actions were aimed at undermining efforts to enforce law and order. Nevertheless, the Kosovo government stood ready to address a number of issues with Serbia, as two independent States", CS-ONU, communiqué de presse, 17.05.2010, www.un.org/News/Press/docs/2010/sc9928.doc.htm.

Pristina se sont multipliées dans la presse au cours de l'année 2010.²⁰⁶

Ce tournant en faveur d'une reprise de dialogue s'est nettement renforcé suite à l'avis rendu par la CIJ de juillet 2010 et la résolution commune Serbie-UE à l'ONU de septembre 2010.

Cette nouvelle activité en faveur d'une coopération régionale et de la réouverture d'un dialogue constitue certainement une très grande avancée. Elle doit toutefois être mise en regard de la capacité réelle d'action des parties sur le terrain et donc de leur marge de manœuvre pour faire des concessions. La difficulté de chacune des parties à formuler des propositions capables de susciter la confiance et l'adhésion de la population de l'autre communauté restreint les possibilités du dialogue. Si le manque de volonté politique de Belgrade comme de Pristina de faire des avancées sur ce plan persiste, il risque d'affecter un processus certes intéressant au niveau international mais qui restera en partie déconnecté de la réalité de terrain, ce qui limitera sa viabilité à terme.²⁰⁷ Ceci ne saurait non plus faire oublier que, comme nous l'avons illustré au chapitre trois, une grande partie des problèmes est de nature socio-économique et n'est pas directement liée aux arrangements institutionnels que les parties pourront éventuellement atteindre par des négociations/discussions politiques. Aussi, pour dépasser durablement le conflit et poser les bases d'un développement socio-économique à même de stabiliser en profondeur la région, tant Belgrade que Pristina et les missions internationales doivent trouver une réponse à la crise de désindustrialisation massive, à la production pratiquement inexistante et au chômage abyssal et aux déséquilibres socio-économiques de la région de Mitrovica. Ce serait une illusion que de croire qu'un règlement politique seul sera à même de résoudre ce conflit.

206 Cf. Branka TRIVIĆ, Pedja OBRADOVIĆ, « Serbia Denies Holding Secret Talks with Kosovars », *BalkanInsight*, 12.05.2010, <http://old.balkaninsight.com/en/main/analysis/28033/>

207 Un représentant du Gouvernement du Kosovo s'irritait de l'attente d'une solution miracle par les internationaux, alors que ni Belgrade ni Pristina ne semblent prêtes à ce stade. Entretien, Mitrovica, mai 2010.

6. Conclusions

L'analyse du conflit au Nord du Kosovo y révèle une profonde césure, présente depuis la fin de la guerre et renforcée depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo. Les « mondes séparés » des sociétés albanaise et serbe (que le philosophe kosovar Shkëlzen Maliqi nommait en ces termes en 1998 déjà),²⁰⁸ se trouvent maintenant aussi divisées par leurs institutions respectives et par une scission sur la scène internationale à leur sujet. Cette situation est en contradiction évidente avec les affirmations quant à l'unité du Kosovo, commune à tous les protagonistes, qu'ils soient albanais, serbes ou internationaux.

La question du statut du Kosovo ne fait toujours pas l'unanimité entre les parties, ni sur la scène internationales. Trois ans après la proclamation de son indépendance, le Kosovo est un Etat indépendant et souverain selon la Constitution du Kosovo, une province autonome de la Serbie selon la Constitution de Serbie, et une entité sous administration internationale provisoire selon le Cadre constitutionnel établi par la MINUK, basée sur la Résolution 1244 (1999) du Conseil de Sécurité de l'ONU. Ces trois fondements juridiques, à l'évidence contradictoires entre eux, définissent la forme de l'Etat sur ce petit territoire de moins de 11'000 km², peuplé de près de deux millions de personnes. La « communauté internationale » est également divisée sur la question, puisqu'à ce jour 75 Etats sur les 192 membres de l'ONU ont reconnu l'indépendance du Kosovo.

Bien que contradictoires entre elles, les trois définitions du Kosovo précitées ont cependant en commun le fait qu'elles affirment toutes l'unité du Kosovo. Pourtant, dans les faits, plutôt que d'être pleinement indépendant ou pleinement intégré à la Serbie, le Kosovo est factuellement divisé.

La région de Mitrovica est le lieu de cette division. Division entre populations, cultures, perceptions, modes et niveaux de vie et, de manière bien plus marquée depuis 2008, entre systèmes politiques et institutionnels. De fait, la rivière Ibar, trace à peu près la limite entre une aire de population

à majorité serbe qui s'étend au Nord jusqu'à la Hongrie et une zone de peuplement à majorité albanaise qui s'étire au Sud jusqu'à la Grèce. De ce point de vue, Mitrovica est une périphérie. C'est même deux périphéries. Ou plutôt deux demi-périphéries : Mitrovica Nord gravite autour de Belgrade (à 350 km), Mitrovica Sud autour de Pristina (à 35 km). Comme bien des villes-frontières, leur développement se passe loin du centre et, dans ce cas, sans possibilité de compensation par des relations de bon voisinage, en tout cas à court terme.

A cette situation périphérique s'ajoute une situation de dépendance. Au Sud comme au Nord, aucune production économique substantielle ne caractérise plus cette région, ainsi privée de moyens de subvenir à ses besoins et donc orientée vers la dépendance envers des pôles lui garantissant une subsistance. De fait, la région Mitrovica qui, avec ses mines et son combinat métallurgique, était — à l'époque de la Yougoslavie socialiste — la plus riche du Kosovo, est devenue la plus pauvre, celle qui connaît le plus de chômage (est. 60-70%) notamment chez les jeunes (est. 85%), et de disposition à l'émigration. Et ce dans le pays étant lui-même pratiquement le plus pauvre d'Europe.

En raison de la division politique et institutionnelle qui traverse la région de Mitrovica, sa dépendance est double : vis-à-vis de Pristina, pour la partie Sud, et de Belgrade, pour la partie Nord. Les paramètres de ces dépendances apparaissent à la fois politiques, économiques, sociaux et culturels. Toutefois, ces deux dépendances sont de nature différente (le niveau de vie moyen reste bien plus élevé au Nord, ce qui dans le climat politique actuel apparaît comme une barrière supplémentaire à un rapprochement) et les populations et leurs élites ne sont pas prêtes échanger leur dépendance contre celle de l'autre.

De fait, au niveau local, la problématique de Mitrovica réside dans le cumul d'un conflit intercommunautaire et d'une profonde crise de désindustrialisation. Le premier est bien plus médiatisé que la seconde, dans laquelle pourtant résident probablement des causes plus profondes du conflit. Une troisième strate s'ajoute par la dimension de point de cristallisation de l'affrontement entre Belgrade et Pristina qui caractérise la région.

²⁰⁸ Shkëlzen MALIQI, *Kosova, separate worlds, reflexions analyses* (1989-1998), Pejë: Dukagjini, 1999.

Le quotidien de cette « double périphérie dépendante » se résume souvent à la mise en place de stratégies de captation des ressources provenant de ses centres respectifs comme de la « communauté internationale » (donations, *tenders*, emplois, exemption de taxes ou de paiement de services). Ceci semble plus reproduire la dépendance que la contrer, d'autant que ces ressources ne sont que marginalement investies dans la production et que leur redistribution passe également par des réseaux de patronage dans une communauté comme dans l'autre. Ceci renforce, du reste, les loyautés envers les pourvoyeurs de ressources, qui du coup peuvent mobiliser les populations à leurs fins politiques, souvent présentées comme patriotiques, mais qui dans bien des cas ont la fonction de maintien de cette rente de situation.

Politiquement, Mitrovica est devenue le point de rupture entre deux systèmes affrontés. Les deux centres, également confrontés à d'autres problèmes et semblant avant tout donner priorité à la dimension internationale du conflit, ne paraissent pas actuellement mobiliser une volonté politique suffisante pour des avancées sur le plan local, au-delà de la dénonciation des politiques et institutions adverses. Or, un règlement du conflit passe aussi une réponse conséquente et durable aux besoins, considérables, des populations. Si le niveau de violence est — malgré de fortes éruptions — en grande partie retombé depuis 2008, et que la déclaration d'indépendance n'a pas généré d'exodes de masse, le nombre de réfugiés/déplacés suite à la guerre (estimé à 220'000, soit 10% de la population du Kosovo) reste immense. Les autres problèmes accumulés (faibles perspectives économiques, chômage massif, corruption, usurpations de propriétés, disparus, crime organisé, etc.) pèsent également sur les solutions potentielles au conflit comme sur la stabilité du Kosovo. En plus de la dimension intercommunautaire du conflit, sa dimension sociale se renforce, qui fait redouter des troubles motivés par les conditions sociales. Dans ces conditions, une rupture de confiance des populations vis-à-vis de leurs élites politiques et des missions internationales se dessine. Les unes comme les autres sont perçues comme de moins en moins capables de répondre aux besoins existentiels des populations, malgré des progrès indéniables au Sud.

Suite à la déclaration de l'indépendance, l'action de Pristina, basée sur le Plan Ahtisaari et appuyée par les USA et la majorité des pays de l'UE, s'est caractérisée par la recherche de reconnaissances internationales, la construction de l'appareil d'Etat et l'affirmation de sa souveraineté sur le territoire du Kosovo. Dans un deuxième temps, elle s'est lancée dans une réforme administrative de décentralisation qui a notamment vu la création de communes à majorité de population serbe là où celle-ci est implantée. Cette action fut, à ce jour, sans grand effet sur le Nord du Kosovo et, à maints égards, Pristina ne semble pas se donner les moyens, ni avoir une volonté politique claire d'intégrer le Nord du Kosovo en termes sociaux et économiques.

L'approche d'ensemble de Belgrade, définissant actuellement ses intérêts comme « le Kosovo et l'intégration européenne », s'est concentrée depuis 2008 sur la contestation de l'indépendance du Kosovo, en particulier dans le cadre de l'ONU et auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ). Parallèlement, elle s'est engagée dans une entreprise de blocage du nombre des reconnaissances internationales du Kosovo. Cette approche lui a apporté certains résultats (forte baisse des reconnaissances) qu'elle semble vouloir poursuivre bien que l'avis entre-temps rendu par la CIJ lui soit défavorable. Toutefois cette stratégie a mis à mal ses relations avec l'UE, à laquelle elle compte à terme adhérer. Sur le plan local, elle a maintenu, malgré une baisse de fonds, son soutien aux institutions parallèles des Serbes du Kosovo et l'a renforcé par la tenue d'élections selon les lois de Serbie. L'appui sur la MINUK s'est renforcé et a permis à Belgrade de pousser EULEX à changer son mandat initial pour se déployer au Nord, mais dans le cadre « neutre » de la Rés. 1244. L'action de Belgrade se limite toutefois essentiellement aux régions à majorité de population serbe, avec un certain recul dans les enclaves du Sud et un renforcement au Nord. Elle ne semble pas non plus vouloir intégrer la population albanaise, ni se donner les moyens de le faire. En ce sens les politiques respectives de Belgrade et de Pristina envers le Nord du Kosovo semblent présenter une certaine similitude en ce qu'elles paraissent essentiellement destinées à leur propre communauté.

Dans cet environnement, la « communauté internationale » est apparue très divisée et pour

l'instant sans résultat décisif quant au Nord du Kosovo. Depuis 2008 et la déclaration d'indépendance, sa présence a connu une profonde reconfiguration qui, sur la base du Plan Ahtisaari, devait voir l'UE reprendre de façon coordonnée la direction de la présence internationale, jusque là assumée par l'ONU. Après l'échec des négociations de Vienne (2006-2007), sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Ahtisaari, et le manque de consensus au CS-ONU pour le plan de ce dernier, elle ne s'attendait assurément pas à une résolution aisée et rapide de la situation au Nord du Kosovo. Le plan accepté par Pristina, endossé par les USA et une grande majorité de l'UE, est toujours rejeté par la Serbie, appuyée notamment par la Russie et la Chine, mais aussi cinq membres de l'Union européenne.

L'approche d'ensemble du Plan Ahtisaari, proposant une répartition des tâches et une certaine hiérarchie entre missions internationales dans le cadre d'une indépendance du Kosovo acceptée par toutes les parties, a dû être délaissée pour un système hybride qui a vu le maintien de missions sur la base de la Rés. 1244 (neutre du point de vue du statut) parallèlement à la mise en place de missions sur la base du Plan Ahtisaari. Dans les faits, parmi les six missions principales de cette architecture (ICO/EUSR, EULEX, ECLO, KFOR, EULEX, OSCE), seule « une demi » (l'ICO) considère pleinement le Kosovo comme indépendant, les autres se tenant à une position de neutralité quant à son statut. L'ICO, qui est à la fois le bureau de l'EUSR, se retrouve ainsi en situation paradoxale, puisque le second est « status neutral », contrairement au premier. Ces développements ont induit de forts dysfonctionnements et des tensions entre missions, nuisant fortement à leur action.

Actuellement, les missions internationales au Kosovo sont toujours à la fois divisées et démultipliées. Cette division marque autant les relations entre missions à mandat politique (ICO/EUSR, MINUK) que celles entre l'ICO et missions à mandat plus technique (KFOR, OSCE, EULEX, ECLO). De plus, l'action de ces dernières est affectée par la situation politique qui diminue leur efficacité ou affecte leur mandat (EULEX). L'ICO s'est concentré depuis la déclaration d'indépendance sur l'appui et la supervision des institutions centrales du Kosovo et sur le soutien à la décentralisation, sanctionnée par un certain succès lors des élections locales de 2009 et d'un premier rapprochement de la communauté serbe du Sud

des institutions de Pristina. Sa position au Nord du Kosovo a par contre reculé après la déclaration d'indépendance (fin de sa présence à Mitrovica Nord), et a peu progressé depuis. EULEX s'est déployé dans tout le territoire du Kosovo, mais avec un grand retard au Nord et une efficacité restreinte. Depuis le début 2010, de nouvelles approches se dessinent, à Pristina et dans la « communauté internationale », avec l'apparition de la « Stratégie pour le Nord du Kosovo » (ICO/Gouvernement du Kosovo), la nomination d'un facilitateur de l'UE pour le Nord et le renforcement de la présence d'EULEX et d'ECLO au Nord de l'Ibar. Ces approches peuvent être réparties en deux groupes. D'un côté, celles insistant d'abord sur l'affirmation de la légalité (ICO), de l'autre, celles laissant partiellement de côté cet aspect pour se concentrer sur leur implantation au Nord et la dimension technique de leur mandat (EULEX, ECLO, facilitateur de l'UE). Une des questions clé pour l'avenir et le succès des missions internationales — et en particulier européennes — est la conciliation des deux approches, au risque de répéter la scission apparue au sein de la MINUK entre son quartier général de Pristina et son bureau de Mitrovica.

Dans l'ensemble, la structure, les relations et le fonctionnement actuels des missions internationales ne semblent pas en mesure de donner des résultats probants pour la résolution du conflit. Celui-ci apparaît comme réduit d'échelle et plus nettement circonscrit au Nord du Kosovo depuis 2008, mais s'est aussi cimenté selon une ligne plus claire et plus profonde traversant la région de Mitrovica. Toutefois, à l'échelle locale, les causes plus larges du conflit ne semblent pas avoir été adressées de manière adéquate et suffisante, ni par les acteurs locaux, ni par les missions internationales. Ainsi, l'état de dépendance économique et sociale, identifié par cette étude comme un des facteurs clé de la persistance du conflit au niveau local au Nord du Kosovo, semble plutôt avoir été renforcé qu'atténué depuis 2008. Ceci affecte le type de solutions d'ensemble pouvant être définies au niveau de relations Pristina – Belgrade et sur la scène internationale.

Le courant qui s'est renforcé depuis le début de l'année 2010 en faveur de discussions et ayant débouché sur un dialogue direct en mars 2011 est certainement un développement positif, bien que

les deux parties le conçoivent encore sur des bases diamétralement opposées, tout en convenant pour l'heure de laisser cet aspect en arrière plan (Belgrade souhaitant la réouverture de négociations sur le statut, Pristina n'acceptant que des discussions entre Etats voisins se reconnaissant mutuellement). Cependant, elles nécessiteront un contenu de fond quant au Nord du Kosovo que pour l'heure ni Belgrade, ni Pristina ne semblent en mesure l'articuler. Parallèlement à ces développements, un débat sur l'opportunité d'une partition du Kosovo se fait nettement plus présent. Cette idée compte un nombre inégal d'adeptes, principalement à Belgrade, mais aussi, dans une moindre mesure, à Pristina comme sur la scène internationale. Cette approche ne nous semble pas apte à résoudre durablement les problèmes de la région, mais au contraire à accroître le risque d'émergence de nouveaux déséquilibres ou d'accentuation de tensions existantes.

En tout état de cause, l'offre que Pristina sera en mesure de proposer pour la région de Mitrovica (Sud et Nord de l'Ibar) apparaît comme décisive pour la suite. Plus qu'en termes d'affirmation de la souveraineté ou d'un soutien financier, une telle offre devrait surtout être formulée en termes de développement économique et de services publics. Au-delà, sa capacité de poser les bases d'un contrat social entre le Nord et le Sud sera un facteur déterminant de l'acceptation de ses institutions et, partant, de leur légitimité populaire. En ce sens, l'un des premiers éléments à renforcer est une information de qualité et accessible (techniquement et linguistiquement) aux citoyens de toutes les communautés, leur donnant des éléments d'une meilleure connaissance mutuelle. De surcroît, l'amélioration du fonctionnement des institutions locales apparaît comme indispensable à un tel projet.

En l'état actuel, si l'objectif de l'engagement international est d'encourager l'unité du Kosovo, il convient — parallèlement à la recherche de solutions politiques sur la scène internationale et entre Pristina et Belgrade — de soutenir de manière conséquente le développement des facteurs d'intégration forts pour la population serbe au nord de l'Ibar et de cohésion sociale entre communautés. Dans le cas contraire, cette région risque de rester dans sa stagnation actuelle ou de glisser vers une partition de plus en plus prononcée.

A notre avis, le développement de ces facteurs passe par une approche complémentaire à celle adoptée jusqu'à présent. Elle doit inclure : une très forte composante de développement économique et humain à l'échelle de la région (Nord et Sud de l'Ibar) devant lui permettre de sortir graduellement de l'état prononcé de dépendance économique (et partant politique) dans laquelle elle se trouve, tout en redonnant une perspective reconnaissable par les forces sociales devant porter cette dynamique. Cette composante doit être assortie de la formulation par Pristina d'un projet de société identifiable et acceptable par les populations, tant albanaise que serbe, faisant sens à leurs yeux et permettant de mobiliser leurs forces. Ce projet, pour avoir des chances d'être compris et, à terme, accepté, doit être communiqué de manière claire et consensuelle sur la scène politique sous la forme d'une offre symbolique forte, mais également sur la scène sociale par le développement d'une information factuelle et dépassionnée visant la reconstruction de liens sociaux sur la base d'une confiance mutuelle.

Un tel projet doit s'incarner dans des institutions locales fonctionnelles, accessibles (en particulier bilingues) et efficaces, dans lesquelles le citoyen peut, quelle que soit sa communauté, se reconnaître. Aussi, l'action de la « communauté internationale » au Nord du Kosovo devrait-elle inclure un soutien beaucoup plus prononcé à ces trois éléments.

7. Recommandations

Au vu des résultats de cette étude, le dépassement du conflit au Nord du Kosovo passe à notre avis, en plus de la recherche d'une solution politique et d'une stabilité sécuritaire, par un développement en profondeur et de long terme de cette région, nécessitant une importante amélioration des conditions et équilibres socio-économiques, du fonctionnement des institutions locales et de l'information aux citoyens. Les principes suivants nous paraissent indispensables pour atteindre ces objectifs.

1. Généralités : Cohésion sociale :

- Parallèlement au dialogue politique émergeant entre Pristina et Belgrade, il convient de porter une attention particulière à la région divisée du Nord du Kosovo. Trois domaines méritent un engagement spécifique et soutenu : les conditions socio-économiques, le fonctionnement des institutions locales et la qualité de l'information aux citoyens de cette région.
- En plus de la stabilité conçue en termes politiques et sécuritaires, il importe de renforcer la fonctionnalité du Kosovo (pour le Kosovo lui-même, mais aussi pour le dépassement de la division au Nord et pour sa stabilité socioéconomique à long terme).
- Dans la région de Mitrovica, cette approche devrait se baser sur l'augmentation de l'attractivité du Sud (plus pauvre), sans négliger le développement du Nord, tout en veillant à ne pas créer de déséquilibres favorisant soit la population du Nord au détriment de celle du reste du Kosovo, soit l'inverse.
- Prise en compte des besoins de toutes les « minorités », mais également des dynamiques locales (en l'occurrence non seulement la communauté serbe au Nord de l'Ibar, mais également les liens existants et potentiels entre le Nord et le Sud). Renforcement du lien entre communautés.
- La situation au Nord du Kosovo étant dans une phase instable et dynamique, il convient de combiner des instruments agissant à la fois à court et long terme.
- La question du bilinguisme (albanais/serbe), encore perçue comme taboue ou insignifiante (y c. dans la communauté internationale), devrait être abordée de

façon conséquente pour favoriser une meilleure intercompréhension et à terme une meilleure cohésion sociale. Des cours de langues, un développement et un usage accru du bilinguisme dans la presse, l'administration locale puis dans l'enseignement apparaissent comme des mesures indispensables à un minimum de cohésion sociale.

- Les éventuels surcoûts et difficultés de l'engagement accru ici proposé par le Nord du Kosovo doivent être pondérés en fonction de l'importance politique d'une réussite dans cette région et, a contrario, des conséquences d'un échec (p. ex., en cas de partition du Kosovo).

2. Conditions socio-économiques :

- Contribution accrue à la réduction de la pauvreté et de la dépendance économique de la région de Mitrovica (vis-à-vis de Belgrade, de Pristina, des donations internationales) en soutenant un développement économique intensif axé sur la production et la création d'emplois.
- Engagement dans la région large de Mitrovica des instruments internationaux de développement économique utilisés ailleurs au Kosovo.
- Accent à long terme sur le Sud (à fois plus pauvre que le Nord et une des régions les plus pauvres du Kosovo), sans négliger le Nord dont la population doit pouvoir reconnaître sa perspective économique et sociale dans le système du Kosovo.
- Contribution à la réduction des disparités entre revenus au Nord et au Sud en renforçant les capacités économiques du Sud et leur attractivité pour la population du Nord, tout en développant également des projets au Nord.
- Soutien à la création d'emplois, notamment pour améliorer les conditions de vie, diminuer les risques de troubles sociaux, lutter contre les migrations illégales et, à terme, renforcer la stabilité.
- Soutien à la production plus qu'au commerce.
- Soutien à la formation dans le domaine entrepreneurial.
- Renforcement des possibilités de crédit favorables à la création d'entreprises.
- Soutien particulier au secteur agricole qui semble offrir des perspectives de développement certes limitées, mais intéressantes en termes de création d'emploi (au moins dans une phase de transition sur le moyen terme).

3. Fonctionnement des institutions :

- Contribution au renforcement d'institutions communales plus fonctionnelles, représentatives, efficaces et accessibles aux yeux de tous les citoyens. Renforcement par ce biais de leur légitimité et de leur attractivité aux yeux des citoyens du Nord comme du Sud.
- Encouragement aux institutions communales à mettre en œuvre une politique de bilinguisme dotée de moyens suffisants.
- Encouragement des institutions communales à une information aux citoyens complète, claire, transparente, impartiale, bilingue et mise à jour sur les développements communaux (notamment séances publiques d'information et sites Internet communaux).
- Insistance sur la promotion de la cohésion sociale plutôt que la seule aide aux « minorités » (dimension pluri-communautaires des projets afin d'éviter les ressentiments).
- Soutien au développement de partenariats techniques entre municipalités de la région Nord du Kosovo et municipalités de l'UE, visant au transfert de compétences et de *good practices*.
- Mise en place de centres d'information et de conseil indépendants aux communautés minoritaires sur les questions d'intégration locale (conseils juridiques, administratifs, informations, traduction etc).
- Malgré les contours incertains des futures institutions locales, étudier la possibilité de créer une Eurorégion comprenant entre autres les communes du Nord du Kosovo (Nord et Sud de l'Ibar).

4. Encouragement aux institutions au Kosovo à poser les bases d'un contrat social :

a. Mesures pratiques :

encouragement des institutions centrales et locales à :

- Eviter dans leur discours l'amalgame entre populations et les politiques des diverses autorités.
- Formuler et à communiquer une politique d'intégration basée sur des valeurs communes,
- Formuler, communiquer et mettre en œuvre une politique socioéconomique d'intégration régionale au Nord.
- Employer conséquemment les langues des diverses communautés dans la communication publique.

b. Mesures symboliques :

encouragement des autorités locales et centrales :

- à des gestes symboliques destinés à rétablir
- la communication avec les autres communautés, dans une forme compréhensible pour elles, tout en favorisant les liens entre les diverses communautés.
- Au bilinguisme

5. Qualité de l'information aux citoyens :

- Contribution à la mise en place d'une information locale de qualité, factuelle, dépolitisée et bilingue favorisant une meilleure connaissance mutuelle, une meilleure connaissance des institutions locales et des enjeux détaillés de l'intégration à l'UE (par exemple par une chaîne de télévision locale bilingue).

6. Missions internationales : transparence et proximité des citoyens :

- Engagement et coordination accrus dans la Région de Mitrovica en faveur d'un développement socio-économique soutenu et d'un meilleur fonctionnement des institutions locales, selon les principes précités.
- Meilleure communication du travail, objectifs et résultats des missions internationales au Kosovo auprès de toutes les communautés.
- Meilleure communication du projet européen auprès de toutes les communautés.

7. Intégration européenne :

- Information locale de qualité, en profondeur, dépolitisée et bilingue sur les questions d'intégration européenne mettant en exergue les défis attendant la population du Kosovo sur la route de son intégration européenne.
- Encouragement à un débat de société à l'échelle du Kosovo sur l'intégration à l'UE.
- « Traitement du passé » : soutien à une meilleure connaissance mutuelle entre communautés par une information locale de qualité, sur les développements présents au Kosovo et en particulier dans la région de Mitrovica, avant de pouvoir espérer entreprendre un véritable traitement du passé.
- Dans une perspective de cohésion sociale et d'intégration à l'UE, encouragement à la formulation d'excuses pour les exactions contre les civils au Kosovo.

- Encouragement à un dialogue politique local sur l'intégration à l'UE, intra-serbe, intra-albanais et albanais-serbe dans la région de Mitrovica.
- Encouragement au dialogue interreligieux local sur l'intégration à l'UE dans la région de Mitrovica.

8. Migrations :

- Information exacte, complète, accessible et compréhensible aux diverses populations sur les enjeux migratoires vers les pays de l'UE.

Abréviations²⁰⁹

CICR	Comité International de la Croix Rouge.
CS-ONU	Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies.
ECLO	European Commission Liaison Office (Bureau de Liaison de la Commission européenne).
EULEX-Kosovo	Mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EU Rule of Law Mission).
FMI	Fonds Monétaire international.
ICO / EUSR	International Civilian Office / EU Special Representative (Bureau civil international / Représentant spécial de l'UE).
KFOR	Kosovo Force (de l'OTAN).
MINUK	Mission d'Administration Intérimaire des Nations Unies au Kosovo (United Nations Interim Administration Mission in Kosovo, UNMIK).
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés).
UNDP	United Nations Development Program (Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD).
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international).

209 Nous utilisons essentiellement les abréviations des appellations anglaises des organisations mentionnées, du fait qu'elles sont le plus souvent reprises par les francophones (par exemple, ICO et non BCI, pratiquement inusité), hormis dans les cas où un usage français existe (par exemple, MINUK plutôt qu'UNMIK).

Bibliographie

Documents

Constitution de la République de Serbie, Belgrade, 30.09.2006,

www.parlament.gov.rs/content/eng/akta/ustav/Constitution_of_Serbia_pdf.zip.

Constitution de la République du Kosovo, Pristina, 15.06.2008,

www.kushtetutakosoves.info.

Constitutional Framework for Provisional Self-Government, UNMIK/REG/2001/9, 15.05.2001,

www.unmikonline.org/constframework.htm.

Déclaration d'indépendance du Kosovo, Assemblée de la République du Kosovo, Pristina, 17.02.2008,

www.assembly-kosova.org/common/docs/Dek_Pav_e.pdf.

Proposition globale de Règlement portant sur le statut du Kosovo, Office of the Special Envoy of the Secretary-General of the United Nations for the future status process for Kosovo (UNOSEK),

www.unosek.org/docref/Proposition_globale-fran%E7ais.pdf.

Republic of Kosovo – Government, Ministry of Local Government Administration,

Report on Functioning of Municipalities in the Republic of Kosova, Pristina, 2009,

http://www.mapl-ks.org/repository/docs/report_on_functioning%20of_municipalities_in_%20the_republic%20of%20Kosovo.pdf.

United Nations Security Council, *Resolution 1244*, 10.06.1999,

www.un.org/french/docs/sc/1999/99s1244.htm.

United Nations Security Council,

Report of the Secretary-General on the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo, 24.11.2008, chap. X « UNMIK reconfiguration »,

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N08/518/31/PDF/N0851831.pdf?OpenElement>.

Données, statistiques

CIA, *The World Factbook, Country Comparison, GDP Per Capita*, 2009,

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2004rank.html>.

European Commission, Economic and Financial Affairs,

EU Candidate and Pre-Accession Countries Economies Quarterly, 2nd quarter 2010, Brussels, 08.07.2010,

http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/cpaceq/index_en.htm.

European Commission Liaison Office to Kosovo, *EU-Rural grant scheme*,

Call for proposals EuropeAid, 11.05.2010,

http://delprn.ec.europa.eu/repository/docs/Rural_grants_call_for_proposals_29_April_2010_final.pdf.

European Commission Liaison Office to Kosovo, Regional Development Agency North (RDA-North),

Socio-Economic Profile of the North Region of Kosovo, [s.d. 2010?], <http://rdanorth.org/>

OSCE mission in Kosovo, *Municipal profiles*, Pristina, 2009,

www.osce.org/kosovo/13982.html.

- Republic of Kosovo – Government, Ministry of Local Government Administration / USAID,
Citizen Satisfaction with municipal Governance, a household survey 2010, Pristina:
Effective Municipality Initiative, 06.07.2010, <http://emi-kosovo-rti.org/?cid=2,56>.
- UNDP, *Civil Society and Development, Kosovo Human Development Report 2008*, Pristina,
www.ks.undp.org/repository/docs/HDR_final_eng_small.pdf.
- UNHCR, *Estimate of Refugees and Displaced Persons still seeking solutions in South-Eastern Europe*, 31.03.08,
www.unhcr.org/45c743ca4.html.
- USAID / UNDP, *Kosovo Mosaic, Public Services and Local Authorities in Focus*, Pristina, 10.2009, p. 18,
www.ks.undp.org/repository/docs/english%20green.pdf.
- USAID / UNDP, *Fast Facts, Early warning Report*, No 27, Pristina, 10.03.2010,
www.ks.undp.org/repository/docs/Fast_Facts_27_ENGEditionFinal-1.pdf.
- USAID / UNDP, *Public Pulse Poll, Fast Facts*, Pristina, 12.2010,
www.ks.undp.org/repository/docs/pp-ver-FINAL-_eng.pdf.
- World Bank, *Data : Unemployment, total (% of total labor force)*,
<http://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS>.
- World Bank / Statistical Office of Kosovo, *Kosovo Poverty Assessment, Volume I:
Accelerating Inclusive Growth to Reduce Widespread Poverty*, 03.10.2007,
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/KOSOVOEXTN/0,,contentMDK:21761784~menuPK:297788~pagePK:64027988~piPK:64027986~theSitePK:297770~isCURL:Y,00.html>.
- World Bank, *Kosovo – Youth in jeopardy : being young, unemployed, and poor in Kosovo – a report on youth
employment in Kosovo*, 02.09.2008,
www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2008/10/08/000334955_20081008081520/Rendered/PDF/435960ESW0P10710Box334072B01PUBLIC1.pdf.

Articles, ouvrages, rapports

- Judy BATT, *The Question of Serbia*, Paris: Institute for Security Studies, Chaillot Paper n° 85, 08.2005,
www.iss.europa.eu/uploads/media/cp081-English.pdf.
- Chantal BLAYO (et al.), « L'exceptionnelle situation démographique du Kosovo », *Espace populations sociétés*,
vol. 2004/3 (2004), pp. 607-624, <http://eps.revues.org/index424.html>.
- Christopher BORGEN, « Assessing the Legality of Kosovo's Declaration of Independence », *e-International relations*, 18.03.2008, www.e-ir.info/?p=415.
- Yann BRAEM, « Mitrovica/Mitrovicë : Géopolitique urbaine et présence internationale », *Balkanologie*, Vol. VIII, n° 1, 06.2004, <http://balkanologie.revues.org/index515.html>.
- Ugo CARUSO, « Kosovo declaration of Independence and the International Community - an assessment
by the Kosovo Monitoring Task Force », in: *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*,
(2008), 2, www.ssoar.info/ssoar/GetDocument?resid=6505.

- Conseil de l'Europe, Assemblée Parlementaire, *Situation in Kosovo: Information note by the rapporteur on his fact-finding visit to Kosovo (21-26 February 2010)*, 11.03.2010, www.assembly.coe.int/CommitteeDocs/2010/Sydow_Kosovo_E.pdf.
- Council of Europe, Parliamentary Assembly, *Solving property issues of refugees and displaced persons*, 08.01.2010, <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc10/EDOC12106.htm>.
- European Commission, *Kosovo - 2010 Progress Report*, Brussels, 09.11.2010, http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2010/package/ks_rapport_2010_en.pdf
- European Stability Initiative, *A post-industrial future? Economy and society in Mitrovica and Zvecan*, Berlin/Pristina, 30.01.2004, www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_61.pdf.
- Gerard GALLUCCI, « Kosovo: EU Strategy for the North », *Outside The Walls* (blog), 04.01.2010, <http://outsidewalls.blogspot.com/2010/01/kosovo-eu-strategy-for-north.html>.
- Laurent GOETSCHEL et Tobias HAGMANN « Civilian Peacebuilding: peace by bureaucratic means? », *Conflict, Security & Development*, 9:1, 2009, pp. 55-73.
- Nikolas K. GVOSDEV, « Unfreezing Kosovo, Reconsidering Boundaries in the Balkans », in: *Foreign Affairs*, 26.04.2010, www.foreignaffairs.com/articles/66392/nikolas-k-gvosdev/unfreezing-kosovo.
- György HAJNAL and Gábor PÉTERI, *Local reform in Kosovo, final report, Prishtina: Forum 2015* (Kosova Foundation for Open Society), 02.2010, <http://kfosweb.info/pdf/reformalokalneKosoveanglisht.pdf>.
- Human Rights Watch, *Poisoned by Lead, a Health and Human Rights Crisis in Mitrovica's Roma Camps* 23.06.2009, www.hrw.org/en/reports/2009/06/23/kosovo-poisoned-lead-0.
- Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia (IIFFMCG), *Report*, 09.2009, Volume II, www.ceiig.ch/pdf/IIFFMCG_Volume_II.pdf.
- International Crisis Group, *Bridging Kosovo's Mitrovica Divide*, Europe Report N°165, 13.09.2005, www.crisisgroup.org/en/regions/europe/balkans/kosovo/165-bridging-kosovos-mitrovica-divide.aspx.
- International Crisis Group, *Kosovo and Serbia after the ICJ Opinion*, Europe Report N° 206, 26.08.2010, www.crisisgroup.org/en/regions/europe/balkans/kosovo/206-kosovo-and-serbia-after-the-icj-opinion.aspx
- International Crisis Group, *Kosovo : No good alternatives to the Ahtisaari Plan*, Europe Report N°182, Pristina, Belgrade, New York, Bruxelles, 14.05.2007, www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/182_kosovo_no_good_alternatives_to_the_ahtisaari_plan.ashx.
- International Crisis Group, *Serb Integration in Kosovo : Taking the Plunge*, Europe Report N° 200, Bruxelles, 12.05.2009, www.crisisgroup.org/en/regions/europe/balkans/kosovo/200-serb-integration-in-kosovo-taking-the-plunge.aspx.

- International Crisis Group, *The Rule of Law in Independent Kosovo*, Europe Report N° 204, 19.05.2010, www.crisisgroup.org/en/regions/europe/balkans/kosovo/204-the-rule-of-law-in-independent-kosovo.aspx.
- Bashkim ISENI, *La question nationale en Europe du Sud-Est : Genèse, émergence et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, P. Lang, 2008.
- Igor JOVANOVIĆ, « Kosovo Serbs vs. Belgrade », *ISN Security Watch*, 07.09.2009, www.isn.ethz.ch/isn/Current-Affairs/Security-Watch/Detail/?ots591=4888CAA0-B3DB-1461-98B9-E20E7B9C13D4&lng=en&id=105619.
- Dejan JOVIĆ, « Fear of becoming minority as a motivator of conflict in the former Yugoslavia », *Balkanologie*, Vol. V, n° 1-2, 12.2001, <http://balkanologie.revues.org/index674.html>.
- Tim JUDAH, *Kosovo: War and Revenge*, 2^e éd., Yale University Press, 2002.
- Tim JUDAH, *Kosovo: What Everyone Needs to Know*, Oxford University Press USA, 2008.
- Walter KALIN, *Refugees and Internally Displaced Persons in Serbia*, Discours au Parlement de Serbie, 30.06.2009, www.brookings.edu/testimony/2009/0630_serbia_kalin.aspx.
- Levent KORO, *Economic Performance of the Western Balkan Economies for 2007*, UNDP – Europe & CIS, <http://europeandcis.undp.org/home/show/41D6901C-F203-1EE9-BF623728E26C6241>.
- Kosovar Stability Initiative (IKS), *The Economy in Mitrovica, Policy Brief*, 17.12.2009, www.iksweb.org/repository/docs/policy_brief_economy.pdf.
- Kosovar Stability Initiative (IKS), *Disorderly Conduct: Government in Mitrovica, Policy Brief*, 17.12.2009, www.iksweb.org/repository/docs/policy_brief_mitrovica_governance.pdf.
- Denisa KOSTOVICOVA, « Legitimacy and International Administration : The Ahtisaari Settlement for Kosovo from a Human Security Perspective », *International Peacekeeping*, 15 : 5, 2008, pp. 631-647.
- Marek KUPISZEWSKI, Anna KICINGER, Dorota KUPISZEWSKA, Frederik Hendrik FLINTERMAN, *Labour Migrations Patterns, Policies and Migration Propensity in the Western Balkans*, The Central European Forum for Migration and Population Research (CEFMR), 11.2009, www.iom.hu/PDFs/Labour%20Migration%20Patterns_Policies%20and%20Migration%20Propensity%20in%20the%20Western%20Balkans.pdf.
- Miloš LUKOVIĆ, « Kosovska Mitrovica: Present and Past », in: *Kosovo and Metohija – Living in the Enclave*, Dušan T. Bataković (éd.), Belgrade: Institute for Balkan Studies, Serbian Academy of Sciences and Arts, 2007, pp. 83-105, www.balkaninstitut.com/pdf/izdanja/posebno/Enklave.pdf.
- Noel MALCOLM, *Kosovo: A Short History*, London: Pan Publishing, 2002.
- Shkëlzen MALIQI, *Kosova, separate worlds, reflexions analyses (1989-1998)*, Pejë: Dukagjini, 1999.
- Joseph MARKO, « Independence Without Standards ? Kosovo's Interethnic Relations After 1999 », *European Yearbook of Minority Issues*, Vol. 5 (2005), www.uni-graz.at/opv1www_marko.kosovo.eymi.doc.

- Lucia MONTANARO, *The Kosovo Statebuilding Conundrum : Addressing Fragility in a Contested State*, Madrid : FRIDE, 03.12.2009, www.fride.org/download/WP91_Lucia_Montanaro_Kosovo_Statebuilding_Conundrum_3dic.pdf.
- UNDP / USAID, *Fast Facts, Early warning Report*, N° 27, Pristina, 10.03.2010, www.ks.undp.org/repository/docs/Fast_Facts_27_ENGEditedFinal-1.pdf.
- OSCE, *Measuring the Trust, Security and public safety perceptions in Kosovo*, 10.06.2008, www.osce.org/kosovo/32629.
- OSCE, *Parallel Structures in Kosovo, 2006-2007*, Pristina, 04.04.2007, www.osce.org/item/23925.html.
- OSCE, *Parallel Structures in Kosovo, October 2003*, Pristina, 07.10.2003, www.osce.org/item/879.html.
- OSCE, *The Mitrovicë/Mitrovica Justice System: status update and continuing human rights concerns*, Issue 1, Pristina, 02.2010, www.osce.org/kosovo/41578.
- Michael PALAIRET, *Kosovo's industrial giant, Trepca, 1965-2000*, European Stability Initiative, 06.2003, www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=49.
- Odile PERROT, « Kosovo–EULEX, Légitimité technique et ambition politique de la présence européenne », *Diploweb*, 15.12.2009, www.diploweb.com/Kosovo-EULEX-Legitimite-technique.html.
- Odile PERROT, *Les équivoques de la démocratisation sous contrôle international. Le cas du Kosovo (1999-2007)*, Clermont-Ferrand : L.G.D.J, 2007.
- Sabrina RAMET, « The Denial Syndrome and Its Consequences : Serbian Political Culture since 2000 », *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 40, n° 1 (03.2007), pp. 41-58, www.prio.no/files/file48071_ramet_serbia_12-5.pdf.
- Michel ROUX, « Controverses sur les frontières du Kosovo », *Balkanologie*, vol. VII, n° 2 (12.2003), pp. 183-197, <http://balkanologie.revues.org/index504.html>.
- Michel ROUX, « Le Kosovo en voie d'homogénéisation : quelle est la part du « nettoyage ethnique » ? », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 45, n° 1 (2005), <http://rge.revues.org/index572.html>.
- Michel ROUX, *Les Albanais en Yougoslavie, Minorité nationale territoire et développement*, Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1992.
- Gëzim SELACI, « Many plans, none for integrating communities », *New Kosova Report*, 22.12.2008, www.newkosovareport.com/200811221436/Views-and-Analysis/Many-plans-none-for-integrating-communities.html.
- Besnik TAHIRI, *Decentralisation and Local Governance Reform: Clear on paper blurred in practice. The case of Kosovo*, Pristina: Kosovo Local Government Institute, 06.2010, www.klgi-institute.org/KLGI_FES_Raporti_Final_2_qershor_2010_FINAL.pdf.
- Nicole TÖPPERWIEN, « Power Sharing in Perspective - From Armed Conflict to Power Sharing », *ISN*, 2010, www.isn.ethz.ch/isn/layout/set/print/content/view/full/22265.

Marc WELLER, *Negotiating the final status of Kosovo*, EU Institute for Security Studies (EUISS),
Chaillot Paper n° 114, 12.2008, www.iss.europa.eu/uploads/media/cp114.pdf.

Helena ZDRABKOVIĆ, « The vernacular discourses of historical victimage of Kosovo Serbs and Albanians », in:
Balkanica, Belgrade, no. 36, 2005, pp. 83-112.

